

Université de Montréal

**La transmission intergénérationnelle de la
mémoire chilienne du passé récent répressif :
de Santiago à Montréal**

par

Tuong-Vi Nguyen

Département d'histoire

Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maîtres ès arts (M.A.) en histoire

Août 2009

© Tuong-Vi Nguyen, 2009

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La transmission intergénérationnelle de la
mémoire chilienne du passé récent répressif :
de Santiago à Montréal

présenté par :

Tuong-Vi Nguyen

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Claude Morin, président-rapporteur

Cynthia E. Milton, directrice de recherche

José del Pozo, membre du jury

Résumé

Le 11 septembre 1973, un coup d'État orchestré par les Forces Armées chiliennes met fin à trois années de gouvernement socialiste dirigé par Salvador Allende. Augusto Pinochet, à la tête du putsch, installe au pouvoir une violente dictature militaire pour dix-sept ans. Événement synonyme de trauma et instigateur d'une période répressive, ou sauvetage national venant freiner la descente aux enfers socialistes? La mémoire de la société chilienne demeure fragmentée vis-à-vis de son passé récent.

Cette étude cherche à définir la transmission intergénérationnelle de la mémoire du passé répressif. Menée sur deux fronts, soit à Santiago et à Montréal, la présente recherche s'applique à établir quelles sont les interprétations du passé récent de la génération « postmémoire », c'est-à-dire des personnes nées peu avant ou durant la dictature. Les représentations, les perceptions, ainsi que les canaux d'apprentissage seront mis en perspective selon le territoire, afin de dégager les discours communs et antagonistes. Prenant assise sur des sources orales, ce mémoire présentera les différentes versions du passé selon vingt-huit témoignages.

Mots-clés : Mémoire(s), Dictature, Chili, Québec, Allende, Pinochet, Gauche politique, Droite politique, Exil, *Agency*.

Abstract

On the 11th September 1973 a coup d'État orchestrated by the Chilean Armed Forces brought an end to the three year period of Salvador Allende's socialist government. The leader of this putsch, Augusto Pinochet, established in its place a violent military dictatorship, which was to last for seventeen years. A traumatic event marking the beginning either of a repressive period in Chilean history, or of national salvation from the fiery depths of socialist hell, preventing society's demise? The memory of the Chilean society remains divided in the wake of its recent past.

The study seeks to define the inter-generational transmission of the memory of this repressive past. From Santiago to Montreal, this research endeavours to ascertain the post-memory generation's perception of its recent past, that is to say of those born slightly prior to or during the dictatorship. The depictions, the impressions and the learning channels will be compared with regard to the geographical location in order to illustrate the common and conflicting discourses. As the oral sources are the foundation of this master's thesis, we will convey the differing accounts of this past as reported by twenty-eight testimonies.

Key words: Memory (ies), Dictatorship, Chile, Quebec, Allende, Pinochet, Political Left, Political Right, Exile, Migration, Agency.

Table des matières

RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
REMERCIEMENTS	viii
INTRODUCTION	1
PRÉSENTATION DU SUJET DE RECHERCHE	
INTRODUCTION	1
I. RETOUR SUR LE PASSÉ RÉCENT CHILIEN.....	4
1.1 « <i>La voie chilienne vers le socialisme</i> » : <i>Salvador Allende Gossens</i>	4
1.2 <i>Dix-sept années de dictature militaire : Augusto Pinochet Ugarte</i>	6
II. ÉTAT DE LA QUESTION	9
2.1 <i>Le passé répressif pinochétiste</i>	9
2.2 <i>L'exil</i>	11
2.3 <i>La ou les mémoire(s)</i>	13
2.4 <i>L'histoire orale</i>	16
III. QUESTION ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	19
3.1 <i>Question de recherche</i>	19
3.2 <i>Quelques constats et hypothèses</i>	20
IV. SOURCES ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	21
4.1 <i>Sources</i>	22
4.2 <i>Méthodologie</i>	22
CHAPITRE I	25
LA MÉMOIRE : THÉORIES ET APPLICATIONS	26
INTRODUCTION.....	26
I. DÉFINITIONS ET USAGES DE LA MÉMOIRE.....	26

1.1	<i>Mémoire, oubli et silence</i>	26
1.2	<i>Les fonctions de la mémoire ou le contrôle de celle-ci</i>	28
1.3	<i>Les lieux de mémoire</i>	31
II.	MÉMOIRES CONFLICTUELLES ET MÉMOIRES EMBLÉMATIQUES ...	34
2.1	<i>Les cadres sociaux de la mémoire</i>	34
2.2	<i>Catégorisation intergénérationnelle?</i>	37
	CONCLUSION	41
	CHAPITRE II	42
	<i>LA GÉNÉRATION « POSTMÉMOIRE » AU CHILI</i>	42
	INTRODUCTION	42
I.	ANALYSE DES ENTREVUES RÉALISÉES AU CHILI	43
1.1	<i>Profils et perceptions des personnages-clés</i>	44
1.2	<i>Connaissances et canaux d'apprentissage</i>	47
1.3	<i>Quelques conclusions menant aux mémoires emblématiques</i>	50
II.	HISTORICISATION DE CES MÉMOIRES	54
2.1	<i>Conjonctures historiques</i>	54
2.2	<i>Réconciliation parmi l'indifférence?</i>	57
III.	L'AGENCY POUR LA MÉMOIRE	61
3.1	<i>Chez la gauche : Hijos et la Funa</i>	61
3.2	<i>Chez la droite : Juventud UDI et Juventud Renovación Nacional</i>	65
	CONCLUSION	68
	CHAPITRE III	70
	<i>LA GÉNÉRATION « POSTMÉMOIRE » CHILIENNE AU QUÉBEC</i>	70
	INTRODUCTION	70
I.	ANALYSE DES ENTREVUES RÉALISÉES AU QUÉBEC	71
1.1	<i>Profils et perceptions des personnages-clés</i>	73
1.2	<i>Connaissances et canaux d'apprentissage</i>	76
1.3	<i>Quelques conclusions menant aux mémoires emblématiques</i>	80
II.	CONJONCTURES IMMIGRATIONNELLES	84
2.1	<i>Exil et immigration</i>	84
2.2	<i>Raisons du départ et regard vers le Chili</i>	86

III. AGENCY POUR LA MÉMOIRE DEPUIS LE QUÉBEC	89
3.1 Hier.....	90
3.2 Aujourd'hui : quatre tendances.....	92
CONCLUSION	95
CHAPITRE IV	97
LE PARALLÈLE CHILI-QUÉBEC	97
INTRODUCTION.....	97
I. COMPARAISON DE NOS DONNÉES.....	98
1.1 Perceptions, connaissances et canaux d'apprentissage : le parallèle.....	98
1.2 Facteurs explicatifs de la variation selon le territoire.....	102
II. UNE THÉORIE TRANSNATIONALE ET INTERGÉNÉRATIONNELLE?..	107
2.1 Les mémoires emblématiques : applications et limites	107
2.2 Les héritages de la dictature pinochétiste au Chili comme au Québec	110
CONCLUSION	114
CONCLUSION	116
LA MÉMOIRE ET SES NŒUDS	116
I. RETOUR SUR NOS OBSERVATIONS.....	116
II. LA TOILE, NŒUD DE MÉMOIRE VIRTUEL	119
BIBLIOGRAPHIE	123
SOURCES ORALES	123
ÉTUDES.....	124
<i>Monographies</i>	124
<i>Articles de périodiques</i>	128
<i>Conférenciers du Colloque «El efecto Pinochet »</i>	129
<i>Sites internet</i>	129
<i>Documentaires</i>	131
ANNEXE A	132
ANNEXE B	134

Remerciements

Merci à Cynthia Milton, ma directrice de recherche. Tu es celle qui m'a fait découvrir des enjeux qui sont aujourd'hui au carrefour de mes intérêts. Merci pour cette lunette sur le monde, merci pour ton support constant et pour tes idées m'offrant toujours mille avenues d'exploration. Merci d'avoir su me transmettre ta fascination pour les phénomènes troublants qui marquent l'histoire de l'Amérique latine.

Merci à Cath Collins, professeure à l'Université Diego Portales. Véritable lanterne, tu nous as guidés tout au long de notre séjour à Santiago, autant à travers diverses commémorations, qu'à travers le monde des documentaires et des lieux de mémoire. Merci pour la quantité infinie d'information que tu m'as si généreusement donnée, merci pour ton support et merci de l'acharnement avec lequel tu luttas pour la défense des droits humains.

Gracias a todos los Chilenos de aquí y de allá que me abrieron la puerta de su casa, de su historia y de su memoria. Fue muy generoso de su parte de compartir las experiencias de su familia, sus recuerdos. Ustedes son los pilares de esta investigación. Gracias por volver el tiempo atrás para revivir el pasado chileno conmigo.

Merci à mon mari Oscar. Tu as été mon bras droit au Chili, te faisant assistant de recherche sur le terrain, toujours en quête d'avenues susceptibles de me mener à des entrevues. Merci de croire en ma recherche et merci d'être.

Merci à mes parents, Diane et Thuy. Merci pour vos relectures, vos corrections et votre support infailible. Merci maman pour ton travail de moine et merci papa pour tes questionnements soulevés par l'expérience chilienne.

Merci à la Maison Internationale de l'Université de Montréal qui a financé mon séjour de recherche au Chili durant les mois de septembre et d'octobre 2008.

« *¿Por qué me cuentas a mi tu historia?*

– *Porque te vas a ir de Chile.* »

Extrait d'un entretien informel réalisé à Santiago, octobre 2008.

Introduction

Présentation du sujet de recherche

Introduction

Le Chili des quarante dernières années fut le théâtre d'affrontements idéologiques sur les fronts politiques et économiques, révélant un acharnement tenace des camps opposés. En effet, le pays emprunta plusieurs avenues selon la main dirigeante, ce qui lui fit connaître de profonds bouleversements. Salvador Allende, candidat socialiste à la tête de la coalition de l'Unité populaire, se hisse à la présidence en 1970, non pas grâce à l'aboutissement d'une révolution, mais bien suite à un vote démocratique. Une première mondiale. Le gouvernement de l'époque se veut au service du peuple, exclu depuis des lunes de la prospérité économique que connaît le Chili. De grandes ceintures de maisonnettes se déploient tout autour des centres urbains, car ceux-ci sont porteurs d'espoir d'une vie meilleure, de travail. Ce sont entre autres les habitants de ces *poblaciones*, de ces bidonvilles, qui seront dans la mire de l'audacieux programme d'Allende. Si le Chili abrite une population moins bien nantie considérable, il est également composé d'une bourgeoisie de droite, fort influente dans les sphères politiques et économiques, et marchant de pair avec les intérêts américains, présents sur ce sol. Le contexte de la Guerre froide ne permettant pas la présence d'un autre pays socialiste sur le continent, les États-Unis n'hésitent pas à supporter l'oligarchie chilienne dans sa lutte pour la chute de Salvador Allende. C'est en 1973 que celle-ci se produit, alors que le pays est

en pleine crise politique.

Le 11 septembre de cette année-là, le palais présidentiel est bombardé par les Forces Armées. Le coup d'État est lancé et Allende se suicide à l'intérieur des murs incendiés de la Moneda, suite à un émouvant discours livré sur les ondes radio, et suite à une longue résistance armée. Le général Augusto Pinochet, chef des armées sous le gouvernement de l'Unité populaire, prend le pouvoir par la force et s'y installe confortablement pour dix-sept ans. Dictateur militaire, c'est avec une poigne de fer qu'il dirige le Chili. Il instaure un régime de terreur, sous prétexte d'une chasse aux communistes, responsables du « spectre marxiste » qui se serait propagé de Cuba au Chili. La peur embrase les Chiliens, contrés de se taire, de se censurer et même de se cacher. Bien qu'un régime autoritaire se soit abattu sur le Chili, ce n'est qu'une partie de la population qui est touchée par la violence qu'il déploie. Car le Chili est un pays hiérarchisé, garant d'un ordre socioéconomique pré-défini, où les classes sont clairement divisées. Un tel héritage colonial ne put que s'envenimer avec l'étouffement d'un projet social redistributif visant à la participation citoyenne pour une société plus juste. Si un fossé éloignait les classes aisées des moins bien nantis auparavant, le Chili se trouva complètement atomisé suite au régime putschiste de Pinochet.

En effet, autant on continue d'admirer Allende pour son ambitieux projet de société, autant on encense Pinochet, reconnu pour avoir freiné un gouvernement qui aurait plongé le Chili dans un abîme communiste, donc sans issue. Les mémoires de ce passé récent s'entrechoquent au sein des familles, s'affrontent dans la sphère publique. Elles sont complètement hétérogènes et s'obstinent fermement, protégeant leur version respective des faits. Les interprétations des gouvernements d'Allende et de Pinochet varient selon de nombreux facteurs, ce qui témoigne d'une société difficilement réconciliable, déchirée par son passé. Pendant que les discours antagonistes retentissent toujours de la bouche de la génération témoin de la dictature, c'est-à-dire de la génération qui était adulte lors du régime militaire, la société chilienne fait place à ceux qui n'étaient que des enfants à l'époque. Et les mémoires se transmettent. Notre intérêt s'articule justement autour de l'état de cette mémoire, transmise aux jeunes qui sont nés peu avant

ou durant la dictature ce régime. Notons que lorsque nous nous référons aux « jeunes », ceux-ci peuvent être âgés de 40 ans aujourd'hui. Nous définissons le terme « jeunes » par l'âge qu'avaient les participants à cette recherche lors de la dictature.

Nous souhaitons, dans la présentation du sujet, exposer en premier lieu la « voie chilienne vers le socialisme » proposée par Salvador Allende. Son programme sera livré par bribes, dévoilant l'orientation qu'il souhaitait donner au Chili, les moyens par lesquels il définissait l'acheminement d'un tel projet, ainsi que les revers de sa politique hasardeuse. Dans un second lieu, nous allons passer en revue dix-sept années de dictature militaire au Chili, effleurant la thèse du « miracle économique » obtenu à un coût social élevé, tout en prenant soin de mettre en lumière les tactiques empruntées par la dictature pour arriver à ses fins. Dans un troisième lieu, nous présenterons une brève recension des écrits sur le sujet, selon les thèmes centraux de notre étude, soit le passé pinochétiste, l'exil, la mémoire et l'histoire orale. Nous allons par la suite énoncer notre question de recherche et nos hypothèses de travail, dans le but d'engager le lecteur sur nos pistes et dans la compréhension de nos raisonnements. Enfin, nous allons clore cette partie par une courte initiation à l'histoire orale, méthodologie à l'assise de notre recherche, mariant une démarche à la fois anthropologique de terrain et historique.

Tout au long de notre démarche historique, dont le but est de jeter les bases d'une théorie de la mémoire chilienne intergénérationnelle du passé, nous nous permettons d'insister sur le caractère dichotomique de la société chilienne, éclatée sur la question de son histoire récente. Comme cet état est un héritage de la dictature militaire, il est primordial d'aborder la thématique de la mémoire (ou plutôt des mémoires) selon un tableau dont les composantes ne sont pas homogènes. Nous théoriserons d'abord la question de la mémoire, divulguant les définitions et les concepts autour desquels nous articulerons notre propos. Celui-ci sera tiré d'une analyse de nos données récoltées auprès de la deuxième génération chilienne sur le sol chilien et en terre québécoise. Par « deuxième génération », nous entendons la génération née peu avant ou durant la dictature.

I. Retour sur le passé récent chilien

En 1970, 76 % de la population du Chili est urbaine, ce qui entraîne la multiplication des bidonvilles, alors gorgés de migrants. L'Unité populaire dirigée par Allende, coalition aux multiples idéologies formée du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti radical, du Mouvement d'action unitaire populaire et de l'Action populaire indépendante, souhaite faire entrer dans la ronde économique cette population prolétaire, en plus de la paysannerie. Quatre lignes directrices guident cette intégration : une réforme agraire, une politique de logements sociaux, un mouvement de syndicalisation et une réelle participation du peuple dans le politique¹. Évidemment cette voie offerte aux exclus de la société brise l'équilibre tranquille qui règne au Chili habituellement entre le centre et la périphérie. L'opposition démontrera le coût social qu'elle est prête à payer pour mettre un terme à la lancée socialiste.

1.1 « La voie chilienne vers le socialisme » : Salvador Allende Gossens

C'est grâce à une poussière de bulletins qu'Allende est porté au pouvoir en 1970. Car s'il récolte 36,6 % du vote, le candidat de droite Jorge Alessandri en recueille 34,9 % et Radomiro Tomic de la Démocratie chrétienne en obtient 27,8 %. L'Unité populaire n'est donc pas majoritaire, mais elle se fait tout de même reconnaître par le Congrès². La révolution chilienne, qui devait se faire avec *empanadas* et vin rouge, vise l'installation progressive d'un régime socialiste qui conserve l'organe étatique, selon les normes strictes de la démocratie, du pluralisme et de la liberté³. Lors de son premier discours à la nation, Allende annonce la nature « inconnue » du sentier sur lequel ils chemineront, guidées par leur « foi en l'humanisme »⁴. Si le propos semble hasardeux, bon nombre d'autres obstacles rendront la tâche difficile à la gauche élue. Le gouvernement d'Allende souhaite d'abord augmenter le salaire des masses à un salaire de subsistance supérieur au coût de la vie, ce qui leur procure un pouvoir d'achat et de consommation. D'autres mesures sont

¹ Jacques Chonchol dans José del Pozo et André Jacob, *Le Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après-Pinochet*, Montréal : vlb éditeur, 1994, p.17.

² José Del Pozo, *Le Chili contemporain. Quelle démocratie?*, Montréal : Éditions Nota bene, 2000, p.53.

³ Osvaldo Silva Galdames, *Breve historia contemporánea de Chile*, México : Fondo de cultura económica, 1995, p.312-313.

⁴ José Del Pozo, *Op. Cit.*, p.60.

adoptées, notamment la distribution gratuite d'un demi-litre de lait à chaque enfant dans les écoles⁵, l'implantation plus en profondeur de services médicaux dans les quartiers moins bien nantis, la gratuité des médicaments pour ceux qui ne peuvent se les permettre, un programme de bourses universitaires pour les jeunes issus de familles pauvres, etc.⁶.

Au niveau économique, l'Unité populaire vient déranger les intérêts de la bourgeoisie et des États-Unis, puisqu'elle nationalise les mines (y compris la totalité des mines de cuivres, dont 49 % appartiennent aux Étatsuniens)⁷ et les grandes banques, met sur pied des sociétés mixtes, s'engage dans une réforme agraire (expropriations et réattribution), redistribue les revenus afin de favoriser les travailleurs et recentre le rôle de l'État dans toutes les sphères sociétales⁸. En 1971, le bilan du gouvernement Allende est positif : le produit intérieur brut augmente de 8 %, le taux de chômage passe de 6,1 % à 4,6 %, la production de cuivre atteint un record, le taux d'inflation diminue, alors que la production agricole s'accroît de 6 %⁹. L'année suivante, le tableau change du tout au tout. Des facteurs internes et externes empêchent l'application du programme d'Allende et provoquent son déclin.

Au niveau interne, rappelons que l'Unité populaire est composée d'une coalition de partis aux idéologies différentes (marxistes, laïques, chrétiennes), état hétérogène qui a tendance à désunir le parti et à rendre son cadre théorique confus, voire contradictoire¹⁰. On dit souvent que Salvador Allende fut « dépassé par sa gauche », pressée de voir l'accouchement d'une révolution totale immédiate¹¹. De plus, les autres partis bloquent fréquemment les idées de l'Unité populaire, minoritaire au Parlement. Visant une société pour et par les prolétaires, le gouvernement socialiste n'a pas su inclure la classe moyenne qui préfère se tourner vers la bourgeoisie. Au niveau externe, les États-Unis, principal

⁵ Osvaldo Silva Galdames, *Idem*.

⁶ José Del Pozo, *Op. Cit.*, p.55-56.

⁷ *Ibid.*, p.58.

⁸ Jacques Chonchol, *Op. Cit.*, p.18-19.

⁹ *Ibid.*, p.22.

¹⁰ Voir Rody Oñate et Thomas Wright, *La diápora chilena a 31 años del golpe militar*, México : Ediciones Urdimbre, 2002, p.19.

¹¹ Jacques Chonchol, *Op. Cit.*, p.28.

créancier du Chili, s'acharnent à provoquer la chute du gouvernement socialiste déployant toute une stratégie de déstabilisation menée conjointement avec la droite chilienne¹². Par exemple, ils procèdent à un blocus des crédits. Enfin, notons qu'en 1972, le prix du cuivre chute, alors que la production demeure à un niveau élevé; l'offre ne suit plus la demande alimentaire (augmentée de 14 % grâce aux politiques de redistribution du revenu et de l'emploi), ce qui oblige le Chili à importer; un hiver trop pluvieux et une grève des camionneurs font tomber la production agricole et propulsent l'inflation à 323 % en juillet 1973¹³. Les grèves politiques commencent à se multiplier sérieusement au pays : « Tirant une partie de leur financement de sources étrangères, les grèves sont cependant mobilisées par les forces de la bourgeoisie nationale dont le but est de faire échouer le projet social du gouvernement¹⁴ ». Le Chili est alors en pleine crise politique, sociale et économique. Le coup décisif pour l'opposition se joue en mars 1973, alors que le Chili entre en élection législative. L'Unité populaire obtient 44 % du vote, ce qui bloque toute tentative de renversement légal d'Allende. L'opposition n'a plus qu'à appuyer le coup d'État, qui aura lieu le 11 septembre 1973¹⁵.

1.2 Dix-sept années de dictature militaire : Augusto Pinochet Ugarte

Le discours militaire justificateur de cette intervention musclée et violente soutient que le Chili avait atteint un point de non retour, situation due à l'idéologie révolutionnaire qui avait embourbé le pays. Les Forces Armées « se devaient » de mettre un terme à ce climat de crise. Pour ce faire, elles renversent le gouvernement socialiste et sapent les fondements de la démocratie en instaurant un régime autoritaire. « [...] le peuple, vaincu militairement, devait l'être aussi politiquement et économiquement¹⁶ ». L'une des premières actions que Pinochet entreprend est de redonner au secteur privé les entreprises qui avaient été étatisées par Allende et de mettre fin à la réforme agraire. Désormais, l'État serait bouté hors de l'économie, afin de laisser court à une vague de privatisations sans précédent. Ces idées néolibérales sont introduites au Chili dans un

¹² Voir José Del Pozo, *Op. Cit.*, p.60 à 71.

¹³ Jacques Chonchol, *Op. Cit.*, p.22-23.

¹⁴ *Ibid.*, p.24.

¹⁵ José Del Pozo, *Op. Cit.*, p.84.

¹⁶ Jacques Chonchol, *Op. Cit.*, p.73.

ouvrage paru en 1972 par les Chicago Boys, *El Ladrillo (Le pavé)*¹⁷. Ce groupe d'économistes de l'Université Catholique fut formé à l'Université de Chicago, où ils ont complété un programme de 3^e cycle en 1957, par le biais d'une entente entre les deux institutions. Au retour des États-Unis, ils deviennent les piliers du département d'économie de l'Université Catholique en tant que professeurs, consultants et chercheurs¹⁸.

Sous le gouvernement dictatorial, les Chicago Boys entrent au Ministère de l'Économie et appliquent la théorie néolibérale acquise à Chicago. Le secteur privé, détenant dès lors les rênes de l'économie, se lance dans des prêts étrangers, au même titre que l'État. Il emprunte alors à un taux de 10 % et prête cet argent au marché national à un taux variant entre 40 % et 70 %¹⁹. Ce changement de cap au niveau économique rend la droite optimiste et satisfaite, car le taux de croissance du pays augmente de 7 % par année entre 1977 et 1981, le budget signale un surplus pour la première fois en 1979, alors que les exportations et importations voient leurs activités doubler entre 1974 et 1980²⁰. Évidemment, ce système capitaliste ne profite qu'à une fine partie de la population et détruit les conditions du peuple acquises sous Allende. La junte militaire s'étant octroyée le pouvoir total, elle étouffe tout babullement de contestation et s'affaire à remettre l'ordre au pays via une violente répression. « La droite, quant à elle, n'a plus peur ; elle sait que les règles du jeu qui servaient à protéger ses intérêts seront préservées coûte que coûte par les militaires qui constituent leur bras armé ²¹ ». Le régime militaire, de pair avec la droite chilienne, s'efforce dès le 11 septembre 1973 de détruire toute trace ou tout héritage de l'épisode socialiste.

Le Chili de Pinochet voit les centres secrets de détention se multiplier, dont plus d'une dizaine se retrouve dans la capitale. Ces endroits sont des prisons, des lieux de

¹⁷ Rodrigo Contreras Osorio, *La dictature de Pinochet en perspective. Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*, Paris : L'Harmattan, 2007, p.226.

¹⁸ *Ibid.*, p.224.

¹⁹ José Del Pozo, *Op. Cit.*, p.118.

²⁰ *Ibid.*, p.121.

²¹ Jacques Chonchol, *Op. Cit.*, p.69.

torture, des transits pour certains plus chanceux qui en seront relâchés, des culs-de-sac pour d'autres qui y trouveront la mort. Une nouvelle technique répressive est mise de l'avant par le gouvernement et ses organes exécutifs dès les premiers mois qui ont suivi le 11 septembre 1973 : la disparition systématique selon un motif de nature politique. La DINA, ou la Direction Nationale du Renseignement, est la police secrète au service exclusif du gouvernement militaire, chargée de faire disparaître les éléments épineux. En plus de stabiliser le pouvoir des militaires, cette technique instaure la peur chez les Chiliens qui s'isolent et se font dociles. Militants ou simples sympathisants se retrouvent dans la mire des militaires et doivent se cacher, s'exiler, alors que beaucoup disparaissent²². Selon la Corporation Nationale de Réparation et de Réconciliation de 1996, un disparu se définit de la façon suivante :

« la qualité de 'détenu-disparu' est une configuration marquée par la privation de liberté d'une personne par des agents de l'État ou des personnes ou des groupes de personnes agissant avec son autorisation, soutien ou acquiescement, suivie d'un manque d'information sur son sort, destin, ou lieu où elle se trouve ²³».

Ainsi, les proches ne sont jamais informés du sort du disparu, puisqu'aucune arrestation formelle ne précède l'assassinat secret et puisque le corps est toujours occulté de façon à ce qu'on ne le retrouve jamais. Entre les cas prouvés et ceux estimés, la violence se chiffre ainsi : entre 3500 et 4500 personnes seraient mortes ou disparues, entre 150 000 et 200 000 Chiliens auraient été détenus pour des raisons politiques, et plus de 400 000 individus auraient été torturés. Steve J. Stern, historien américain, souligne l'ampleur de la répression, puisque le Chili n'était peuplé que de dix millions d'habitants en 1973²⁴.

En plus du vide juridique entourant la question des disparus (pas de corps, donc pas de crime)²⁵, les agents de l'État sont également protégés par la loi d'amnistie, décrétée en 1978 par Pinochet. De plus, notons que la nouvelle constitution élaborée en 1980 par le gouvernement dictatorial couvre les arrières des criminels et ce, encore aujourd'hui.

²² Antonia García Castro, *La mort lente des disparus au Chili : sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*, Paris : Maisonneuve et Larose, 2002, p.25-26.

²³ *Ibid.*, p.25.

²⁴ Steve J. Stern, *Remembering Pinochet's Chile. On the Eve of London 1998*, Los Angeles : Duke University Press, 2004, p.XXI.

²⁵ Antonia García Castro, *Op. Cit.*, p.35.

Car la transition démocratique fut marquée en 1990, suite à un référendum convoqué et perdu par Pinochet, par la mise sur pied d'une commission de vérité, dont les dénonciations et accusations ne trouvèrent pas ou peu écho dans le domaine juridique. Cette première commission de vérité, la Commission de vérité et de réconciliation, fut complétée par une seconde en 2004, celle-ci incluant les torturés, donc les survivants : la Commission nationale sur l'emprisonnement et la torture. Le général Augusto Pinochet est mort dans l'impunité, bien qu'il fut arrêté à Londres en 1998 par le juge espagnol Baltasar Garzón. Celui-ci, par son geste sans précédent, fut l'instigateur d'un important mouvement demandeur de justice et de réparation. On parle aujourd'hui d'un « effet Garzón ».

II. État de la question

Le 11 septembre 1973 est interprété par de nombreux Chiliens comme un sauvetage national au niveau économique, social, politique et culturel. Fanny Jedlicky, dans « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire », aborde la thèse putschiste du « cancer léniniste-marxiste » ayant envenimé le pays, alors en manque d'une intervention militaire musclée afin de contrer le chaos²⁶. Militaires héros ou militaires assassins, la société continue aujourd'hui de défendre différentes mémoires antagonistes. Steve J. Stern débute d'ailleurs son ouvrage *Remembering Pinochet's Chile* avec le constat suivant : « One person's criminal is another person's hero »²⁷. L'atomisation de la société est un héritage direct de la dictature, longue période de violence et de répression qui non seulement musela la population, mais qui également força plusieurs à quitter le Chili.

2.1 Le passé répressif pinochétiste

Stern expose l'ampleur de la division de la société chilienne notamment en s'appuyant sur l'interprétation antagoniste du 11 septembre qui demeure encore aujourd'hui : « [...] a substantial minority of Chileans -about two of five- continued to

²⁶ Fanny Jedlicky, « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire ». *Cahiers d'Urmis*, no.7, 2001, p.4.

²⁷ Steve J. Stern, *Op. Cit.*

remember the military overthrow of the elected government of Salvador Allende in 1973 as a rescue mission²⁸ ». Les auteurs Lechner et Güell renchérissent ce propos en stipulant que cette époque est sujette à un éventail de lectures, ce qui colle de nombreuses conceptions à la dictature militaire²⁹. Si beaucoup encensent Pinochet pour avoir implanté le néolibéralisme au Chili et pour avoir freiné la révolution démocratique socialiste, d'autres continuent encore aujourd'hui de se battre pour obtenir vérité et justice pour leurs proches disparus. Antonia García Castro consacre en 2002 un ouvrage complet sur les disparus chiliens. L'auteur chiffre à 1198 le nombre de personnes disparues aux mains des militaires et précise le portrait : 93,79 % étaient de hommes, 74,41 % étaient âgés de moins de 35 ans et la majorité étaient des militants ou partisans de la gauche (principalement actif au sein du Mouvement de la gauche révolutionnaire)³⁰. Le recours à une telle méthode répressive visait d'une part à éliminer physiquement l'opposition, et d'autre part à la mater en la neutralisant par la peur et les menaces³¹.

Nelly Richard, dans *Políticas y estéticas de la memoria*³², répertorie quelques méthodes utilisées par le gouvernement dictatorial pour non seulement asseoir son pouvoir, mais également dans le but de couvrir ses arrières. L'auteur mentionne d'abord la violation des droits de la personne par le recours à ces disparitions systématiques, à la torture, à l'emprisonnement pour des motifs politiques, etc., ce que Todorov nomme « l'effacement des traces »³³. Une deuxième dimension est celle du caractère intentionnel de la chose, ce qui justifie toute violence par le leitmotiv du bien général véhiculé par Pinochet, nous renvoyant à la thèse du sauvetage national déjà mentionnée précédemment. Enfin, selon Richard, la troisième dimension se trouve dans la négation et donc l'absence d'enquête judiciaire, menant directement à un état d'impunité³⁴. Tzvetan

²⁸ *Ibid.*, p.7.

²⁹ N. Lechner et P. Güell, *Construcción social de la memoria en la transición chilena*. Chapitre 1 dans : Elizabeth Jelin et S.G. Kaufman, *Subjectividad y figuras de la memoria*. Madrid : Siglo XXI de España Editores : Social Science Research Council, 2006, p.39.

³⁰ Antonia García Castro, *Op. Cit.*, p.26.

³¹ *Ibid.*, p.40.

³² Nelly Richard, *Políticas y estéticas de la memoria*. Chile : editorial Cuarto Propio, 2000.

³³ Tzvetan Todorov, *Mémoire du mal. Tentation du bien. Enquête sur le siècle*, Paris : Robert Laffont, 2000, p.129.

³⁴ Nelly Richard, *Op. Cit.*, p.24.

Todorov, quant à lui, nous livre une argumentation plus étoffée de cette manipulation, car il y inclut l'intimidation afin de bloquer toute tentative de s'informer ou de diffuser, l'usage d'euphémismes pour que les réalités et vérités n'aient de forme et ce, jusque dans le langage, et finalement le recours aux mensonges et à la propagande³⁵. Stern expose d'autres moyens employés par le gouvernement militaire, notamment l'utilisation des médias (censurés) afin de rendre les « subversifs » coupables de la violence et afin de faire circuler une image de l'État sauveur : « By 1975, a strategy of direct censorship of all media had begun to give way to more subtle and layered pattern of control³⁶ ». L'auteur démontre comment l'État s'est approprié les différents médias (journalistiques, télévisuels, radiophoniques, etc.) via un procédé sélectif bloquant les « hot medias », c'est-à-dire les médias qui malgré l'imposition d'une censure, cherchent à diffuser de l'information interdite. Le contrôle des médias s'avère être une arme substantielle dans l'établissement d'un discours. Enfin, la dictature a également fait usage de symboles qui trouvent écho dans le social, par exemple, le 11 septembre comme jour commémoratif. Notons qu'il existe une pléthore de moyens employés par l'État afin de construire une alternative à la vérité, mais nous nous limiterons sur ces quelques exemples.

En plus de la violence et de la répression déployée par le gouvernement pinochétiste, la dictature est également source d'un phénomène de mouvement de population forcé : l'exil.

2.2 L'exil

Sonia Grmela, dans sa thèse réalisée en 1989, se penche sur la question des réfugiés chiliens montréalais. Elle note trois vagues d'immigration qui distinguent les cohortes de Chiliens et ce, à partir du coup d'État de 1973. Ce sont d'abord les cadres de partis politiques et intellectuels gauchistes qui s'installent en premier dans la métropole québécoise sous le motif du refuge politique. Suivent ensuite des militants et des travailleurs et enfin, la troisième vague est constituée de réfugiés économiques, sans

³⁵ Tzvetan Todorov, *Op. Cit.*, p.129.

³⁶ Steve J. Stern, *Op. Cit.*, p.62.

allégeance politique particulière³⁷. Sonia Hamel, pour sa part, chiffre dans son mémoire l'immigration chilienne de la première vague : elle se base sur les données du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration lorsqu'elle avance que la province du Québec a accueilli de 2924 Chiliens entre 1974 et 1978, majoritairement âgés entre 20 et 34 ans³⁸. Plusieurs auteurs, dont Jedlicky et Thomas Wright, soutiennent la thèse d'une diaspora chilienne. En effet, les Chiliens étant répartis dans plus de 119 pays et formant un groupe entre 200 000 et un million (incluant les exilés politiques et économiques), Wright n'hésite pas à considérer cette immigration comme une véritable dispersion ethnique mondiale³⁹. L'auteur note que si les portes du Chili sont réouvertes en 1984 par le gouvernement pinochétiste, ce n'est qu'une poignée de Chiliens exilés (quelques milliers) qui décident de retourner dans leur pays d'origine. Dix ans plus tard, seulement le quart des exilés est rentré au Chili et ce, malgré les politiques gouvernementales faisant la promotion du retour :

« Most of the political exiles remain abroad, families continue to live asunder, and the majority of *los retornos* have been unable to adjust to a country that has not really welcomed them back. As with the other legacy of the Pinochetist dictatorship, exile will continue to cast a long and dark shadow over Chile for decades to come ⁴⁰».

Wright, comme Hamel et Stern, souligne le rôle engagé des exilés, c'est-à-dire leur mobilisation à l'étranger afin de faire pression sur le régime pinochétiste en exposant la vérité pour le faire basculer. Car si l'opposition est née au Chili, les exilés ont joué un rôle de contre-poids non négligeable. L'exil engendre deux sortes de pouvoirs antagonistes : d'un côté, il renforce le gouvernement répressif (départ des opposants) et de l'autre, il permet le regroupement de ces opposants en des groupes légaux et militants. Thomas Wright souligne l'impact de ces regroupements sur le régime répressif : « These internal and external pressures were important forces that pushed the Pinochet regime to

³⁷ Sonia Grmela, « Les réfugiés chiliens à Montréal, niveau d'intégration et de rupture », (Mémoire de maîtrise - Université de Montréal) 1989, p.13.

³⁸ Sonia Hamel, « La socialisation politique des réfugiés chiliens de la première vague à Montréal », (Mémoire de maîtrise - Université de Montréal) 2000, p.46.

³⁹ Thomas Wright, « Legacy of dictatorship : works on the Chilean diaspora », *Latin American Research Review*, Vol.30, issue 3, 1995, p.199.

⁴⁰ *Ibid.*, p.209.

make concessions, including the 1984 decision permitting most exiles to return ⁴¹». En effet, l'auteur note que l'organisation des exilés se concrétise en partis politiques, unions, organisations défendant les droits humains, etc. Ce militantisme hors frontière aurait eu un impact considérable, selon Wright, dans la victoire du vote « non », lors du plébiscite de 1988, perdu par Pinochet et obligeant sa sortie⁴². Stern soutient également cette thèse et précise que ce combat a été mené pour l'établissement d'une définition juste de la mémoire collective chilienne : « The flow of Chileans into exile provided testimonies of truths hidden in official Chile, as well as providing human energies and skill that further aroused the international human right movement ⁴³». Le point soulevé par Stern est important, dans le sens où la mémoire chilienne est objet de lutte depuis le 11 septembre 1973 et renferme encore aujourd'hui plusieurs définitions qui ne font pas l'unanimité.

2.3 La ou les mémoire(s)

Sonia Hamel reprend la définition de D. Meintel en affirmant que la mémoire est une pratique sociale qui véhicule les identités entre groupes migratoires et générationnels⁴⁴. Elizabeth Jelin, Steve J. Stern, ainsi que Lechner et Güell vont tous dans le même sens, puisqu'ils entrecourent cette définition, considérant la mémoire comme mécanisme culturel qui renforce le sentiment identitaire et qui se réfère à la signification rattachée aux événements⁴⁵. La mémoire détient plusieurs usages, dont celui d'outil protecteur pour l'homme, puisqu'elle défend son intégrité et sa dignité. Cette fonction à la fois défensive et offensive se loge dans les propos d'Hernán Montealegre, auteur dans la compilation de Nelly Richard⁴⁶, et dans ceux de Todorov, pour qui la mémoire sert également de résistance antitotalitaire. Dans ce cas, elle devient alors un instrument politique qui sert dans la sphère publique. Todorov met d'ailleurs en garde contre les mauvais usages de la mémoires, c'est-à-dire ceux qui se concluent sur une lecture du

⁴¹ *Ibid.*, p.199.

⁴² Rappelons que Pinochet, convaincu de sa victoire, avait lui-même convoqué ce plébiscite. Le non l'emporta, ce qui obligea le dictateur à se retirer du pouvoir. Nous reviendrons plus tard sur ce point. *Ibid.*, p.200.

⁴³ Steve J. Stern, *Op. Cit.*, p.93.

⁴⁴ Sonia Hamel, *Op. Cit.*, p.28.

⁴⁵ Voir Elizabeth Jelin, *Op. Cit.*, p.9 et 19 ; Steve J. Stern, *Op. Cit.*, p.5 ; Lechner et Güell. *Op. Cit.*, p.18.

⁴⁶ Hernán Montealegre, Dans Nelly Richard, *Op. Cit.*, p.53.

passé garnie de répétitions et de fixations : « Le bon usage de la mémoire est celui qui sert une juste cause, non celui qui se contente de reproduire le passé ⁴⁷ ». Le travail de la mémoire est selon lui la clé qui permet le bon usage réfléchi.

Pour permettre au passé de revivre dans le présent, la mémoire doit passer à travers certaines étapes, que Todorov appelle stades. Au nombre de trois, ils obligent la reconnaissance du passé, son interprétation et finalement son instrumentalisation. En effet, l'auteur échelonne le travail de la mémoire selon le parcours suivant : l'établissement des faits pour permettre la constitution des archives, la construction du sens et enfin, la mise en service du passé dans et pour le présent⁴⁸. Dominic Lacapra, dans *Writing History Writing Trauma* avance les concepts d'« acting out » et de « working through », deux réponses engendrées par la perte ou par le trauma historique⁴⁹. L'auteur définit ces idées en terme de procédés : « In acting out, the past is performatively regenerated or relived as if it were fully present rather than represented in memory and inscription, and in hauntingly returns as the repressed ⁵⁰ ». Ainsi, l'« acting out » oblige un détour dans le passé, le faisant revivre dans le temps présent afin d'éviter de remettre le travail de la mémoire entre les mains du souvenir ou d'un de ses marqueurs. Conjointement à ce procédé se trouve celui du « working through » :

« Working through is an articulatory practice : to the extent one works through trauma [...], one is able to distinguish between past and present and to recall in memory that something happened to one (or one's people) back then while realizing that one is living here and now with openings to the future ⁵¹ ».

Ce procédé mène donc à une certaine distanciation du passé, ce qui permet alors l'obtention d'une perspective davantage critique. Évidemment, le travail de la mémoire est un procédé personnel, individuel. Sur le plan collectif, certains auteurs ont tenté de construire une classification de ces mémoires. Steve J. Stern est l'un d'eux et propose une

⁴⁷ Tzvetan Todorov, *Op. Cit.*, p.188.

⁴⁸ *Ibid.*, p.135 à 140.

⁴⁹ Dominic LaCapra, *Writing History Writing Trauma*. Baltimore : the Johns Hopkins University Press, 2001.

⁵⁰ *Ibid.*, p.70.

⁵¹ *Ibid.*, p.22.

théorie qui prend assise sur le concept de mémoires emblématiques, catégories d'interprétation permettant l'identification collective⁵². Nous expliciterons cette théorie dans le chapitre premier et y ferons référence tout au long de notre étude.

Plusieurs concepts gravitent autour de la mémoire, comme l'oubli et le silence. La mémoire étant sélective, elle constitue, selon Todorov, un oubli partiel et volontaire⁵³. Le silence, pour sa part, a un rôle protecteur au niveau personnel, puisqu'il empêche la transmission des blessures et de la souffrance. Loin d'être passif, sa présence revêt plutôt une importance cruciale dans la construction mémorielle⁵⁴. Luz Arce condamne le recours au silence, tout en soulignant l'impossibilité de la chose, puisque la réconciliation passe obligatoirement par le travail de la mémoire⁵⁵. Au niveau collectif, Lechner et Güell soutiennent que le silence permet une circulation sociale plus fluide, en ce sens que les conflits et objets de discorde sont tus. La présence du silence au Chili semble être une véritable norme sociale, ce qui influence incontestablement la transmission intergénérationnelle de la mémoire du passé récent. Un collectif d'auteurs à la tête d'une importante recherche menée au sein de cinq universités chiliennes en 2007 soutient que la mémoire doit être transmise, notamment par des mots et des images, afin d'être une composante du social : «*La memoria solo puede ser social si es capaz de transmitirse*⁵⁶». Trois études nous serviront de principale assise comparative, afin de vérifier si nos données y trouvent écho : celle de Susana Kaiser, qui s'est penchée sur le cas argentin, celle de Fanny Jedlicky, qui s'est intéressée aux enfants d'exilés chiliens en France, et celle sur la mémoire intergénérationnelle réalisée au sein des universités chiliennes. Nos données ont été principalement recueillies au moyen d'entretiens réalisés à Santiago et à Montréal auprès de la génération postmémoire, c'est-à-dire auprès des jeunes qui sont nés peu avant ou durant la dictature.

⁵² Steve J. Stern, *Op. Cit.*, p.68.

⁵³ Tzvetan Todorov, *Op. Cit.*, p.139.

⁵⁴ Susana Kaiser, *Postmemories of Terror*, New York : Palgrave Macmillan, 2005, p.66.

⁵⁵ Luz Arce, *The Inferno : a story of survival in Chile*. Madison: University of Wisconsin Press, 2004, p.372.

⁵⁶ Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Jóvenes, derechos humanos y memoria*, Santiago de Chile : Universidad Central de Chile, facultad de Ciencias Jurídicas y sociales, 2007, p.56.

2.4 L'histoire orale

Steve J. Stern, dans son article « Between Tragedy and Promise : The Politics of Writing Latin American History in the Late Twentieth Century », précise que c'est durant les années 1960 et 1970 que l'histoire sociale étatsunienne redirige sa perspective de recherche, en effectuant une rotation de 180 degrés : les hommes font place aux femmes, l'occident est délaissé au profit de l'orient, les grands hommes politiques blancs perdent de leur importance aux mains des petites gens noires, etc. Les nouveaux sujets historiographiques privilégient donc une approche plantée dans la marge (le quotidien, les peuples non occidentaux, etc.)⁵⁷. Vers la fin des années 70, l'intérêt se tourne vers l'opposition entre l'*agency*⁵⁸ et la structure, celle-ci faisant face à la marge. L'*agency* se définit par la mise en action d'un individu ou d'un groupe qui, dans la sphère publique, agit afin de prôner ou de défendre une position politique, économique, sociale ou culturelle. Le nouveau questionnement, qui gravite autour de l'*agency* de la marge, vient fusionner en quelque sorte l'histoire sociale et politique⁵⁹. Ainsi, ces concepts d'*agency*, de structure, mêlés à celui d'hégémonie (coercition qui oblige la participation du subalterne, ce qui renforce le rapport dominant)⁶⁰ suscitent des études verticales, du dominant au dominé. Un des moyens les plus directs d'accéder à l'histoire des subalternes est de récolter leurs témoignages, donc de s'élancer à partir de ces sources orales. Ces dernières permettent de construire une histoire alternative à celle du centre. *Moi, Rigoberta Menchú* est un exemple phare d'histoire orale en Amérique latine⁶¹.

Todorov expose justement cette ouverture du champ historique :

« On sait que l'Histoire a toujours été écrite par les vainqueurs, car le droit d'écrire l'Histoire était l'un des privilèges que vous accordait la victoire. Au cours de notre siècle, on a souvent demandé qu'à la place ou au moins à côté de cette histoire des vainqueurs figure aussi celle des victimes, des soumis,

⁵⁷ Steve J. Stern, « Between the Tragedy and the Promise : The Politics of Writing Latin American History in the Late Twentieth Century », dans *Reclaiming the Political in Latin American History, Essays from the North*, edited by M. Joseph Gilbert, Durham and London : Duke University Press, 2001, p.35.

⁵⁸ Le terme *agency* n'a pas encore d'équivalent officiel en français, bien que certains auteurs le traduisent par « agentivité ».

⁵⁹ *Idem.*

⁶⁰ Concept de Gramsci, voir *Ibid.*, p.36.

⁶¹ Rigoberta Menchú Tum et Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchú. Une vie, une voix, la révolution au Guatemala*, Paris : Gallimard, 1983 (première édition en français),

des vaincus⁶²».

Gugelberger et Kearney dans « Voices of the Voiceless : Testimonial literature in Latin America » affirment que la naissance de l'histoire orale en Amérique latine eut lieu à Cuba dans les années 1960. En effet, ils soutiennent que les premiers balbutiements de cette forme d'histoire sont intimement associés aux développements révolutionnaires, soit la Révolution cubaine⁶³. Si l'acte de naissance de l'histoire orale ne fait pas consensus au sein des auteurs, la majorité soutient qu'elle s'est propagée dans plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, linguistique, etc.) dans les années 80-90 et qu'elle soit devenue indispensable à la discipline historique du vingtième siècle⁶⁴. George Yúdice définit l'histoire orale comme suit :

« an *authentic* narrative, told by a *witness* who is *moved* to *narrate* by the *urgency* of a situation (e.g., war, oppression, revolution, etc.). Emphasizing *popular oral discourse*, the witness portrays his or her own *experience* as a *representative* of a *collective memory* and *identity*. *Truth* is summoned in the course of *denouncing* a present situation of exploitation and oppression or *exorcising* and *setting aright* official history⁶⁵».

Iván Jaksic affirme que l'histoire orale permet d'étudier le procédé de l'immigration, ainsi que les changements politiques d'un pays⁶⁶. En effet, les entrevues réalisées en Amérique latine durant les vingt-cinq dernières années rendent compte du quotidien sous la répression, mettant en relief la réalité des conditions militaires, non accessibles et peu documentées sans le recours aux sources orales. « Given the censorship and official denial, historians and social scientists began to rely on oral history interviews published in the alternative press to chronicle the major social transformations under military rule⁶⁷». L'auteur illustre son propos en citant l'utilisation des témoignages par la Commission Rettig, soit la première commission de vérité mise

⁶² Tzvetan Todorov, *Op. Cit.*, p.156.

⁶³ G. Gugelberger et M. Kearney, « Voices of the Voiceless : Testimonial literature in Latin America », *Latin American Perspectives*, Vol.18, no.3, 1991, p.5.

⁶⁴ Alistair Thompson, « Fifty Years On : An International Perspective on Oral History », *The Journal of American History*, Vol.85, no.2, 1998, p.584.

⁶⁵ Les emphases sont celles de l'auteur. G. Gugelberger et M. Kearney, *Op. Cit.*, p.4.

⁶⁶ Iván Jaksic, 1992. « Oral history in the Americas », *The Journal of American History*, Vol.79, No.2 (1992), p.593.

⁶⁷ Iván Jaksic, *Ibid.*, p.598.

sur pied au Chili en 1990. Thompson va dans le même sens que Jaksic puisqu'il considère l'usage politique de l'histoire orale. Effectivement, l'auteur stipule qu'elle donne la parole à des groupes qui ont toujours été écartés de l'histoire, et qui, de par l'attention qui leur est portée, peuvent devenir un outil de taille contre le contrôle étatique⁶⁸. Mallon, pour sa part, appuie l'usage politique en parlant de *denuncia*, de dénonciation, les témoignages pouvant constituer un texte emblématique porteur d'un débat collectif condamnant la version officielle de l'histoire, particulièrement suite à la chute d'un régime militaire⁶⁹. Elizabeth Jelin, dans son ouvrage *Los trabajos de la memoria*, parle d'usages de nature politique, éducatif et personnel : les expériences transmises par l'entremise des témoignages rendent compte d'une lutte politique qui trouve écho dans le collectif, marquant le point de non retour (*nunca más* ou plus jamais) et tentant de réhabiliter une réconciliation personnelle⁷⁰.

Enfin, notons que si certaines voix sceptiques s'élèvent contre le recours aux sources orales, critiquant leur fiabilité, Elizabeth Jelin refuse d'invalider un témoignage qui comporte des exagérations ou des distorsions : « [...] *ningún texto puede ser interpretado fuera de su contexto de producción y de su recepción, incluyendo las dimensiones políticas del fenómeno* ⁷¹ ». Nous considérons que l'accès à la mémoire chilienne alternative au discours officiel n'est direct qu'avec le recours à ce type de sources. Nous avons ainsi choisi d'asseoir la présente recherche sur des monographies et sur des sources orales.

⁶⁸ Alistair Thompson, *Op. Cit.*, p.590.

⁶⁹ Florencia E. Mallon, « The Promise and Dilemma of Subaltern Studies : Perspectives from Latin American History », *The American Historical Review*, Vol.99, No.5 (Déc. 1994), p.329.

⁷⁰ Elizabeth Jelin, *Los trabajos de la memoria*, Madrid : Siglo XXI de España Editores : Social Science research Council, 2002, p.96.

⁷¹ Toutes les traductions au sein de cette recherche sont celles de l'auteure du présent mémoire. « [...] aucun texte ne peut être interprété hors de son contexte de production et de réception, ce qui inclut les dimensions politiques du phénomène. » *Ibid.*, p.91.

III. Question et hypothèses de recherche

3.1 Question de recherche

Le Chili est souvent la cible d'études qui s'intéressent aux mécanismes de la dictature ou encore à la déconstruction du programme d'Allende en vue d'une analyse exposant son effritement. Peu nombreux sont les auteurs qui s'attardent à la mémoire chilienne, éclatée et multidirectionnelle, état dû à une société complètement atomisée sur plusieurs plans, dont celui du passé récent. Comment ne pas perdre pied en se lançant dans un sujet si jeune? Les quelques recherches sur la mémoire intergénérationnelle de la dictature en Amérique latine mentionnées précédemment ont su nous guider sur cette avenue. Notons également que l'étude sur la mémoire effectuée au Chili par Steve J. Stern nous sert d'assise, puisque l'auteur a cherché à théoriser la mémoire de la génération témoin de la dictature. Nous avons donc voulu vérifier si sa classification des mémoires avait une portée intergénérationnelle et transnationale. Puisque notre intérêt se pose sur la transmission intergénérationnelle de la mémoire de la dictature à Santiago et à Montréal, nous nous butons à la nouveauté de notre l'objet d'étude. Nous avons ainsi opté pour la démarche de terrain, unique porte d'accès à la transmission de la mémoire selon le territoire.

Nous cherchons à esquisser l'état de la mémoire de la génération « postmémoire », c'est-à-dire des jeunes nés peu avant ou durant la dictature. Quelle est leur perception de Salvador Allende, comment conçoivent-ils Augusto Pinochet? Quelle est leur interprétation de la dictature, ses causes, ses mécanismes? Quel est l'impact du gouvernement autoritaire sur eux, sur leur vision de l'histoire? Pouvons-nous affirmer, comme le soutient Susana Kaiser, que le discours militaire justificateur de leur « intervention » a remporté son pari parmi les jeunes Chiliens? Quels sont les modes de transmission, les vecteurs qui mettent cette génération en contact avec cette histoire? Pensent-ils qu'une réconciliation nationale est possible pour le Chili? Si la génération témoin de la dictature est reconnue pour son militantisme et sa mémoire obstinée, retrouve-t-on ce niveau d'*agency* chez cette génération? Nous tenterons d'historiciser les mémoires selon les grandes conjonctures, afin de dégager quels sont les événements clés

et les dates clés qui viennent réanimer ou relancer le débat mémoriel parmi les Chiliens. Nous chercherons également à définir l'immigration chilienne au Québec, particulièrement les couleurs de l'histoire de nos participants. Enfin, nous comparerons nos données obtenues au Chili et au Québec, afin d'analyser si la mémoire se transmet différemment selon le territoire.

3.2 Quelques constats et hypothèses

Le 19 avril 2008 avait lieu la célébration du 75^e anniversaire du Parti socialiste chilien à Montréal. Dans le sous-sol d'une Église ayant pignon sur la rue Sainte-Catherine, une soixantaine de Chiliens étaient réunis pour commémorer le parti. La pièce était décorée de multiples drapeaux rouges à l'effigie d'Allende et du Parti socialiste. En un rapide tour d'horizon, il nous a été facile de constater que les jeunes brillaient par leur absence. Ayant fraternisé avec quelques membres du parti, nous avons posé la question qui nous brûlait les lèvres : « Vos enfants ne s'intéressent-ils pas à la politique chilienne? » Nous avons lu beaucoup de déception sur les visages et avons perçu quelques soupirs qui en disaient long sur le point de vue des parents par rapport au désintéressement de leurs enfants. Puis, le 11 juin 2008, nous avons assisté à une conférence tenue à l'Université de Montréal par la présidente de la République du Chili, Madame Michelle Bachelet. Le même constat piqua notre curiosité : où sont les jeunes? Cette absence remarquée nous a d'autant plus incité à creuser la question de la mémoire intergénérationnelle.

Nous croyons que la mémoire de la deuxième génération ne fera pas preuve d'obstination comme celle des parents. Nous avançons qu'elle sera fragmentée, d'autant plus à Santiago qu'à Montréal, puisque le poids du tabou présent au Chili scelle le sort de la mémoire. Mémoire de bribes là-bas, mémoire de bribes ici également, puisque l'histoire des parents exilés peut être trop lourde pour être verbalisée. Nous pensons que si un certain niveau d'*agency* pour la mémoire animait les jeunes, il est aujourd'hui réduit à un simple souvenir. Nous croyons fermement que les mémoires seront davantage uniformes à Montréal, puisque l'immigration devait comporter des cohortes plus ou moins homogènes sur les plans idéologiques et politiques, du moins durant les premières

années du gouvernement militaire. Nous vérifierons ces quelques hypothèses au moyen d'une recherche menée d'abord à Santiago, puis à Montréal.

IV. Sources et méthodologie de recherche

Notre recherche se veut une modeste contribution à l'étude de la transmission intergénérationnelle de la mémoire chilienne. Nous ne prétendons pas étendre nos résultats à l'ensemble d'une génération, bien que nos conclusions tirées de nos analyses du Chili se trouvent plus souvent que autrement confirmées par les travaux de Jedlicky et du collectif d'auteurs à la tête de l'étude réalisée dans les universités chiliennes. Sur le pan montréalais, notre analyse est un premier balbutiement qui, nous l'espérons, ouvrira la porte à une étude de plus grande envergure sur le sujet.

4.1 Sources

Afin de tâter le pouls de la mémoire chilienne, nous nous sommes rendus à Santiago au début du mois de septembre 2008. Nous voulions notamment assister aux commémorations du 11 septembre, jour clé de revendications et d'affrontements des mémoires, et visiter les nombreux lieux et monuments commémoratifs qui peuplent le pays. Les bibliothèques de la capitale n'étant pas gardiennes de sources susceptibles de nous renseigner et constatant le caractère conflictuel de la mémoire, nous nous sommes tournés vers les sources orales. Nous avons réalisé un total de dix entrevues, toutes dans la capitale, à Santiago. Notre démarche, quelque peu improvisée, fut dépourvue de contact à prime abord. Car si nous pensions réaliser des entrevues au Québec, nous n'avions pas l'intention de faire de même au Chili. Notre curiosité nous poussa sur cette voie et ce sont les rencontres, fruit du hasard, qui nous ont fourni un échantillon de participants. Les entrevues, réalisées en espagnol, étaient parfois enregistrées, surtout lorsqu'elles étaient prévues à notre horaire. Notre crainte du poids du tabou social fut vite vaincue par les Chiliens qui vinrent à nous pour nous raconter leur histoire. Car si nous étions au tout début quelque peu gênée d'aborder notre sujet avec les gens, nous fûmes surprise de constater la générosité avec laquelle dialoguaient les Chiliens. La majorité

des entretiens fut réalisée dans des cafés ou parfois au domicile des interviewés. D'une durée entre une heure et deux heures, les entrevues étaient guidées par notre canevas de questions. Évidemment, les conversations sont souvent sorties du cadre pré-établi pour donner lieu à des anecdotes et à des expériences personnelles, ce qui n'a pu qu'enrichir nos données ou nous lancer sur d'autres pistes. Ajoutons qu'à ces entrevues se sont greffées des rencontres informelles dans les rues, lors desquelles, calepin à la main, nous avons mêlé histoires de vie et interprétations du passé récent.

Si nos sources chiliennes sont principalement composées de ces entrevues, nous avons également consulté les deux rapports émis suite aux commissions de vérité, soit le rapport Rettig et le rapport Valech.⁷² Nous avons également sillonné le Chili du nord au sud à la recherche de lieux de mémoire pouvant nous révéler non seulement le passé mais également la mémoire que représentent ces monuments ou endroits commémoratifs. À Montréal, nous avons réalisé dix-huit entrevues. Bien que notre liste de contacts se soit allongée grâce au bouche à oreille, notons que notre banque de participants ne fut pas composée de cercles d'amis ou de familles. Nous avons plutôt cherché à ne pas interviewer des gens appartenant à un même groupe social. Les entrevues en français comportaient les mêmes questions que celles figurant sur le canevas espagnol, cependant, nous y avons rajouté une section sur le phénomène migratoire. Les entretiens, d'une durée d'environ une heure, ont eu lieu majoritairement dans des cafés et parfois dans la demeure des participants. De nature formelles, les entrevues furent toutes enregistrées.

4.2 Méthodologie

Notre méthodologie s'inscrit dans une démarche à la fois anthropologique et historique. Nous avons ainsi récolté plusieurs témoignages de « jeunes » Chiliens majoritairement âgés de trente ans. Les entrevues, conjuguées avec nos observations des commémorations du 11 septembre et nos visites des lieux de mémoire constituent ce que l'on appelle communément notre terrain de recherche. Puis, nous avons cherché à

⁷² Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, *Informe Final*, [En ligne]. http://www.gobiernodechile.cl/comision_rettig/ (Page consultée le 12 mai 2009) et Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura, *Informe Final*, [En ligne]. http://www.gobiernodechile.cl/comision_valech/ (Page consultée le 12 mai 2009).

historiciser ces mémoires, c'est-à-dire que nous les avons rattachées aux grandes conjonctures historiques pour établir leur évolution ou leur émergence spontanée. Le débat mémoriel bat toujours son plein et ce n'est que grâce à une recherche sur les mémoires individuelles que nous pouvons saisir les interprétations alternatives en marge des canaux officiels qui se veulent orienteurs d'une seule mémoire collective.

Le premier chapitre s'attardera à définir la mémoire, à exposer ses composantes et à marquer ses fonctions à la fois au niveau individuel mais également collectif. Ainsi, les rôles et significations du silence et de l'oubli seront abordés, ainsi que l'instrumentalisation de la mémoire au profit du discours interprétatif officiel. Les lieux de mémoire nous serviront d'exemple matériel du travail de la mémoire et feront preuve du caractère privé de la « mémorialisation » du Chili. Les cadres sociaux de la mémoire, ou la catégorisation théorique des mémoires recueillies par voie de témoignages par Steve J. Stern, seront ensuite illustrés. Véritable base de notre raisonnement, nous nous appliquerons tout au long de cette présente recherche à vérifier si cette théorie se déploie sur plus d'une génération.

Le second chapitre sera une analyse des entrevues réalisées au Chili. Nous ferons d'abord un portrait de nos participants, pour ensuite exposer leurs perceptions d'Allende et de Pinochet, la nature de leurs connaissances de la période dictatoriale, ainsi que les canaux qui les ont informés de cette histoire. Nous tenterons de rattacher chaque personne interviewée aux cadres sociaux de la mémoire afin d'en vérifier l'extension. Ensuite, nous insérerons les mémoires dans les grandes conjonctures historiques afin d'en saisir l'engrenage et nous nous attarderons aux effets de la politique nationale de réconciliation sur la mémoire chilienne. Enfin, nous illustrerons l'*agency* de la deuxième génération pour la mémoire en présentant des cas particuliers chez la droite et chez la gauche politiques.

L'analyse des entrevues réalisées au Québec se fera dans le troisième chapitre. Nous adopterons la même démarche que dans le second chapitre, c'est-à-dire présenter le portrait de nos participants, leurs perceptions des deux personnages antagonistes, leurs

connaissances, ainsi que les canaux d'apprentissage vecteurs d'information. Nous nous référerons également ici à la théorie de Stern afin de regrouper les mémoires rencontrées. Puis, nous aborderons la conjoncture immigrationnelle afin d'établir la nature de la migration chilienne au Québec, incluant les raisons du départ, ainsi que leur position sur la possibilité d'une réconciliation nationale pour le Chili. Enfin, nous ferons un bref survol de l'*agency* pour la mémoire de nos participants lors de leurs enfance et aujourd'hui.

Le quatrième et dernier chapitre sera le lieu d'une mise en parallèle entre les mémoires de la deuxième génération à Santiago et à Montréal. Nous mettrons en perspective nos analyses et dégagerons les facteurs susceptibles de changer la donne selon le territoire. Finalement, nous clorons cette étude par la vérification non seulement intergénérationnelle mais également transnationale des cadres sociaux de la mémoire de Stern.

Chapitre I

La mémoire : théories et applications

Introduction

Une étude sur la mémoire fait appel aux sources orales, d'autant plus dans un contexte polarisé, postconflit et dénué d'archives. Répertorier les mémoires pour observer leur transmission intergénérationnelle réclame un cadre théorique qui rend l'analyse constructive et qui l'inscrit dans une portée comparative en quête de validation, de nouveauté ou de dérive par rapport à l'approche théorique. Il est nécessaire de décortiquer la mémoire, d'en extraire ses constituants, afin d'établir sa nature et ses possibilités dans la sphère publique. Car bien que le domaine privé soit intrinsèquement lié au domaine public, c'est le portrait de ce dernier que nous chercherons à définir, selon les limites de notre recherche fixées précédemment. Nous nous en remettons à Habermas pour la définition de l'espace public : « Nous qualifions de 'publiques' certaines manifestations lorsqu'au contraire de cercles fermés elles sont accessibles à tous -de même que nous parlons de places publiques ou de maisons publiques [...]. [...] L'État est le pouvoir 'public'⁷³».

⁷³ Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Édition Payot, 1993, p.13-14.

Nous chercherons ici à jeter les bases d'une conception de la mémoire, de ses mécanismes et de son fonctionnement. Nous verrons qu'elle est souvent instrumentalisée au profit du discours officiel étatique, garant de cohésion sociale, et que les usages de la mémoire rendent compte du recours à un contrôle musclé des représentations. La matérialisation de la mémoire constitue un objet conflictuel dans cette lutte pour l'établissement et la légitimité des discours alternatifs. Puis, afin d'exposer l'atomisation de la société chilienne par rapport à son passé récent, nous aborderons les outils conceptuels méthodologiques de mémoires emblématiques et de nœuds de mémoire, à la base d'une catégorisation qui s'étend peut-être au-delà de la génération témoin de la dictature.

I. Définitions et usages de la mémoire

Il n'existe pas une seule définition de la mémoire, car si pour certains elle est faculté de l'esprit, pour d'autres elle est essence même de l'être humain, devenant outil de survie ou encore marqueur identitaire ancré dans l'espace social. C'est cette dernière conception qui nous intéresse et qui nous servira d'assise pour notre argumentation qui cherche à cerner les composantes de la mémoire, ainsi que ses fonctions.

1.1 Mémoire, oubli et silence

Si la mémoire sous-entend un amalgame de souvenirs puisés dans le passé, c'est son sens qui établit véritablement sa nature : « Memory is the meaning we attach to experience, not simply the recall of the events and emotions or experiences ⁷⁴ ». Nous pouvons donc soutenir que la mémoire est signification qui, lorsque commune à plusieurs individus, devient également marqueur identitaire. En effet, plantée dans la sphère publique, la mémoire se transforme en bannière regroupant les mémoires individuelles qui accordent le même sens au passé : « *La memoria es producto de todas las historias, de nuestros ancestros, tradiciones, ritos, cultura, de una vida en común, de un sentido de identidad que nos mantiene vinculados socialmente y de un norte más o menos en común*

⁷⁴ Steve J. Stern, (2006), *Op. Cit.*, p.5.

*al cual apuntar*⁷⁵». La mémoire est donc une pratique sociale qui véhicule les sentiments d'appartenance entre groupes, ceux-ci transcendant les générations et le territoire⁷⁶.

Maurice Halbwachs image également la mémoire en ce cadre garni de points de repère se rattachant strictement au passé⁷⁷. Soulignons que ce passé est mis en relation avec le présent et le futur grâce à la portée significative de la mémoire. Alors cette dernière peut être considérée comme une construction sociale qui cherche à insuffler le passé dans le présent⁷⁸. Évidemment, le passé ne peut être reproduit intégralement par la mémoire, mais son rétablissement prend assise sur une narration ou sur une représentation composée à la fois du souvenir et de l'oubli. En effet, plusieurs auteurs recalent la traditionnelle dichotomie entre mémoire et oubli pour plutôt stipuler que l'un est partie intégrante de l'autre. Cette argumentation se base sur l'affirmation que la mémoire totale est fondamentalement impossible. Le corollaire de cette règle se trouve alors dans la caractéristique sélective de la mémoire, impliquant en son sein la présence de l'oubli et du silence⁷⁹.

Tout comme la paire parole et silence, l'oubli est partie prenante du travail de la mémoire. S'il ne correspond pas à un manque, à une absence ou encore à un trou béant, l'oubli représente la présence de ce vide laissé par quelque chose qui était et qui est désormais tu, effacé ou nié⁸⁰. Il est la condition même de la préservation de la mémoire⁸¹. L'oubli est donc, au même titre que la mémoire, code culturel. Ainsi, tous deux peuvent être mis à profit dans l'établissement d'une version officielle de l'histoire qui sape les représentations alternatives : « In [...] Pinochet's Chile, we can talk of a process of

⁷⁵ « La mémoire est le produit de toutes les histoires, de nos ancêtres, traditions, rites, culture, d'une vie commune, d'un sentiment identitaire qui nous maintient unis socialement et d'un nord plus ou moins commun vers lequel nous pointons ». Nelson Cauco, *Reflexiones acerca de nuestra memoria histórica* dans *Encuentros con la memoria*, Santiago : Lom Ediciones, 2004, p.85.

⁷⁶ Sonia Hamel, *Op. Cit.*, p. 46.

⁷⁷ Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Mouton Éditeur, 1976, p.290.

⁷⁸ Gloria Elgueta dans Nelly Richard, *Op. Cit.*, p.33. Voir également N. Lechner et P. Güell, *Op. Cit.*, p.18.

⁷⁹ Elizabeth Jelin, *Op. Cit.*, p.29.

⁸⁰ *Ibid.*, p.28.

⁸¹ Pilar Calveiro, *Memorias en busca de historia*, Actuel Marx/Intervenciones, no.6, primer semestre 2008, ISSN: 0718-0719, Chile : Lom Ediciones y Universidad Bolivariana, p.70 à 72.

reconstructing a common history and memory, of which what is to be remembered and what is to be forgotten are essential components⁸²». Si la mémoire repose sur le langage, l'oubli lui est basé sur le silence.

Le silence est aussi évocateur que la parole : « What is silenced is as important as what is said; what is not spoken about an event is telling something about it⁸³». Réparateur et indispensable pour certains, le silence est également mécanisme politique capable de paralyser le passé malgré les successions de générations. Puisque le témoignage des victimes ou des survivants n'a pas sa place dans la sphère publique chilienne, le silence s'installe aux côtés du désir d'oublier⁸⁴. Ainsi normalisé, le silence fait place à l'oubli et ce dernier, une fois institutionnalisé, bloque le dialogue à propos d'événements passés significatifs⁸⁵. Ce désir d'unifier la vision du passé nous fait insister sur la dimension politique de la mémoire et de l'oubli, qui leur attribue des fonctions et des usages. Comme le mentionnent Lechner et Güell, toute société possède une politique de la mémoire⁸⁶. Au Chili, la mémoire est une boîte de Pandore, fortement scellée mais constamment remise sur scène par les voix subalternes⁸⁷.

1.2 Les fonctions de la mémoire ou le contrôle de celle-ci

Plusieurs raisons poussent les individus à se rappeler, à lutter pour la reconnaissance de leur mémoire. Patricio Aylwin Azócar, premier président qui succéda à Augusto Pinochet en 1990, mit de l'avant une politique qui, bien que limitée, privilégie la mémoire historique. « *Recordar para que nunca más* »⁸⁸. Les organisations ou mouvements qui multiplient les actions dans les rues de Santiago s'accrochent à leur

⁸² Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.6.

⁸³ *Ibid.*, p.66.

⁸⁴ Adriana Espinoza Soto, « The body as a site of resistance and enactment of collective memories and trauma : an exploratory study in Chile », British Colombia : thèse de doctorat, psychologie, University of British Colombia, 2007, p.46.

⁸⁵ Elizabeth Jelin citée dans Adriana Espinoza Soto, *Ibid.*, p.44.

⁸⁶ N. Lechner et P. Güell, *Op. Cit.*, p.22.

⁸⁷ Voir N. Lechner et P. Güell, *Op. Cit.*, p.26.

⁸⁸ « Se souvenir pour que plus jamais ». Patricio Aylwin Azócar, « Reflexión sobre la memoria y el olvido », Dans *Encuentros con la memoria. Archivos y debates de memoria y futuro*, Santiago : Lom Ediciones, 2004, p.42.

mémoire et la diffusent afin d'obtenir justice pour les crimes blanchis grâce à la loi d'amnistie de 1978. D'autres, tel que mentionné précédemment, trouvent dans le silence la condition qui équilibre leur vie : « [...] *son muchos los chilenos que, hasta hoy incluso, para proteger a sus hijos, mantienen un pacto de silencio. Hay muchos que, aun hoy, no pueden siquiera pronunciar las palabras para compartir con su familia algo del horror vivido en una cámara de tortura* ⁸⁹ ». Si la fonction directrice de la mémoire ne se loge pas dans la préservation du passé, elle se retrouve dans la récupération qu'elle fait de ce passé. En effet, l'angle est toujours orienté vers les temps présent et futur, dont la compréhension, signification ou planification est puisée de la perception du passé véhiculée par la mémoire⁹⁰.

Todorov explique l'appropriation de la mémoire par les tyrannies du XX^e siècle par le lien direct qui noue le contrôle de l'information et de la communication au contrôle des terres et des hommes. Au Chili, les méthodes non violentes de contrôle se traduisent par la mise au bûcher des livres, la destruction de l'art, la fermeture de journaux et magazines, etc. « Who controls the past controls the future, but also who controls the past controls who we are ⁹¹ ». Cette affirmation prend particulièrement sens lorsque l'on considère l'ampleur de l'influence des médias.

« We know that a society's memories are transmitted, modified, and preserved through talk, that collective remembering is a communication process. It is in this discursive construction and reconstruction of what is remembered or forgotten that the media play important roles in incorporating memory issues into the public sphere and shaping the ways that society remember ⁹² ».

Ceux-ci sont imbibés du discours officiel et limitent la variété de l'information, sa diffusion, en plus de livrer une représentation unidirectionnelle biaisée. Ainsi, ce qui circule sur les lèvres, dans les pensées et ce qui sera remémoré est un produit fabriqué et

⁸⁹ « Nombreux sont les Chiliens qui, encore aujourd'hui, afin de protéger leurs enfants, maintiennent un pacte de silence. Nombreux sont ceux qui, même aujourd'hui, ne peuvent mettre en mots pour partager avec leur famille leurs expériences horribles vécues dans une chambre de torture ». Patricia Verdugo, « Para no olvidar : (re)leer la memoria ». *Ibid.*, p.51.

⁹⁰ Sofía Correa Sutil, « Vivir con memoria ». *Ibid.*, p.59.

⁹¹ Elizabeth Jelin et Middleton&Edwards dans Adriana Espinoza Soto, *Op. Cit.*, p.44.

⁹² Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.147.

méticuleusement calculé par l'État totalitaire. Par exemple, les médias peuvent traiter des individus, des groupes ou des situations en terme d'objets, ce qui évacue toute signification. Les gens se souviendront alors de chiffres et de faits, par exemple du concept d'« éléments subversifs » utilisé par les médias chiliens, équivalent du mal dans une logique binaire⁹³.

Le recours au silence par l'État ne suscite pas nécessairement à la réconciliation nationale via l'oubli. En effet, les narratifs alternatifs au sujet du passé ne se trouvent pas muselés par cette politique négociée de la mémoire, ce qui laisse la porte grande ouverte à l'action sociale et collective⁹⁴. Celle-ci, véritable trame de fond de l'histoire récente chilienne, refait surface avec force conjointement aux grandes conjonctures historiques et aux commémorations soulignées par un calendrier tiraillé par la société. Ainsi, le débat social éclot malgré le processus politique de production de mémoires hégémoniques et l'acharnement à la fragmentation des référents parallèles.

Le déni de vérité et l'absence de justice ont cimenté la transition démocratique. L'État, les mains liées dans les négociations concoctées avec beaucoup de précautions par les militaires, s'est vu dans l'obligation de dissimuler les évidences de la violente répression mise de l'avant précédemment sous ses ordres. Des lieux compromettants ont été détruits (centres de torture et prisons, gardiens de la mémoire des victimes), des dates ont été modifiées : le 11 septembre a cessé d'être férié et le 4 septembre est devenu Jour de la Réconciliation Nationale. En effaçant les traces et en métamorphosant la symbolique du 11 septembre, l'État a ainsi voulu reléguer la mémoire de ce passé à la clandestinité⁹⁵. Pourtant, acculé au pied du mur par la mobilisation d'une partie non négligeable de la société chilienne, l'État a été contraint de s'impliquer (modestement) dans la « mémorialisation » du passé violent chilien.

⁹³ *Ibid.*, p.45.

⁹⁴ N. Lechner et P. Güell, *Op. Cit.*, p.18.

⁹⁵ Adriana Espinoza Soto, *Op. Cit.*, p.47.

1.3 Les lieux de mémoire

À partir de la fin des années 1990, le Chili commence à se défaire tranquillement de son état d'amnésie : des enquêtes sont lancées, des poursuites s'ensuivent parfois, l'image de Salvador Allende est réintégrée dans le discours officiel, même qu'on planifie ériger une statue en son honneur devant le palais présidentiel. Ce monument sera inauguré en juin 2000, sur la Plaza de la Constitución de Santiago, aux côtés de ceux d'ex-présidents tels Eduardo Frei, Jorge Alessandri y Diego Portales. Si l'on s'étonne au premier abord de ce projet commémoratif, notons que la droite a entériné l'initiative à condition qu'un monument pour Jaime Guzmán, figure clé du régime dictatorial, soit construit (l'inauguration eut lieu en octobre 2008)⁹⁶. L'année 2003 marque le 30^e anniversaire du coup d'État et croule sous une production incroyable de témoignages, de mémoires, de documentaires, etc. Le Chili se voit alors submergé par la multiplication de sites et de monuments pour les victimes des violations des droits de la personne, allant des simples plaques dans les places centrales à la conservation des lieux secrets de détention. Soulignons que ces initiatives pour la mémoire sont largement issues de milieux privés, faisant briller l'État chilien par son absence⁹⁷.

Le mur des disparus du Cimetière Général de Santiago est le tout premier espace commémoratif à voir le jour au Chili, en 1993, précédant la reconstruction et la conservation de la Villa Grimaldi, ancien centre policier de torture, de détention et de disparition. L'accès à l'intérieur des murs de la Villa Grimaldi en 1996 marque le début de tout un procédé de réappropriation d'anciens lieux de répression, puisque l'ouverture de ce site au public est une première sur le continent américain⁹⁸. Même si l'origine de la reprise de ce lieu se trouve dans la lutte acharnée de groupes privés⁹⁹, ceux-ci sont

⁹⁶ Katherine Hite, « El monumento a Salvador Allende en el debate político chileno » dans Elizabeth Jelin et Victoria Langland (comps.), *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*, España : Siglo XXI, 2003, p.27.

⁹⁷ Cath Collins, « The Moral Economy of Memory : Public and Private Commorative space in Post-Pinochet Chile », à paraître dans Payne, Leigh and Ksenija Bilbija (eds.). *The Memory Market in Latin America*, États-Unis : Duke University Press, chapitre 8, p.2.

⁹⁸ *Ibid.*, p.6.

⁹⁹ En 1990, le site était à vendre, lorsqu'un groupe de voisins, de survivants de la Villa Grimaldi et d'activistes signèrent une pétition pour la conservation de ce lieu. Durant les démêlés légaux, les bâtiments sur le site de la Villa furent rasés par les militaires, afin de détruire toute trace compromettante. Voir Cath

appuyés par l'État, qui finance dans une mince proportion, l'apposition de plaques explicatives qui parsèment aujourd'hui le site. Si l'émergence de différents mouvements mobilisés pour la « mémorialisation » s'emboîte dans la conjoncture historique chilienne, nous constatons que l'événement clé catalyseur de cette lutte se trouve dans l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998. « This incident marked the beginning of an intense period of national judicial, political and diplomatic activity which put both Pinochet and his regime's human rights crimes definitively back on the national agenda ¹⁰⁰».

Aujourd'hui, une pléthore de projets continue d'être soumise au gouvernement afin d'éviter l'effacement de la trace. Londres 38 est un de ces lieux dont la nature fut cachée durant de nombreuses années via de multiples artifices, tel le changement d'adresse devenue le numéro 40¹⁰¹. Suite à de longues et sinueuses négociations entre des groupes privés et l'État, ce dernier décide d'acquérir le bâtiment et de le déclarer monument national, tout en permettant à ces groupes d'en faire usage selon leurs besoins. Pourtant, malgré cet accord, l'État annonce en 2007, une heure seulement avant la cérémonie officielle d'ouverture de Londres 38, son désir d'y implanter le nouvel Institut National des Droits Humains, ce qui mène à une occupation immédiate des lieux¹⁰². Le 14 octobre 2008, le Collectif Londres 38 inaugurerait le lieu de mémoire en hommage aux 96 personnes qui y furent détenues, torturées, assassinées ou disparues. Cette initiative privée fut du moins financée par le programme des Droits humains du Ministère de l'Intérieur.

Si « [l]a recuperación de la memoria es una tarea del Estado [...] ¹⁰³», celui-ci s'est longtemps détaché du processus de « mémorialisation ». En effet, les deux premiers

Collins, *Ibid.*, p.5.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.5.

¹⁰¹ La société de droite, « Instituto O'Higgiano » ayant de fortes connections avec les militaires, implanta ses quartiers généraux en ce bâtiment, en prenant soin de changer l'adresse du numéro 38 au numéro 40, afin de dénaturer ce lieu, autrefois centre policier secret de détention et de torture. Voir Cath Collins, *Op. Cit.*, p.8.

¹⁰² *Ibid.*, p.11.

¹⁰³ « la récupération de la mémoire est une des tâches de l'État », selon le ministère de l'Intérieur chilien, Ministerio del Interior de Chile, *Programa de derechos humanos*, [En ligne], <http://www.ddhh.gov.cl/> (Page consultée le 20 février 2009).

gouvernements dirigés par la *Concertación*, coalition de partis dont le Parti démocrate-chrétien et le Parti socialiste, ont préféré insister sur le succès de l'économie et des politiques sociales, gardant toujours en optique la temporalité future, lorsqu'ils étaient confrontés à la résurgence de plusieurs événements du passé, ce qui dévoilait chaque fois un peu plus l'ampleur de la répression qui avait eu lieu¹⁰⁴. « The *Concertación's* characteristic (and understandable) response to such public defeat has been to change the subject¹⁰⁵ ». C'est avec le gouvernement de Lagos et sa fameuse déclaration « *No hay mañana sin ayer* »¹⁰⁶, annonçant du même coup la création d'un fond de 450 millions de pesos pour concrétiser matériellement cette politique, que le passé se voit réhabilité dans le présent¹⁰⁷. Le devoir de mémoire n'est pas un thème qui se retrouve au cœur de l'agenda national de Michelle Bachelet, même si l'on note un engagement légèrement plus poussé envers la cause. Sa principale contribution est le Musée National de la Mémoire, qui devrait ouvrir ses portes en 2010 à Santiago.

Devant un constat d'implication minimale de la part de l'État dans le processus de « mémorialisation », il est légitime de se questionner à savoir pourquoi donc les groupes privés vont-ils donc cogner à la porte du gouvernement pour l'achat ou la gérance d'un lieu ou d'un monument. La clé se trouve dans la polarisation de la société chilienne au sujet de son passé :

« Most groups have been forced to negotiate with the state at some stage, whether it be to obtain permission to install a plaque in a public space, to find an arbiter to act in disputes over ownership or in order to acquire and finance the reclaiming of a private or public site. In a context where the majority of the Chilean public at large can be considered at best indifferent to the memorialisation impulse, it is perhaps logical that these small groups should rely on the state both for resources and for legitimation of their aims¹⁰⁸ ».

L'État, coincé entre les réclamations de réparation et de justice exigées au porte-voix, et

¹⁰⁴ Nous reviendrons plus tard sur ces « irruptions de mémoire », concept utilisé par Alexander Wilde. Voir Alexander Wilde. « Irruptions of Memory : Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy ». *Journal of Latin American Studies*. Vol.31, No.2 (May, 1999), p.473-500.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.481.

¹⁰⁶ « Il n'existe pas de demain sans hier ». Ministerio del Interior de Chile, *Op. Cit.*

¹⁰⁷ Notons que la politique pour la mémoire est issue du rapport Rettig, qui recommande les actes de réparation symbolique, soit la construction et la conservation de lieux de mémoire. *Idem.*

¹⁰⁸ Cath Collins, *Op. Cit.*, p.13.

ces demandes pour la conservation de bâtiments ou la construction de mémoriaux, choisit l'option avec un faible coût politique et consent à s'impliquer dans une moindre mesure dans la constitution de la mémoire matérielle.

Si les lieux de mémoire ont pour fonction, selon le Ministère de l'Intérieur, d'honorer les victimes et d'avoir une portée réparatrice pour les familles¹⁰⁹, ils font également œuvre d'outil favorisant la transmission de ce passé aux générations postmémoire. Cependant, notons que ces lieux ne sont pas érigés avec l'appui généralisé de la population et que si certains s'identifient aux lieux de mémoire qui reflètent un passé répressif, d'autres nient cette violence. La transmission intergénérationnelle de la mémoire, supposément privilégiée par la présence de ces monuments et lieux, se fait alors dans un climat déchiré. Devant l'absence de consensus de la société chilienne sur son histoire récente, les lieux de mémoire consistent alors en des espaces conflictuels, ceux-ci symbolisés notamment par Steve J. Stern et Elizabeth Jelin en des nœuds qui interrompent le flot continu de la vie quotidienne.

II. Mémoires conflictuelles et mémoires emblématiques

Les espaces physiques font partie des lieux conflictuels de la mémoire chilienne, au même titre que les dates et anniversaires selon l'explication théorique des nœuds de mémoire. Le calendrier d'une société polarisée ne fait manifestement pas l'unanimité, ce qui devient un constat évident lorsque la mémoire est activée par les commémorations qui pour certains ne sont que banalités.

2.1 Les cadres sociaux de la mémoire

Ce que Jelin nomme *marcas de la memoria*¹¹⁰ correspond à l'idée de « nœuds de mémoire » que Stern utilise comme outil conceptuel méthodologique. Pour des fins de vulgarisation, Jelin se réfère au corps humain afin d'imager sa théorie : ces nœuds bloquent, refoulent ou dérangent, à la manière d'une crampe ou d'un spasme, l'équilibre

¹⁰⁹ Voir Ministerio del Interior de Chile, *Op. Cit.*

¹¹⁰ « Marques de la mémoire ». Voir Elizabeth Jelin, *Op. Cit.*, p.51 à 58.

du corps humain¹¹¹. Stern ajoute à la définition des nœuds de mémoire l'*agency* dans la sphère publique dont font preuve les activistes, les politiciens, les leaders, les journalistes, les membres d'organisations pour la défense des droits de la personne, etc. Il nomme cette dimension¹¹² « sites de l'humanité » : « Such actors created information, events, commemorations, publicity, and scandals that drew people together in remembrance [...] ¹¹³ ». Ainsi, ces lieux, dates et projets mis sur pied par des agents de l'histoire, qui se font porte-voix des mémoires alternatives, jaillissent au sein de la société, ce qui ne manque pas de confronter le présent au passé. Ces nœuds expriment en quelque sorte un malaise social né de l'impasse dans lequel se trouve la mémoire chilienne¹¹⁴.

Stern catégorise les mémoires chiliennes de la première génération¹¹⁵ à partir de l'analyse des témoignages récoltés au Chili en 1996-1997. En appliquant la théorie autour du narratif, il cherche à établir le lien entre les mémoires individuelles et la mémoire collective, en vue de la construction d'une mémoire emblématique, second outil conceptuel méthodologique : « Emblematic memory tells not just what happened to my family, friends, or comrades ; it tells what happened to Chile and Chileans ¹¹⁶ ». Cette idée de mémoires emblématiques comme marqueur référentiel se retrouve aussi chez Jelin, qui emprunte à Halbwachs sa notion de cadres sociaux : « *sólo podemos recordar cuando es posible recuperar la posición de los acontecimientos pasados en los marcos de la memoria colectiva* ¹¹⁷ ». L'image que Stern nous brosse est celle d'une boîte qui contient quatre mémoires emblématiques, vers lesquelles les profils des personnes interviewées tendent. « The emblematic memories considered to have captured the most

¹¹¹ Steve J. Stern (2006), *Op. Cit.*, p.104.

¹¹² Les deux autres étant les sites de matières physique ou géographique (soit les lieux de mémoire) et les sites dans le temps (dates et événements).

¹¹³ *Ibid.*, p.121.

¹¹⁴ Stern parle de « culture of memory impasse ». Voir *Ibid.*, p.xxviii.

¹¹⁵ Par opposition à la deuxième génération ou à la génération postmémoire, la première génération est celle qui était adulte lors de la dictature.

¹¹⁶ *Ibid.*, p.68.

¹¹⁷ « Nous ne pouvons nous souvenir que lorsqu'il est possible d'associer les événements passés aux cadres de la mémoire collective ». Elizabeth Jelin, *Op. Cit.*, p.20.

essential collective truth gain a certain primacy of place in the society's memory box ¹¹⁸».

D'abord, nous retrouvons la « mémoire comme salut national », catégorie selon laquelle l'année 1973 marque la fin du trauma. Cette mémoire emblématique voit également le recours à la violence justifié par la nécessité d'un certain coût social pour mettre un terme au « chaos » engendré par le gouvernement d'Allende. Ensuite, Stern expose la « mémoire comme rupture non résolue », où l'État est synonyme de trauma et de peur, mémoire qui se retrouve chez les familles dont un ou plusieurs membres ont été assassinés ou sont disparus. La « mémoire comme persécution et éveil » est la troisième catégorie de l'auteur : celle-ci s'applique chez les individus sur qui la répression a eu un effet moteur vers un éveil dénonciateur et mobilisateur. Enfin, Stern énonce la « mémoire comme boîte close ». Cette mémoire emblématique regroupe les individus pour qui il est essentiel d'enterrer le passé, de le reléguer à l'oubli, pour permettre la réconciliation nationale et le retour d'une certaine tranquillité sociale¹¹⁹.

Ainsi, chacune de ces mémoires emblématiques est un référent auquel s'identifient les mémoires personnelles : « a framework that organizes meaning, selectivity, and counter-memory ¹²⁰». Si Stern utilise la métaphore de la boîte pour développer son concept méthodologique, c'est que certaines mémoires échappent à cette classification, car elles ne correspondent à aucune des quatre mémoires emblématiques. Elles consistent en des mémoires errantes, éparpillées, non organisées : « In the absence of a bridge between personal memory and the emblematic memory of larger social groups, however, individual remembrances remains somewhat 'loose' ¹²¹». Ces mémoires errantes circulent à l'intérieur de la sphère privée, par opposition aux mémoires emblématiques qui se retrouvent dans le domaine public ou semi-public. L'utilisation du concept de cadre social nous renvoie à la notion de mémoire collective de Paul Ricoeur :

« Collective memory simply consists of the set of traces left by events that have shaped the course of history of those social groups that, in later times,

¹¹⁸ Steve J. Stern (2006), *Op. Cit.*, p.107.

¹¹⁹ *Ibid.*, p.107 à 112.

¹²⁰ *Ibid.*, p.105.

¹²¹ *Ibid.*, p.106.

have the capacity to stage these shared recollections through holidays, rituals, and public celebrations ¹²²».

Ces congés, rituels et commémorations publiques nous réfèrent à l'idée de nœuds de mémoire mentionnée précédemment. Ces nœuds aident à notre compréhension des interactions sélectives entre les mémoires personnelles et les mémoires emblématiques organisatrices de signification, en plus d'évoquer les interférences entre les expériences personnelles et les mémoires errantes. La question de la mémoire ou la lutte pour la reconnaissance de celle-ci se retrouve sans doute chez deux générations selon Stern : « [...] at least one or two still living generations, and in some way recognized as decisive by those who have followed them ¹²³». Nous tenterons de vérifier cette hypothèse à partir de nos sources orales mais d'abord, jetons un coup d'œil aux études sur la mémoire intergénérationnelle, notamment celle de Susana Kaiser.

2.2 Catégorisation intergénérationnelle?

Tout comme Stern, Kaiser assoit son étude sur des sources orales. Elle récolte soixante-trois témoignages en 1998 auprès de jeunes de Buenos Aires âgés entre quinze et vingt-deux ans. Cet échantillon est composé uniquement d'individus « gray zoners », c'est-à-dire qui ne sont ni des victimes directes de la dictature, ni des militants actifs pour les droits de la personne, ni des fervents admirateurs des militaires¹²⁴. Se limitant à la génération postdictature, l'auteur emprunte à Marianne Hirsch le concept de postmémoire qu'elle applique à la shoah : « a second-generation memory characterized by displacement and belatedness, which is the memory of the children of survivors of cultural or collective trauma ¹²⁵». Il s'agit donc d'analyser la chaîne de représentations qui est transmise entre les mémoires et les mémoires de ces mémoires, ainsi que les canaux empruntés qui permettent cet héritage. Selon Pierre Nora, une génération est un produit

¹²² Paul Ricoeur, *La lectura del tiempo pasado : memoria y olvido*. Madrid : Arrecife Universidad Autónoma de Madrid, 1999, p.19. Dans Elizabeth Jelin, *State repression and the labor of memory*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003.

¹²³ Steve J. Stern (2006), *Op. Cit.*, p.130.

¹²⁴ Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.13.

¹²⁵ *Ibid.*, p.2.

de la mémoire, un effet induit par l'action de se souvenir¹²⁶. Ainsi, les nœuds de mémoire contribuent-ils à transmettre la mémoire d'un passé, ce qui jette les bases pour la construction de nouvelles représentations. « [...] generational memory grows out of social interaction and finds expression in public places and centers for collective participation such as demonstrations [...], noting that the starting point of exploring generational memory is an inventory of these sites ¹²⁷».

Parce que cette étude se limite aux profils des « gray zoners » et qu'il semble y avoir un certain consensus au niveau des perceptions, des connaissances et des canaux d'apprentissage, les catégories de Stern ne peuvent s'appliquer ici dans leur ensemble. Kaiser constate un triomphe du discours militaire chez les jeunes, puisque ceux-ci démontrent une compréhension simplifiée et fragmentée des événements, s'en remettant aux concepts de « coupables » et « d'innocents » véhiculés par la dictature. Si l'auteur mentionne que la plupart des participants connaissent de façon superficielle ce qui s'est passé durant la dictature, elle insiste sur le fait que peu d'entre eux peuvent établir la genèse des événements et leur impact sur la société argentine. Les luttes sociales et politiques pour la vérité, la justice et la mémoire demeurent largement ignorées par les jeunes, ce qui fait preuve d'une transmission très pauvre du passé récent violent¹²⁸. Cette lacune de détails et d'explications fournie par les parents ou par l'école ne semble pas avoir éveillé la curiosité chez cette génération, qui accepte telles quelles les données trouées et décontextualisées : « What is more disturbing in this study is that the vague explanations of the witness generation had been accepted without much questioning by young people ¹²⁹».

Kaiser note la présence générale de l'indifférence parmi les jeunes interviewés, celle-ci liée au manque de justice, au silence et au sentiment de distance entre cette histoire et la leur. Malgré le confort fourni par l'impression que d'autres peuvent se préoccuper de gérer le dossier de la dictature, plusieurs jeunes Argentins reconnaissent le

¹²⁶ Pierre Nora cité dans Susana Kaiser, *Op.Cit.*, p.11.

¹²⁷ *Idem.*

¹²⁸ *Ibid.*, p.40-41.

¹²⁹ *Ibid.*, p.91.

danger de se détacher complètement du passé : « I don't want to find out [what happened] but I know that this is dangerous, the future is built with the past ¹³⁰ ». Très près de ce choix que les jeunes Argentins font d'ignorer le passé se trouve l'indifférence. Stern stipule également que l'indifférence se retrouve parmi les Chiliens de la génération témoin de la dictature, sentiment qu'il inclut dans la catégorie de la boîte close. Par contre, si les individus interviewés par Stern font preuve d'indifférence en soutenant la marginalité du thème du passé répressif, les jeunes participants de Kaiser reconnaissent l'importance du thème, sans toutefois aller au-delà de l'énonciation. Ainsi, la boîte close semble être l'effet d'une pauvre transmission de la mémoire aux jeunes argentins « gray zoners », alors qu'elle est le fruit d'une décision volontaire chez les Chiliens de la première génération. Kaiser conclut son étude en confirmant l'absence de grandes tendances parmi les postmémoires, pour plutôt reconnaître qu'elles sont en constante transformation¹³¹.

Le silence, la connaissance effritée du thème des droits de la personne et l'indifférence se révèlent également chez les jeunes éduqués de la génération postmémoire de classe moyenne et riche au Chili. L'étude réalisée en 2007 au sein de cinq universités témoigne du contrôle de la mémoire via lequel le narratif du passé est bloqué, ce qui empêche toute mémoire sociale¹³². Si l'indifférence semble être encore ici l'effet ou le résultat de l'incapacité de dialoguer, nous notons également la présence de la mémoire comme boîte close issue d'une décision volontaire : « *No vale la pena seguir de entender el pasado porque esto a lo único que lleva es a que la juventud siga peleándose como los adultos* ¹³³ ». Ainsi, un désir de réconciliation pousse les jeunes à détourner le regard du passé. De plus, l'idée que ce dernier ne puisse être changé justifie chez certains le manque d'intérêt ou la mince connaissance des abus et violations pratiqués lors de la

¹³⁰ *Ibid.*, p.118.

¹³¹ *Ibid.*, p.198.

¹³² Plus de 557 jeunes étudiants ont participé à cette étude menée à la Universidad Central, la Universidad Academia de Humanismo Cristiano, la Universidad Bolivariana, la Universidad de Valparaíso et à la Universidad Diego Portales. Voir Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*

¹³³ « Ça ne vaut pas la peine de continuer à essayer de comprendre le passé, car cela fait en sorte que les jeunes continuent de se battre entre eux, comme le font les adultes ». *Ibid.*, p.68.

dictature. La plupart souhaite donc se maintenir distant du passé pinochétiste, d'une part afin de favoriser la coexistence nationale et d'autre part pour la dissociation qu'ils font entre ce passé et leur histoire. Beaucoup trouvent carrément inutile de s'obstiner à impliquer le passé dans le présent : « *Es más fácil no acordarse de estas cosas...es como que te sacas un problema de encima* ¹³⁴ ». Nous observons aussi que la mémoire comme salut national est présente chez une minorité de jeunes interviewés : « *A mí me han dicho que los detenidos desaparecidos y eso, era gente terrorista* ¹³⁵ ». Les chercheurs concluent donc à la transmission de la polarisation de la société, ce qui renforce l'impasse dans lequel se trouve la mémoire chilienne. Par contre, selon cette étude, la mémoire obstinée semble n'être caractéristique que de la génération témoin de la dictature, les jeunes universitaires se sentant peu concernés et préférant tourner la page. Enfin, malgré ce tableau peu optimiste de la transmission de la mémoire au Chili, quelques voix mentionnent la nécessité de connaître le passé pour fin de compréhension du présent. Ils brandissent également le « plus jamais » et le danger de répétition de l'histoire par l'ignorance du passé¹³⁶.

La mémoire intergénérationnelle argentine, chilienne et celle des Chiliens de France¹³⁷ semble être transmise en premier lieu par les parents. La famille élargie, la communauté et enfin la culture d'appartenance servent ensuite de vecteurs d'apprentissage. En effet, la télévision, les livres, les médias, les films, les dires d'un professeur à l'école, la publicité (affiches et concerts) des groupes de défense des droits de la personne et les lieux de mémoire géographiques consistent tous, selon cet ordre d'importance, en canaux favorisant la connaissance, la validation ou la remise en question de la mémoire de cette génération postconflit¹³⁸. Malgré ces nombreux vecteurs de mémoire, celle-ci se transmet pauvrement et de manière inégale, par pièces explicatives distribuées dans le désordre : « Il y a donc une véritable pudeur, sinon une

¹³⁴ « Il est plus facile de ne pas se rappeler de ces choses...c'est t'enlever un problème de la tête ». *Ibid.*, p.65.

¹³⁵ « On m'a dit que les détenus et disparus étaient des terroristes ». *Ibid.*, p.71.

¹³⁶ *Ibid.*, p.63.

¹³⁷ Voir l'étude sur la transmission de la mémoire chez les exilés chiliens français. Fanny Jedlicky, *Op. Cit.*

¹³⁸ Voir Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*, p.50, Susana Kaiser. *Op. Cit.*, p.149, et Fanny Jedlicky. *Ibid.*, p.13.

impossibilité à verbaliser certains pans de l'histoire parentale, et c'est ainsi que la mémoire se transmet le plus souvent par bribes, avec ses omissions, ses mensonges parfois, et ses temps de révélations consacrés¹³⁹». Nous tenterons donc, dans cette étude, de vérifier ces constats et d'analyser la nature des connaissances, des canaux d'apprentissage et du positionnement par rapport au passé pinochétiste.

Conclusion

La polarisation de la société chilienne se révèle dans le présent via l'acharnement de la lutte pour la mémoire. D'abord privées, les mémoires se rassemblent ensuite sous des significations communes, ce qui forge les marqueurs identitaires distinctifs. Ceux-ci correspondent à ce que Stern, Jelin et Halbwachs nomment cadres sociaux de la mémoire, ou mémoires emblématiques. Cet outil méthodologique permet de cerner qui sont ceux qui accordent un sens commun aux événements, en plus d'exposer la nature de ce sens. Le concept de nœuds de mémoire est un second outil mis à notre disposition afin de bien saisir les interactions entre les mémoires personnelles et emblématiques, et entre les mémoires personnelles et errantes. Ces nœuds témoignent d'un certain malaise social, expliqué par l'éventail de mémoires qui déchire la société.

Si l'État a voulu mettre de l'avant une politique de réconciliation nationale via la normalisation du silence et l'installation de l'oubli, il est légitime de s'attarder sur la question de la transmission intergénérationnelle de la mémoire. Les auteurs qui se sont penchés sur le thème constatent à l'unisson une pauvre transmission non seulement des événements, mais également des causes et de l'impact de la répression. Les nœuds de mémoire éclatent ponctuellement, la variété de vecteurs d'apprentissage tend à se multiplier, bref l'information existe maintenant mais sous le couvert d'un impressionnant tabou. Nous chercherons à prendre le pouls de cette transmission de la mémoire d'abord au niveau national, c'est-à-dire auprès de la génération postmémoire de Santiago de Chile.

¹³⁹ Fanny Jedlicky, *Ibid.*, p.13.

Chapitre II

La génération « postmémoire » au Chili

Introduction

Le 11 septembre chilien est une date commémorative génératrice de conflits et objet de débats de par les significations opposées qui lui sont conférées selon les versions historiques propres à chaque mouvement, chaque parti politique, chaque organisation non gouvernementale, à chaque individu. Site dans le temps, cet événement est probablement le nœud de mémoire le plus important et le plus rassembleur. De plus, cette date publique et conflictuelle est devenue, avec le temps, symbole d'un éventail élargi de causes et de dénonciations. En effet, de nouveaux groupes se mêlent aujourd'hui à ceux qui descendent dans les rues de Santiago depuis les années 70, par exemple les Mapuches, les anarchistes, etc. Les thèmes se multiplient : opposition au modèle néolibéral et dénonciation de la marginalisation sociale/économique/ethnique se confondent au rappel de l'impunité et à la demande de justice.

Lors du 11 septembre 2008, 35^e anniversaire du coup d'État, plusieurs activités étaient organisées dans la capitale, notamment une marche symbolique de l'arrière de la Moneda à la statue de Salvador Allende, une visite commémorative de la Villa Grimaldi (ancien centre secret de détention), une cérémonie au Stade National (également ancien

centre d'emprisonnement) et une action était également prévue par la Funa¹⁴⁰. La Funa est un groupe d'activistes qui s'affaire à démasquer les criminels qui demeurent aujourd'hui impunis. Nous reviendrons sur cette organisation plus tard au cours de ce chapitre. Du côté culturel, plusieurs événements soulignaient cette date commémorative : sortie en salle du film « Héroes Frágiles » d'Emilio Pacull, concert du groupe *Sol y lluvia*¹⁴¹ et autres spectacles musicaux à la Fondation Víctor Jara. Le soir, les troubles attendus ont éclaté au centre de la capitale et dans les bidonvilles : coupure de courant électrique, affrontements avec la police, échange de tirs, etc. Notons que pour la journée du 11 septembre, les policiers avaient tous retiré leur numéro d'identification personnel de leur chemise, problématisant la question des droits de l'homme et la question légale. Interrogés à ce sujet, les policiers nous ont répondu que le retrait de leur numéro respectif n'était pas le fruit d'une loi spéciale décrétée, mais bien d'une décision commune à l'interne.

Le 11 septembre n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la « mémorialisation » du passé et du reflet de la profonde division de la société chilienne engendrée par ce nœud de mémoire. En participant en tant qu'observatrice aux diverses commémorations et en visitant quelques lieux de mémoire de la capitale, nous avons eu l'idée d'intégrer à nos recherches la deuxième génération du Chili. Nous avons cherché à savoir quel est leur tableau interprétatif de l'histoire récente nationale, quelles sont leurs sources d'apprentissage par rapport à cette question et quelle est la dynamique entre la « mémorialisation » et cette génération. Parce que le travail de la mémoire est souvent mis de l'avant par des groupes de jeunes radicaux, nous avons voulu exemplifier cette lutte, menée notamment par les organisations Hijos Chile et la Funa.

I. Analyse des entrevues réalisées au Chili

Notre recherche était au tout début orientée uniquement vers la génération

¹⁴⁰ Plusieurs partis politiques et mouvements participèrent à cette courte marche : le Parti communiste, le Parti socialiste, le CODEPU (Comité de Defensa de los Derechos Humanos del Pueblo), Hijos Chile, etc. La composition de la foule allait des jeunes enfants aux personnes âgées.

¹⁴¹ *Nueva canción* contestataire chantant la mémoire de la répression.

postmémorie chilienne de Montréal. Une fois à Santiago, le constat de la levée du tabou lié à notre intérêt tenace et à nos origines étrangères, combiné avec l'envie de tenter une comparaison transnationale de la transmission intergénérationnelle de la mémoire, nous incitèrent à réaliser des entrevues sur le sol chilien. Au nombre de dix, ces entretiens se sont tous déroulés dans la ville de Santiago durant les mois de septembre et d'octobre 2008. Le sujet étant délicat de par sa nature conflictuelle et son caractère voilé, nous avons convenu que les participants pourraient tous s'exprimer sous le couvert de l'anonymat. Voici le portrait des personnes interrogées à Santiago.

Antonio, 23 ans, né à Santiago et y vit toujours. Il est paysagiste pour des jardins privés.
 Carlos, 31 ans, né et vit toujours à Santiago. Il est directeur d'art et artiste.
 Gerardo, 40 ans, né à Santiago et y vit toujours. Il est professeur de psychologie.
 Hazael, 33 ans, né à Santiago et y habite toujours. Il travaille dans une radio.
 Iker, 31 ans, né à Valparaíso, il vit aujourd'hui à Santiago. Il travaille en communication web.
 Ileana, 28 ans, née à Punta Arenas, vit à Santiago. Elle fait du marketing pour une entreprise de papier.
 Luis, 29 ans, il est né à Santiago et vit aujourd'hui à Londres (Angleterre). Il est consultant et chercheur à la London School of Economics.
 Mario, 31 ans, né à Santiago, il vit aujourd'hui à Buenos Aires (Argentine). Il travaille dans le domaine de la publicité et de l'illustration.
 Mauricio, 26 ans, né à Santiago, vit toujours dans la capitale. Il est constructeur civil.
 Quetzal, 31 ans, né en Belgique, il vit aujourd'hui à Santiago. Il est coordonnateur d'un organisme non gouvernemental pour le développement social, soit Mercator.

1.1 Profils et perceptions des personnages-clés

Parmi les informateurs, nous comptons neuf hommes et une femme. Tous sont âgés entre 23 ans et 40 ans, la majorité se situant à la fin de la vingtaine et au début de la trentaine. Sept individus sont nés à Santiago, un à Valparaíso, un à Punta Arenas et un en Belgique. Aujourd'hui, huit de ces personnes habitent dans la capitale, alors que deux vivent hors frontières, soit à Buenos Aires et à Londres. La plupart des participants proviennent d'une classe sociale élevée, bien que nous dénombrions parmi eux deux cas qui appartiennent à la classe ouvrière. Si sept individus correspondent au profil « gray zoner », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas eu de lien direct avec la dictature, qu'ils ne sont pas militants pour les droits de la personne ou qu'ils ne défendent pas le discours militaire, trois en sont exclus : Gerardo est fils d'un détenu disparu et les pères d'Ileana et de

Quetzal ont été emprisonnés au stade national, pour être relâchés par la suite¹⁴². Ils ont donc eu un lien direct avec la dictature et dans le cas de Gerardo, avec la militance pour les droits de la personne.

Rappelons que Stern conclut à l'impasse de la mémoire chilienne de la génération témoin de la dictature à partir de l'atomisation de la signification des mêmes événements. Afin d'établir si la polarisation de la société a été transmise de manière intergénérationnelle, nous avons d'abord cherché à connaître les perceptions que nos participants ont des deux personnages antagonistes sources de débats, soit Salvador Allende et Augusto Pinochet. De façon générale, ils adoptent une position nuancée vis-à-vis du président socialiste élu. En effet, la moitié des individus met un bémol à l'image d'Allende qu'ils conçoivent tout de même positivement. Les adjectifs de grandeur et de charisme fusent de toute part, bien que certains, comme Carlos, lui attribuent la responsabilité du désordre : « *Sin embargo, le faltó la astucia o el don necesario para imponer orden y disciplina* ¹⁴³ ». Carlos soutient même que son court mandat servit sa cause, puisque la marge d'erreur est proportionnelle au temps selon cette logique. Utopiste, idéaliste, mais également coupable de la division du pays en tant que leader d'un des deux camps, Allende est à la fois perçu comme un excessif et une victime de la Guerre froide : Quetzal soutient en effet que Allende, piégé par le moment historique, est allé trop loin avec sa réforme agraire, puisque la terre a été donnée à des gens qui ne savaient qu'en faire et qui l'ont détruite par manque de connaissance technique¹⁴⁴. Mario, Gerardo et Antonio conçoivent Allende de manière strictement positive en honorant son dévouement, sa rectitude et la rigueur de ses convictions. Enfin, Hazael et Iker adoptent une position négative accusant Allende d'avoir mené le pays à la dictature : « *Un hombre que bajo sus ideales llevó a un país por un camino que lo llevó al caos y a una posterior dictadura* ¹⁴⁵ ».

¹⁴² Pour la notion de « gray zoner », voir Susana Kaiser, *Op.Cit.*, p.13.

¹⁴³ « Cependant, il n'a pas eu l'astuce ou le don nécessaires pour imposer l'ordre et la discipline ». Entretien réalisé avec Carlos à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁴⁴ Entretien réalisé avec Quetzal à Santiago, en septembre 2008.

¹⁴⁵ « Un homme qui, suivant ses idéaux, a guidé le pays vers un chemin qui l'a mené au chaos et à la dictature ». Entretiens réalisés avec Hazael et Iker à Santiago, en octobre 2008.

Alors que Salvador Allende reçoit des éloges parfois accompagnés de bémols, sa statue, érigée sur la Plaza de la Constitución en 2000, est objet de contestation. En effet, si la moitié des participants défend le monument pour sa fonction mémorielle qui appelle le souvenir et qui démontre la « cicatrice » du peuple chilien, Carlos, Iker et Hazael prétendent que la présence de cette statue ne favorise en rien la réconciliation. Absurde et provocateur selon eux, ce monument ne devrait exister, au même titre qu'une statue à l'effigie de Pinochet ne pourrait être : « *Vestir a Allende de héroe me parece equivocado* ¹⁴⁶ ». Ainsi, l'opposition à la « mémorialisation » d'Allende proviendrait de l'association de cette figure et de celle de Pinochet à la période la plus obscure de l'histoire récente chilienne. Il serait donc préférable d'oublier ce passé plutôt que de le matérialiser dans le présent. Ileana soutient, elle, que cette statue n'engendre aucun effet sur elle : « *No me provoca nada...otra estatua más* ¹⁴⁷ ». Tous semblent rattacher la nature conflictuelle de la statue à la profonde division de la société, bien que certains, comme Iker, s'expriment à partir de leur position propre, ce qui empêche le détachement qui permet l'explication : « *Las estatuas son para personas que de verdad hayan hecho cosas importantes o heroicas, creo que el hecho de estar involucrado en uno de los períodos oscuros de nuestra historia, no lo hacen merecedor de tamaño homenaje* ¹⁴⁸ ».

Bien que Augusto Pinochet soit perçu à l'unanimité de façon négative, près de la moitié des participants, dont Luis, nuance leur position en insistant sur le fait qu'il a remis le pays à l'ordre et aussi favorisé la croissance économique. « *A su manera quería lo mejor para Chile, aunque a un costo terrible para los mismos Chilenos* ¹⁴⁹ ». Marionnette des intérêts économiques de la droite chilienne et des États-Unis, Pinochet reçoit également la clémence pour avoir été une pièce parmi tant d'autres sur l'échiquier de la Guerre froide. Cela dit, de tels arguments atténuants ne sont mentionnés qu'après

¹⁴⁶ « Faire d'Allende un héros est mal selon moi ». Entretien réalisé avec Hazael à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁴⁷ « Ça n'a aucun effet sur moi...une statue de plus ». Entretien réalisé avec Ileana à Santiago de Chile, septembre 2008.

¹⁴⁸ « Les statues sont pour les personnes qui ont réellement réalisé des choses importantes ou héroïques. Je crois que le fait d'avoir été impliqué dans l'une des périodes les plus obscures de notre histoire ne permet pas un tel hommage ». Entretien réalisé avec Iker à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁴⁹ « À sa façon, il voulait ce qu'il y a de mieux pour le Chili, bien qu'à un coût terrible pour les Chiliens ». Entretien réalisé avec Luis à Santiago de Chile, octobre 2008.

l'expression d'une perception négative du général : dictateur, responsable du terrorisme étatique, assassin sans scrupules, voleur, traître. Les perceptions ne semblent pas varier selon l'âge, mais selon les histoires personnelles des personnes interviewées ou leur lien avec la dictature. Mario, Carlos, Iker, Luis et Quetzal, qui appartiennent à des familles aisées, adoptent tous une position nuancée vis-à-vis de Pinochet. Fait intéressant, les familles de Quetzal et de Iker sont déchirées par l'idéologie pinochétiste de la famille de leur mère et l'anti-pinochétisme de la famille de leur père. Carlos, lui, provient d'une famille uniformément pinochétiste. Quant aux perceptions strictement négatives, on les retrouve chez Gerardo, fils de disparu, militant pour Hijos Chile depuis quelques années, chez Antonio, petit-fils du frère de Patricio Aylwin, chez Hazael, saturé de cette histoire¹⁵⁰, et chez Mauricio et Ileana, deux « gray zoners ». Si les perceptions sont basées sur les connaissances que ces derniers ont de ce passé, il nous est alors impératif de connaître la nature de celles-ci, ainsi que les vecteurs qui en ont permis l'apprentissage.

1.2 Connaissances et canaux d'apprentissage

Le Chili est un pays postconflit où les archives se font rares. Détruites par les militaires avant la transition démocratique ou compilées clandestinement durant la dictature par un organisme de l'Église catholique chilienne, le Vicariat de la Solidarité, leur fragmentation fait défaut à l'établissement des faits¹⁵¹. Avec les années et les procès qui débouchent sur des condamnations, le casse-tête se rassemble pourtant. Bien que les faits soient connus, l'interprétation du passé récent chilien demeure décontextualisée et réductrice chez la plupart de nos participants. En effet, seuls Mario, Mauricio, Luis et Iker soulignent l'importance du fossé entre les classes sociales au Chili, véritable division à la base des luttes et des revendications qui ont mené au gouvernement socialiste d'Allende. Iker affirme même que les causes de la répression ont des racines qui remontent à l'époque coloniale, période de la construction de la hiérarchie chilienne excluante. Le rôle des États-Unis, un allié de la classe aisée chilienne dans le boycott économique qui a façonné une fausse pénurie menant directement à la crise sociale, ne

¹⁵⁰ Hazael perçoit et Allende et Pinochet de manière strictement négative.

¹⁵¹ María Angélica Cruz, *Iglesia, represión y memoria. El caso chileno*, España : Siglo XXI, 2004, p.31.

semble clair que pour ces quatre participants.

« La clase alta que, incentivados por el gobierno de los Estados Unidos, ideó un plan para boicotear económicamente al gobierno socialista. Vino un período de escasez, había que hacer cola para comprar las pocas cosas que habían en los almacenes mientras las bodegas de estos comerciantes estaban repletas de mercadería. Y todo se transformó en un caos ¹⁵²».

Luis, Carlos et Quetzal limitent les causes de la dictature au gouvernement socialiste, lui attribuant directement la responsabilité de l'effondrement général. Selon eux, une intervention militaire était nécessaire pour remettre le pays sur la bonne voie : *« Debían generarse cambios drásticos en el gobierno, generar nuevas las medidas económicas ¹⁵³».* Enfin, seule Ileana soutient ne pas détenir de connaissances approfondies sur la politique chilienne : *« Lo único que puedo decir en esos años es el golpe del 73 y la vuelta a la democracia en el 90 ¹⁵⁴».*

Si la majorité des personnes interviewées, soit sept individus sur dix, associe dictature et violation des droits de la personne, en faisant mention entre autres de l'absence de démocratie, du recours à la torture, des assassinats, de la censure des médias, des disparitions, des séquestrations, des vols de la mort au-dessus de la mer, du sapement de l'opposition, etc., plus de la moitié fait rimer dictature et stabilité économique. Par contre, alors que cette stabilité est fort appréciée aux yeux de ces individus, ils consentent qu'elle fut imposée à un coût social élevé. Notons également que Carlos, Iker et Luis insistent sur le fait que le coup d'État a été appuyé par une grande proportion de la population : *« Una gran parte del país pedía la salida del gobierno socialista...el idealismo no funcionó ¹⁵⁵».* L'interprétation de la dictature est multidirectionnelle,

¹⁵² « La haute classe qui, stimulée par le gouvernement des États-Unis, fomenta un plan pour boycotter économiquement le gouvernement socialiste. Débute alors une période de pénurie; il fallait faire la file pour pouvoir acheter le peu qui se trouvait sur les étalages, alors que les entrepôts de ces mêmes magasins étaient pleins de marchandises. Et tout s'est transformé en chaos ». Entretien réalisé avec Iker à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁵³ « Il devait y avoir des changements drastiques au sein du gouvernement, de nouvelles méthodes économiques ». Entretien réalisé avec Luis à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁵⁴ « Tout ce que je peux dire sur ces années, c'est que le coup d'état eut lieu en 1973 et le retour à la démocratie en 1990 ». Entretien réalisé avec Ileana à Santiago de Chile, septembre 2008.

¹⁵⁵ « Une grande partie du pays demandait la fin du gouvernement socialiste...l'idéalisme n'a pas fonctionné ». Entretien réalisé avec Iker à Santiago de Chile, octobre 2008.

soulignant les bienfaits du capitalisme et de la réattribution des terres (car rappelons que celles-ci furent partagées lors du gouvernement Allende) mais dénonçant la répression, la croissance exponentielle de la division sociale et l'exil. Bien que la plupart des participants sont familiers avec le dénouement de la dictature, mentionnant le plébiscite de 1988 et la victoire du vote « non », les répercussions de la loi d'amnistie ne semblent pas évidentes pour eux, du moins n'en font-ils pas mention. Une exception provient de Gerardo, fils d'un disparu, aujourd'hui militant du groupe Hijos Chile, donc très actif sur la scène plus radicale. Pinochet devrait, selon lui, être jugé afin de redéfinir officiellement ses actions et son héritage : « *Aun cuando ya murió, debe ser enjuiciado políticamente por la implementación del terrorismo en Chile y los efectos perversos del sistema económico que hemos heredado* ¹⁵⁶ ». Si Gerardo fut mis en contact brutalement avec la dictature dès l'âge de huit ans lors de l'enlèvement de son père, la majorité des personnes interviewées n'a pas eu de lien direct avec la dictature et a appris cette histoire tirillée par différents canaux.

La famille étendue est le premier lieu de contact avec le passé récent, au même titre que les livres chiliens et étrangers. Les parents et les documentaires (chiliens et étrangers) sont la deuxième source d'apprentissage. Bien que le silence ait été la norme dans plusieurs familles nucléaires, les jeunes ont souvent résolu un casse-tête avec les bribes d'histoire qu'ils captaient au fil des anecdotes. Par exemple, Quetzal a appris à travers une conversation entre sa tante et sa mère que celle-ci, enceinte de huit mois à cette époque, a perdu son bébé suite à l'arrestation de son mari dans sa propre maison. Il apprit ainsi que son père avait été emmené au stade national pour se faire torturer, avant d'être relâché quelques jours plus tard. Malgré le peu d'information que Quetzal détient sur l'histoire de ses parents, il ne peut leur en demander davantage. Le silence permanent lui convient, en tant que mécanisme d'autodéfense, puisqu'il désire avant tout respecter cette intimité, cette partie privée, ce tabou : « *No quiero abrir esa puerta muy dolorosa* ¹⁵⁷ ». Fanny Jedlicky fait elle aussi état de cette transmission morcelée au sein

¹⁵⁶ « Bien que mort, il devrait être jugé politiquement pour l'implantation du terrorisme au Chili et les effets pervers du système économique que nous avons hérité ». Entretien réalisé avec Gerardo à Santiago de Chile, septembre 2008.

¹⁵⁷ « Je ne veux pas ouvrir cette porte très douloureuse ». Entretien réalisé avec Quetzal à Santiago de

des familles chiliennes en France, car elle constate une transmission intergénérationnelle limitée et par bribes ¹⁵⁸. Si Luis et Quetzal affirment avoir été mis en contact avec cette histoire au collège, la grande majorité soutient que l'école a su contourner le passé récent chilien afin d'en éviter l'apprentissage : « *Nada...nada fue en clase con profesores y eso* ¹⁵⁹ ». Les différents médias constituent en un autre vecteur de connaissances, de moindre importance tout de même. Les conversations avec les amis servent ensuite de source, plus ou moins fiable puisque nombreux sont ceux qui semblent avoir le verbe facile sans pour autant connaître le fond de leur argumentation : « *La gran mayoría no sabe mucho y hablan igual* ¹⁶⁰ ». Les conversations avec les exilés et les gens ayant vécu l'époque de la dictature, ainsi que les documents classifiés de la CIA sont également des canaux d'apprentissage, bien que dans une moindre mesure. Ces portraits sont révélateurs de la transmission intergénérationnelle de la mémoire. Nous tenterons d'en extirper certaines conclusions.

1.3 Quelques conclusions menant aux mémoires emblématiques

Tout comme Susana Kaiser, Fanny Jedlicky et l'étude réalisée dans cinq universités chiliennes, nous concluons à une pauvre transmission intergénérationnelle de la mémoire du passé violent. Les personnes interviewées se sentent peu concernées par cette histoire, ce qui démontre que l'obstination pour la mémoire n'est l'enjeu que de la génération témoin de la dictature ¹⁶¹. Un jeune interrogé dans le cadre de l'étude menée dans cinq universités chiliennes s'exprime en ce sens : « *Como jóvenes universitarios no vemos que nos afecten las violaciones de antes ni de ahora* ¹⁶² ». Une seule exception se détache du lot parmi les participants : Gerardo. Si Kaiser prétend que l'indifférence est

Chile, septembre 2008.

¹⁵⁸ Fanny Jedlicky, *Op. Cit.*, p.13.

¹⁵⁹ « Rien ne fut dit en classe par les professeurs et tout ». Entretien réalisé avec Mario à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁶⁰ « La grande majorité ne connaît pas grand chose mais parle beaucoup ». Entretien réalisé avec Ileana à Santiago de Chile, septembre 2008.

¹⁶¹ Cette obstination se trouve également chez des jeunes qui sont impliqués dans des mouvements ou des partis politiques. Nous aborderons ce point dans la section III de ce même chapitre.

¹⁶² « En tant que jeunes universitaires, nous ne sommes pas affectés par les violations d'hier et d'aujourd'hui ». Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*, p.62.

liée au manque de justice¹⁶³, nous proposons qu'elle découle davantage du silence à la maison et à l'école, du tabou dont dépend la coexistence sociétale, et de l'oubli social. Nous avons constaté que le silence des parents, au lieu de choquer les jeunes, est plutôt apprécié de ceux-ci, de par sa fonction de bouclier masquant une histoire sensible. Ainsi, les vecteurs d'apprentissage normalement à portée de main se trouvent souvent bloqués, ce qui demande un effort supplémentaire à la génération postmémoire qui voudrait s'informer. Un participant universitaire de l'étude chilienne menée en 2007 semble se contenter de ne rien savoir sur le passé récent de son pays : « *Yo no puedo tener en la memoria algo que nadie me dijo nunca* ¹⁶⁴ ». Pourtant, l'information existe maintenant et est accessible à qui veut la trouver. Le manque d'intérêt demeure cependant flagrant chez la majorité des personnes interviewées, qui tend à se détacher de ce passé pour prétendre regarder vers un futur plus glorieux. Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, et Luisa Johnson Edwards avancent que l'histoire n'a pas de poids sur la deuxième génération, puisque celle-ci se maintient à distance du passé : « nous n'étions pas là ». Les chercheurs constatent : « *Los jóvenes no se sienten productos de una historia; no reconocen en ellos influencias de lo que ocurrió en el pasado* ¹⁶⁵ ». Notons que le père d'Hazael, le participant le plus désintéressé du passé récent, a été emprisonné et torturé au stade national. Ce désir de se séparer de cette histoire est peut-être un mécanisme d'autodéfense, tout comme la convenance du silence normalisé à la maison.

Bien que nous remarquions un manque d'intérêt généralisé chez les personnes interviewées, la grande majorité, soit neuf personnes sur dix, assure qu'il leur est essentiel de détenir des connaissances sur le passé récent chilien. La plupart de ceux-ci mettent de l'avant l'importance de détenir une opinion, afin, d'une part, d'éviter de s'en remettre aux médias, et d'autre part, de pouvoir répondre de façon constructive lors de débats rhétoriques. « *Ahora de grande me ha tocado estar con familias que son*

¹⁶³ Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.117.

¹⁶⁴ « Je ne peux avoir en ma mémoire quelque chose que personne ne m'a dit ». Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*, p.69.

¹⁶⁵ « Les jeunes ne se sentent pas le produit d'une histoire; ils ne reconnaissent pas sur eux l'influence des événements passés ». *Idem*.

*pinochetistas y lo defienden por sobre todo entonces uno no puede ser ignorante*¹⁶⁶». D'autres, moins nombreux, insistent sur le danger de l'ignorance qui peut mener à la répétition de l'histoire violente : « *Es parte de la historia del país. Hay que saber de ello. Se cometieron cosas vergonzantes que es lógico que se sepan para que nunca más volvamos a vivirlas*¹⁶⁷ ». Seule Ileana considère qu'il lui importe peu d'avoir ou non ces connaissances. Ainsi, malgré le fait que la grande majorité de nos informateurs trouve primordial de connaître l'histoire récente chilienne, l'intérêt ne semble pas aller au-delà de l'énonciation. Autrement dit, peu nombreux sont ceux qui passent de la parole à l'acte.

Si nous tentons de classer les mémoires de nos informateurs selon les catégories de Steve J. Stern, nous constatons qu'un peu plus de la moitié d'entre eux se rattache à la mémoire comme rupture, c'est-à-dire qu'ils associent le début du trauma à l'implantation du régime dictatorial. Le passé pinochétiste inspire donc un sentiment de trauma, parce qu'il évoque une époque durant laquelle les droits de la personne ont été violés par des actions physiques et psychologiques. Gerardo et Quetzal possèdent la mémoire comme persécution et éveil, c'est-à-dire que la dictature a eu sur eux un effet d'abord violent, les touchant personnellement, puis moteur, les poussant à l'engagement, à l'action. Le père de Quetzal fut enlevé par les forces armées pour avoir milité en se vouant au sacerdoce auprès des victimes de la dictature. Il fut relâché et continua la lutte depuis l'exil, pour ensuite retourner aux côtés du cardinal archevêque du Vicariat de la Solidarité, Monseigneur Raúl Silva Henríquez. Quetzal se souvient qu'à l'âge de sept ou huit ans, il partait la nuit avec ses parents pour aller chez des amis, casseroles en main, recourant au bruit pour exprimer leur opposition au gouvernement dictatorial. Bien qu'il ne comprît pas le sens de ces sorties nocturnes qui lui paraissaient plutôt amusantes, il respectait le pacte secret obligé par ses parents et était conscient du sérieux de la chose. L'histoire de son père, combiné avec son souvenir d'enfant manifestant l'ont engagé dans la voie de l'action, tout comme Gerardo : « *Me marcó al punto que ahora trabajo para*

¹⁶⁶ « Maintenant adulte, il m'est arrivé d'être en contact avec des familles qui sont pinochétistes et qui le défendent, donc on ne peut être ignorant ». Entretien réalisé avec Antonio à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁶⁷ « Cela fait partie de l'histoire du pays. Il faut avoir ces connaissances. Des choses honteuses se sont produites et il est logique de devoir les connaître, afin de ne pas les revivre ». Entretien réalisé avec Iker à Santiago de Chile, octobre 2008.

*una organización no gubernamental dedicada al desarrollo social*¹⁶⁸». La mémoire comme boîte close ne se retrouve que chez Hazael, qui semble saturé de cette histoire et ennuyé à l'idée d'en parler.

Les mémoires emblématiques ne sont pas des catégories hermétiques; en effet, certaines mémoires chevauchent les cadres. Par exemple, la dictature eut un effet moteur non radical sur Quetzal et ce dernier appartient également à la catégorie « mémoire comme salut national ». Car bien qu'il fut touché directement par la violence de la répression, il avance qu'une intervention militaire était nécessaire pour mettre un terme au chaos engendré par le gouvernement socialiste. Luis s'exprime dans le même sens, précisant que les militaires auraient dû organiser dans les plus brefs délais des élections civiles. Carlos et Iker semblent échapper à toute catégorie, s'affichant comme étant neutres et en faveur de la réconciliation nationale. Tous deux replacent les événements dans le contexte de la Guerre froide et se gardent bien de prendre parti. Ni pinochétistes ni anti-pinochétistes, ils sont pourtant issus de familles totalement ou partiellement rangées derrière Pinochet. Très informés, ils se montrent conciliants, tentant de rapprocher les deux mondes chiliens.

À partir de l'identification de la nature des mémoires intergénérationnelles de nos participants, nous pouvons nous aussi conclure à la transmission de la polarisation de la société chilienne, malgré un tableau tout de même partagé. Si la plupart des personnes interviewées livrent une interprétation fragmentée et partielle de l'histoire récente chilienne, chacune d'entre elles défend pourtant une opinion par rapport au gouvernement de l'Unité populaire et celui des forces armées. La division de la société semble perdurer chez cette génération, bien qu'elle soit moins profonde. À preuve, les deux cas neutres de Carlos et d'Iker, qui soutiennent des positions nuancées quant aux réalisations des gouvernements antagonistes. L'opinion politique semble être d'importance capitale, peu importe la profondeur des réflexions. Malgré le fait qu'ils adoptent des positions atomisées, neuf des dix participants croient qu'une réconciliation nationale est possible.

¹⁶⁸ « Cela m'a marqué à un point tel qu'aujourd'hui, je travaille pour une organisation non gouvernementale qui s'implique dans le développement social ». Entretien réalisé avec Quetzal à Santiago de Chile, septembre 2008.

Nous aborderons ce point dans la seconde partie du présent chapitre. Le débat qui entoure la mémoire et qui émerge dans la sphère publique selon les conjonctures historiques a-t-il un effet catalyseur sur les questionnements, les prises de position ou les actions chez la deuxième génération? Plusieurs événements ponctuent le flot quotidien, réveillant les obstinations dichotomiques caractéristiques de la société chilienne. Nous verrons si les liens entre histoire et mémoire n'existent qu'au sein de la génération témoin de la dictature.

II. Historicisation des mémoires

Les émergences de la mémoire qui interrompent le quotidien, c'est-à-dire les événements ou commémorations, dépendent à la fois de la pression et des actions de groupes privés et publics, mais également d'événements qui surgissent indépendamment de la volonté des acteurs officiels¹⁶⁹. Ces deux éléments déclencheurs s'incrustent dans les conjonctures historiques qui les poussent à éclore dans la sphère publique chilienne et ce, malgré l'indifférence alarmante qui règne : « This [the debate in Chile on the historical memory] is something that means a great deal to a very few [people], but nothing at all to the rest ¹⁷⁰».

2.1 Conjonctures historiques

La question de la mémoire fait ses premiers pas avec l'élection du gouvernement de Patricio Aylwin (1990-1994). Ce dernier pose plusieurs gestes en faveur des droits de la personne, notamment la cérémonie d'exorcisation du Stade National où des femmes ont dansé la *cueca sola*¹⁷¹, la demande de pardon, qui fut télédiffusée, l'organisation de funérailles de Salvador Allende, et plus significatif encore, la mise sur pied de la commission de vérité Rettig¹⁷². Cette commission, en plus de jeter les fondations de la quête de l'histoire violente, a instauré diverses mesures de support envers les familles des

¹⁶⁹ Alexander Wilde, *Op. Cit.*, p.486.

¹⁷⁰ Cath Collins, « ICTJ paper/contribution to Memory and Justice project, on file with Louis Bickford ». 2008, p.6.

¹⁷¹ La *cueca* est la danse nationale au Chili ; elle se danse à deux. Les femmes de disparus ont dansé seules.

¹⁷² Alexander Wilde, *Op. Cit.*, p.482-484.

victimes allant des réparations matérielles aux actes publics symboliques. En effet, la commission a proposé le don de pensions à vie pour les personnes qui étaient dépendantes de gens disparus ou assassinés, une attention médicale et psychologique gratuite pour les survivants et ceux qui œuvrent dans le domaine des droits de la personne et des bourses pour l'éducation pour les exilés qui souhaitent retourner vivre au Chili. Un monument national a été fondé au Cimetière National, tel que mentionné précédemment, soit le Mur des disparus¹⁷³. Plus tard, d'autres mesures réparatrices d'ordre privé cette fois feront surface après la découverte des comptes bancaires secrets de la famille Pinochet. L'argent sera divisé entre plus de 22 000 familles et survivants en 2005¹⁷⁴.

Bien que la loi d'amnistie de 1978 soit toujours en vigueur au Chili dans son intégralité, le juge espagnol Baltazar Garzón réussit presque à mettre la main sur le général Pinochet le 16 octobre 1998 à Londres. Patricia Politzer, journaliste chilienne, se souvient que le sentiment qui dominait les anti-pinochétistes était l'incrédulité et non la joie ; au début, tous pensaient que Pinochet allait retourner au Chili et que le procès serait alors abandonné¹⁷⁵. Après tout, le général détenait toujours un fort appui au sein de la population et son influence serait encore puissante : en 2003, plus de 74 % de la population stipulent que le *Pinochetismo*, soit l'idéologie pinochétiste conservatrice et de droite, est toujours très influent au Chili¹⁷⁶. Auparavant, en janvier 1998, le Parti communiste avait déposé deux plaintes privées contre Pinochet, en signe de protestation symbolique, puisque l'idée de l'acceptation des requêtes relevait de l'utopie. Pourtant, une enquête fut ouverte, signe de changements progressifs au niveau national¹⁷⁷. L'arrestation du général, à Londres, constitue l'événement déclencheur par excellence qui catalyse le débat mémoriel chilien. L'impact dans les médias fut énorme : durant cinq jours, 70 % de

¹⁷³ Cath Collins (2008), *Op. Cit.*, p.3.

¹⁷⁴ *Idem.*

¹⁷⁵ Patricia Politzer, « Justicia transicional en la política chilena desde 1998 », présenté dans le cadre de la conférence « El efecto Pinochet. A diez años de la detención de Pinochet en Londres », Universidad Diego Portales, Santiago, Chili, 8 octobre 2008.

¹⁷⁶ Cette étude fut réalisée par le CERC, dirigé par Carlos Huneeus. Voir Cath Collins (2008), *Op. Cit.*, p.14.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p.27.

l'actualité était orienté vers ce rebondissement, qui inspira un nouveau souffle aux mouvements des droits de la personne. Le sentiment de peur et le pacte du silence, hérités de la répression et preuves de la vulnérabilité de la transition, firent tranquillement place à la mobilisation¹⁷⁸. Des manifestations prirent d'assaut les rues de Santiago, chaque groupe avec ses slogans et ses images respectifs¹⁷⁹. L'arrestation eut deux effets majeurs : un « effet Garzón », révélateur de possibilité et de nécessité de justice, et un « effet Pinochet », moteur de travail pour les mouvements des droits de la personne et réveil national de la question de la mémoire¹⁸⁰.

L'année 2003 marque le 30^e anniversaire du coup d'État et le début d'une implication plus acharnée de l'État dans la question de la mémoire historique. Année-clé pour la réémergence du débat mémoriel, elle est marquée par une impressionnante production au niveau littéraire et cinématographique, ainsi qu'une multiplication des monuments commémoratifs : « *Durante este año hubo una 'explosión de memoria' a nivel nacional. De hecho, 2003 es el año en que más hitos se inauguraron* ¹⁸¹ ». L'année suivante est également mobilisatrice des mémoires puisqu'une seconde commission de vérité est mise sur pied : la Commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture (2004). Celle-ci, contrairement à la première commission de vérité, donne la parole aux survivants et enquête sur le recours massif à la torture et à l'emprisonnement politique par le régime de Pinochet. Puis, Michelle Bachelet est portée au pouvoir en 2005, signe d'espoir et de changement pour la gauche chilienne, puisque son histoire personnelle fait d'elle une survivante de la dictature, en quête d'établissement d'un discours officiel sur le passé car « *There is still no national narrative defining what happened between 1973 and 1990 as in its totally illegitimate (rather than, as many on the right now seem to believe, 'flawed but on the whole necessary'* ¹⁸² ». Enfin, la mort du dictateur le 11 novembre 2006, date ironiquement consacrée journée des droits de la

¹⁷⁸ Patricia Politzer, *Op. Cit.*

¹⁷⁹ Alexander Wilde, *Op. Cit.*, p.490.

¹⁸⁰ Roberto Garretón, « Londres 1998 : hitos, causas y consecuencias », présenté dans le cadre de la conférence « El efecto Pinochet. A diez años de la detención de Pinochet en Londres », *Op. Cit.*

¹⁸¹ Chile et le Ministère des Biens nationaux. *Memoriales en Chile. Homenaje a las víctimas de violaciones a los derechos humanos*. Chili : Ocho Libros Editores, 2007, p.12.

¹⁸² Cath Collins (2008), *Op. Cit.*, p.21.

personne, vient réveiller le débat. Bien qu'il n'eût pas droit aux funérailles nationales, l'École militaire fut envahie par ses partisans, venus avec drapeaux et portraits pleurer la mort de leur général. Et le centre-ville de Santiago a été le théâtre de célébrations de joie. Malgré ces deux événements antagonistes, aucun affrontement n'a eu lieu : « One striking aspect was that neither of the respective groups, celebrants and mourners, felt an impulse or apparent desire to directly confront the other ¹⁸³».

Si ces grandes conjonctures historiques secouent l'état d'amnésie dans lequel s'est longtemps trouvé le Chili, notons que ce n'est qu'une partie de la population qui se sent appelée à participer à la « mémorialisation » du passé. Pour la grande majorité chilienne, la mémoire historique n'a plus beaucoup d'importance aujourd'hui : « [...] for most people it comes and goes with the headline ¹⁸⁴». La génération témoin de la dictature tendant de nos jours à se détacher de cette lutte, la deuxième génération ne peut qu'emboîter le pas. Invité à nous expliquer l'histoire chilienne de 1970 à aujourd'hui, un seul participant a mentionné les deux commissions de vérité, l'arrestation de Pinochet et la mort de celui-ci. Inutile de mentionner qu'il s'agit de Gerardo. Les événements-clé, moteurs de réaction et de souvenir, ne semblent pas avoir affecté les jeunes de quelque manière que ce soit, puisque aucun des neufs autres personnes interviewées n'en ont fait mention.

Il convient alors de se demander si la politique de réconciliation nationale accomplit son mandat. Ce dernier voulait permettre une coexistence pacifique via l'oubli du passé. Les lieux de mémoire, implantés par la droite ou par la gauche, ont-ils réussi à maintenir le passé dans le présent ou ont-ils échoué malgré leur présence? Nos informateurs se sont penchés sur la question de la possibilité d'une réconciliation nationale au-delà de la grande division entre pinochétistes et anti-pinochétistes.

2.2 Réconciliation parmi l'indifférence?

Au Chili, le terme « réconciliation » est très controversé : la gauche et les

¹⁸³ *Ibid.*, p.24.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p.6.

activistes qui militent pour les droits de la personne demeurent sceptiques face à la représentation d'un tel choix de mot. Depuis quelques années, les politiciens ont même remplacé ce terme dans leur vocabulaire par ceux « d'unité » ou de « re-rencontre » afin de favoriser le consensus. En fait, le mot « réconciliation » fut banni de tout discours officiel : « From 2003 the phrase 'truth, justice and reconciliation' began to be replaced by 'truth, justice and reparations' in official discourse ¹⁸⁵ ». Une étude réalisée en 2003, une des années-clé de la réémergence de la mémoire dans l'agenda national, démontre que plus de 87 % de la population soutient que la réconciliation n'a pas eu lieu au Chili, alors que 62 % croit qu'elle est toujours possible¹⁸⁶. Malgré un fort sentiment optimiste quant à la possibilité de la réconciliation entre les Chiliens, plus de 72 % en 2006 affirment que l'atomisation de la société, qui a donné lieu au coup d'État de 1973 et à la dictature, existe toujours¹⁸⁷. Nos informateurs semblent davantage confiants que les personnes sondées.

En effet, 90 % des personnes interrogées croient qu'une réconciliation est possible pour la société chilienne. « *Obvio ya se está dando, sobre todo en las generaciones nuevas que en verdad no les interesa* ¹⁸⁸ ». Si la grande majorité semble positive à l'idée de voir la division se dissiper, tous mettent quelques bémols à leur conclusion. La plupart insiste sur la nécessité de la succession des générations : « *Por supuesto. A medida que pasen las generaciones, la misma historia irá determinando lo que pasó hasta un punto en que el Golpe será un capítulo oscuro en la historia nacional* ¹⁸⁹ ». Certains avancent qu'une des conditions à la réalisation de la réconciliation se trouve dans le délaissement de l'identification aux présidents Allende et Pinochet par les politiciens d'aujourd'hui. De plus, le tiers de nos informateurs optimistes, dont Gerardo, précisent que le Chili ne peut arriver à cet état de rapprochement sans la justice,

¹⁸⁵ *Ibid.*, p.4.

¹⁸⁶ La droite tend à être plus optimiste sur le sujet que la gauche. Voir *Ibid.*, p.14.

¹⁸⁷ *Idem.*

¹⁸⁸ « Évidemment. Elle a déjà commencé, particulièrement avec les nouvelles générations qui en vérité ne s'intéressent pas à ce sujet ». Entretien réalisé avec Ileana à Santiago de Chile, septembre 2008.

¹⁸⁹ « Bien sûr. Avec la succession des générations, l'histoire déterminera ce qui s'est passé jusqu'à ce que le coup d'état ne soit qu'un chapitre obscur de l'histoire nationale ». Entretien réalisé avec Mauricio à Santiago de Chile, septembre 2008.

la vérité, la mémoire et la réparation. « *Siempre creo que es posible encontrar caminos de acuerdo y de avanzar hacia el futuro, pero desde mi perspectiva este es posible solo si hay verdad, justicia, memoria, reparación y castigo a los culpables. Sin esas condiciones la reconciliación no es posible* ¹⁹⁰ ». Notons que notre plus jeune informateur, Antonio, âgé de 23 ans, soutient qu'il faut inclure dans le programme d'enseignement de l'histoire le passé récent national, puisqu'il affirme qu'on ne lui a jamais parlé politique à l'école. Fait intéressant, Carlos prétend que les Chiliens ne gagnent rien à continuer à défendre leur position politique ou à défendre celle de leur famille. La clé de la réconciliation et de la fin des obstinations se trouve selon lui chez la troisième génération : « *El pasado es irremediable pero el futuro debe ser construido con el aporte de todos. Creo que entre los jóvenes se aprecia con mayor claridad esta prioridad* ¹⁹¹ ». Enfin, seul Mario maintient que la réconciliation relève de l'impossibilité : « *No. Hay cosas que no tienen perdón* ¹⁹² ».

La transition démocratique étant le fruit de négociations serrées, les espaces commémoratifs se veulent ouverts aux deux versions historiques. Difficile alors d'arriver à la réconciliation lorsque la mémoire matérielle concrétise les représentations divisées sur le passé. « [...] the main danger is that once political alternation happens, an alternative, more vigorous and quite different reading of the recent past will be installed ¹⁹³ ». Cette escalade des symboliques luttant pour l'implantation d'un seul discours peut être exemplifiée notamment par les noms de rue qui célèbrent le coup d'État (Avenue du 11 septembre) et ceux qui contrebalancent cette mémoire (Gladys Marin, qui fut entre autres présidente du Parti communiste)¹⁹⁴. Initiatives de la génération témoin de la dictature, les lieux de mémoire semblent être fort méconnus de la deuxième

¹⁹⁰ « Je pense toujours qu'il est nous est possible de trouver des chemins d'entente et d'avancer vers le futur, mais de mon point de vue, cela n'est possible que s'il y a vérité, justice, mémoire, réparation y punition pour les coupables. Sans ces conditions, la réconciliation est impossible ». Entretien réalisé avec Gerardo à Santiago de Chile, septembre 2008.

¹⁹¹ « Le passé est irrémédiable mais le futur doit être construit avec l'apport de tous. Je pense que cette priorité sera davantage claire pour les jeunes ». Entretien réalisé avec Carlos à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁹² « Non. Il y a des choses qui ne se pardonnent pas ». Entretien réalisé avec Mario à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁹³ Cath Collins (2008), *Op. Cit.*, p.21.

¹⁹⁴ Voir *Ibid.*, p.16.

génération. Les monuments ou les endroits commémoratifs servent à honorer les victimes et remplissent également une fonction de trace, qui maintient le souvenir du passé dans le quotidien. Si certains accomplissent leur rôle, d'autres demeurent inconnus, difficilement accessibles, ou encore se fondent dans le décor national et passent inaperçus. En effet, la grande majorité de nos participants ne connaît pas ou très peu de lieux de mémoire.

Le stade national et la Moneda sont les sites historiques les plus connus de nos informateurs, bien que certains prétendent qu'ils n'y sont jamais allés. Une faible minorité est familière avec le Mur des disparus au Cimetière Général et avec le Parc de la Paix de la Villa Grimaldi. Carlos fait mention du bâtiment Diego Portales, ancien siège du gouvernement militaire, et Antonio nomme le monument pour Pinochet à Bucalemu. De façon générale, les centaines de lieux de mémoire du Chili passent inaperçus aux yeux de la deuxième génération. Si la plupart de ceux qui sont allés visiter des sites commémoratifs ont ressenti de la rage contre la dictature, de l'angoisse, des frissons, de l'impuissance et de la tristesse, certains, comme Carlos, soutiennent avoir été laissés de glace par une telle visite : « *No sentí nada especial en esos espacios* ¹⁹⁵ ». Hazael prétend même qu'il s'est senti dans un musée. Quant à la fonction de ces lieux, la majorité soutient qu'elle est de commémorer, bloquer l'oubli et permettre l'apprentissage du passé en vue de ne jamais laisser une telle histoire se reproduire : « *Me imagino mantener viva la historia...un país no avanza olvidando, sino que reconociendo lo bueno y lo mal del pasado. Mostrando los terribles errores que alguna vez se cometieron, para que no vuelvan a ocurrir* ¹⁹⁶ ».

Si les lieux de mémoire semblent largement méconnus de la deuxième génération et si certaines personnes n'ont rien ressenti de spécial en les visitant, nous pouvons donc conclure que ces sites commémoratifs sont beaucoup plus significatifs pour la génération

¹⁹⁵ « Je n'ai rien ressenti de spécial en marchant dans ces endroits ». Entretien réalisé avec Carlos à Santiago de Chile, octobre 2008.

¹⁹⁶ « J'imagine que c'est pour maintenir l'histoire en vie...un pays ne peut avancer en oubliant, mais plutôt en se rappelant le bien et le mal du passé. En montrant les terribles erreurs qu'on commit une fois, pour que plus jamais cela ne se reproduise ». Entretien réalisé avec Luis à Santiago de Chile, octobre 2008.

témoin de la dictature et pour les familles des victimes. Le lien qui unit passé et présent à travers ces lieux ne serait visible que pour des cercles très restreints de groupes sociaux. Luttant contre l'indifférence, ces groupes militent à plusieurs niveaux pour l'établissement de leur version du passé récent. Ils se font agents de l'histoire.

III. L'agency pour la mémoire

L'*agency*, telle que définie précédemment, traduit une volonté de changement, d'action, qui fait de la personne un agent de l'histoire, à travers les gestes ou interventions posés dans la sphère publique¹⁹⁷. Elle se réalise sur plusieurs niveaux, échelonnant la portée de l'action. Par exemple, le groupe de musique chilien *Inti-Ilumani*, de gauche et véhiculant la chanson contestataire, fait preuve d'*agency* en chantant leurs textes engagés, tout comme Michelle Bachelet le fait en assurant la présidence. Il n'est donc pas nécessaire d'être rattaché à une organisation politique pour participer à la lutte pour la mémoire. Cela dit, il existe des groupes radicaux composés de jeunes de la deuxième génération qui posent des actions dans la société, gestes qui correspondent aux nœuds de mémoire, qui viennent réveiller et secouer le pays engourdi.

3.1 Chez la gauche : Hijos Chile et Funa

Hijos signifie « fils ». Ce groupe est une organisation qui réunit les enfants d'ex-prisonniers politiques morts ou disparus, victimes de la dictature militaire¹⁹⁸. *Hijos* révèle une profonde détermination à poursuivre la lutte entamée par d'autres organisations avant eux (par exemple le Regroupement de familles des détenus-disparus) lutte qui dénonce l'impunité et l'injustice. Ils se joignent ainsi, à travers plusieurs types d'actions, au mouvement s'opposant à la politique de réconciliation nationale via l'oubli. Ils somment l'État de garantir, selon une obligation éthique et politique, la vérité, la justice et la réparation d'après les normes basiques du droit international. Ils se considèrent comme des gardiens de la mémoire, se basant sur leurs expériences pour apprendre aux nouvelles générations leur version du passé pinochétiste. Ils représentent le concept d'« embodied

¹⁹⁷ Steve J. Stern (2001), *Op. Cit.*, p.35-36.

¹⁹⁸ Adriana Espinoza Soto, *Op.Cit.*, p.3.

memory », utilisant leur corps comme lieu de mémoire et de résistance¹⁹⁹.

Tel que mentionné précédemment, parmi les personnes interrogées se trouvent Gerardo, militant au sein du groupe Hijos. Celui-ci soutient que le passé récent chilien transcende les barrières générationnelles et que Hijos est pour lui réparateur et moteur d'actions contribuant à la non-répétition de cette histoire. « *Me identifico con otros hijos, con lo que se piensa sobre el presente. Contribuimos a que esta historia no se repita y tensamos a la democracia* ²⁰⁰ ». Malgré le fait qu'il y ait encore aujourd'hui loi d'impunité, loi d'amnistie, loi de silence, ils ne veulent ni pardonner ni oublier. Même s'ils sont constamment confrontés à l'opposition ou à l'indifférence de la société chilienne, Hijos continue de poser des actions dans la sphère publique. En voici un exemple.

Tel que mentionné précédemment, la première commission de vérité s'avère incomplète, car elle laisse de côté les centaines de milliers de torturés toujours en vie et les prisonniers politiques. Il faut donc attendre la Commission nationale sur l'emprisonnement et la torture de 2004 pour donner une voix aux survivants. Le rapport Valech ne donne lieu à aucune justice (bien que les tortionnaires aient été identifiés), à aucune réparation symbolique et, de par ce fait, réaffirme la notion stipulant que même sous le gouvernement dit démocratique de la Concertation (alors dirigé par Ricardo Froilán Lagos Escobar), les victimes et leurs proches ne sont pas considérés comme étant des citoyens méritant dignité et respect de leurs droits fondamentaux. De plus, Lagos affirme en 2003 le désir de troquer la justice contre la vérité, en voulant sceller un pacte : impunité contre témoignage. C'est alors que Hijos se prononce contre cette mention, via une grève de la faim qui a fait écho dans la société chilienne. Cette grève porte le nom de Luciano Carrasco, un ex-membre de Hijos qui s'est suicidé en 2002. Hijos, qui considère la mort de cet homme comme le résultat direct d'une vie tragique suite au meurtre de son père durant la dictature militaire (le journaliste José Carrasco Tapia) reprend le nom hautement symbolique de Luciano Carrasco pour la diffusion de son action. La grève de

¹⁹⁹ *Ibid.*, p.128.

²⁰⁰ « Je m'identifie aux autres fils, avec ce que l'on pense du présent. Nous contribuons à ce que cette histoire ne se répète pas y nous tendons vers la démocratie ». Entretien réalisé avec Gerardo à Santiago de Chile, octobre 2008.

la faim menée par trois membres de Hijos (Pablo Villagra, Alberto Rodríguez et Fahra Nehgme) dura plus de vingt jours. Plusieurs mouvements et groupes appuyèrent cette action et se joignirent aux autres activités organisées par quinze autres membres de Hijos (dont Gerardo), nommons des marches s'arrêtant devant divers anciens centres de détention, des *tomas culturales* marquées par la lecture de poésie, par des chansons et des conférences de presse, des pétitions, des manifestations, des envois de cartes aux forces armées (les traitant d'assassins ou de complices, etc.), etc.²⁰¹.

Cette grève eut un impact à moyen terme : si elle réussit à engendrer un grand mouvement de solidarité national et international contre l'impunité, elle a également su réanimer le travail pour les droits de l'homme au sein d'organisations de grande et de petite envergure. La grève a même fait son chemin jusqu'aux canaux de télévision principaux et jusqu'aux grands quotidiens. Enfin, Hijos a su repositionner le débat sur l'amnistie, l'impunité, le silence, la mémoire, etc., au cœur des enjeux de société et a réaffirmé sa position catégorique qui écarte le dialogue avec le gouvernement tant que les conditions réclamées ne seront pas remplies²⁰². Un autre groupe radical qui refuse toute collaboration avec l'État est la Funa.

La Funa est née lors de la détention de Pinochet à Londres en 1998 et se définit comme étant une réponse nécessaire face à l'impunité. Les actions qu'elle pose sont d'ordre de justice sociale, découvrant, démasquant et pointant du doigt un individu ayant participé à la violation des droits de l'homme sous le gouvernement militaire et vivant dans l'impunité aujourd'hui. « This group raises questions about the conventional focus on 'absent' -dead or disappeared- victims, considering it more important to turn the memorial gaze through 180 degrees from victim to perpetrator²⁰³ ». Luttant contre l'oubli, l'impunité et l'indifférence sociale, la Funa cherche à instaurer une justice au-delà des tribunaux dysfonctionnels et désire récupérer la mémoire historique qui sinon, reste enseignée sous une version autre par des organes gouvernementaux (à l'école, par

²⁰¹ *Ibid.*, p.159-166.

²⁰² Entretien réalisé avec Gerardo à Santiago en octobre 2008.

²⁰³ Cath Collins (2008), *Op. Cit.*, p.15.

exemple).

Avant de poser une action, les membres organisateurs de la Funa s'assurent des fondements de leur cas en menant une étude en profondeur. D'abord, les membres de la Funa cherchent quelqu'un à démasquer. Julio, membre de la Funa, se souvient s'être interrogé au début sur la façon via laquelle ils allaient localiser géographiquement les personnes ayant violé les droits humains. Ils ont commencé à chercher dans l'annuaire téléphonique et sur internet et se sont rendu compte que ces personnes vivent tellement en sécurité dans leur impunité qu'ils sont là, parmi les noms du bottin et sur internet. Ayant repéré le *funao*, soit la personne qui sera démasquée par la Funa, le groupe divulgue son plan quelques heures avant l'action, pour empêcher la présence de la police et surtout, pour ne pas avertir le *funao* de son sort²⁰⁴.

L'action en tant que telle consiste à afficher la photo avec descriptif du crime sur la maison du *funao*, ou sur les murs du bâtiment où il travaille, et sur le chemin qui mène la Funa jusqu'à lui. Graffitis, chants, confrontation parfois, lecture des accusations et alerte aux voisins s'ensuivent. Une Funa débute d'ailleurs avec les mots suivants : « Alerte, alerte, alerte voisins! À côté de votre maison vit un assassin! ». Cet acte de réparation porte fruit, car on dénote des cas où les voisins amassent des signatures et pour forcer le *funao* à déménager, on cesse de le saluer, on refuse de lui vendre du pain ou le journal, etc. Il y a donc une réaction de la part de la société, ce qui brise le cycle de l'indifférence ou de l'amnésie sociale²⁰⁵.

Leur action la plus célèbre fut sans doute la Funa à l'assassin de Víctor Jara, chanteur-poète populaire, torturé et tué en 1973, probablement par la main d'Edward Dimter Bianchi. Monsieur Bianchi a été surpris par la Funa en 2006, dans son bureau du Ministère du Travail au centre-ville de Santiago. Quinze *funados* ont réussi à se rendre jusqu'à son bureau, parmi eux se trouvait Amanda Jara, fille du chanteur. En septembre

²⁰⁴ Funa Chile. *La Funa de Víctor Jara*, [En ligne], <http://comitechilamlatine.free.fr/spip.php?article5> (Page consulté le 2 mars 2009).

²⁰⁵ *Idem*.

2008, la Cour d'appel de Santiago a ordonné l'ouverture d'un dossier visant à l'identification de l'assassin de Víctor Jara et à la comparution d'Edward Dimter Bianchi pour homicide, en tant que principal accusé²⁰⁶.

Hijos et la Funa sont donc des groupes qui contournent les instances gouvernementales pour trouver réparation. Tous deux correspondent à la mémoire emblématique de persécution et éveil, puisque la dictature est pour eux synonyme de rupture, de trauma, ce qui les incite à s'organiser dans la sphère publique pour donner corps à leur opposition. Si les rues sont davantage occupées par les groupes militants de la gauche, la droite pose elle aussi des actions pour défendre l'héritage de Pinochet, mais à partir d'un médium plus institutionnalisé.

3.2 Chez la droite : Juventud UDI et Juventud Renovación Nacional

Tout comme la Concertation regroupe plusieurs partis sous son aile, l'opposition fait de même, tentant de maximiser l'étendue de son pouvoir dans le Congrès. La droite politique, soit l'Alliance pour le Chili, est constituée de l'Union Démocrate Indépendante et du Renouveau National. « En coulisse, [cette opposition] opère le pouvoir institutionnalisé des militaires, des groupes économiques et des partisans de l'ancien dictateur décédé en 2006²⁰⁷ ». C'est le 24 septembre 1983 que Jaime Guzmán, leader du mouvement « gremialiste » étudiant et « apolitique » de droite²⁰⁸, et sa bande fondent l'Union Démocrate Indépendante, qui prolonge le ton politique donné par le gouvernement dictatorial. En 1987, Guzmán annonce la fusion de l'Union Démocrate Indépendante avec un nouveau parti : le Renouveau National²⁰⁹. Ces partis de droite nous intéressent dans la mesure où ils possèdent des extensions verticales qui non seulement recrutent les jeunes, mais forment des entités politiques dirigées par et pour cette génération : *Juventud Unión Demócrata Independiente* et *Juventud Renovación*

²⁰⁶ Funa Chile, *Funa al asesinato de Víctor Jara*, [dvd], Chili : Comisión Funa, 2006, 30 mn.

²⁰⁷ Marcelo Solerviciens, « Perte de légitimité de la gauche au Chili », *Alternatives*, 15:4 (décembre 2008), p.219.

²⁰⁸ Rodrigo Contreras Osorio, *Op. Cit.*, p.152-153.

²⁰⁹ UDI popular. *Nace una nueva alternativa política*, [En ligne], <http://www.udi.cl/biblioteca/> (Page consultée le 26 août 2009).

*Nacional*²¹⁰. Avant de passer à l'analyse de ces sous-partis, il convient d'établir leurs idéologies respectives, afin de démontrer le bagage théorique qui anime l'*agency* pour la mémoire par les jeunes de droite.

L'Union Démocrate Indépendante s'affiche en faveur d'une économie libérale, dans laquelle l'État n'intervient que minimalement. Contre l'avortement, le mariage gai et l'usage de la contraception, ce parti de droite est fondamentalement conservateur. Lorsque Guzmán est assassiné en 1991, le discours se détache de son fondateur et met de l'avant une idéologie populaire d'inspiration chrétienne, préconisant la liberté. Cette surprenante image du parti, qui concrétise la théorie en allant travailler dans les bidonvilles et les quartiers moins bien nantis, trouve son explication dans la course à l'adhésion du peuple, normalement interpellé par la gauche²¹¹. Farouche défenseur de l'héritage de Pinochet, l'Union Démocrate Indépendante exclut de son discours les idées de démocratisation et de participation. En effet, lorsque Guzmán prétendait « [qu'] il n'y a pas de liberté politique sans liberté économique »²¹², il justifiait ainsi l'appui de son parti à la dictature.

Si l'Union Démocrate Indépendante a voulu véhiculer une nouvelle image suite au retour de la démocratie et à la mort de son fondateur, celle-ci se retrouve au cœur du site internet promotionnel de la *Juventud UDI*²¹³. En effet, quelques paragraphes cherchant à séduire de nouveaux membres déclament leur amour du Chili et insistent sur la nécessité d'enrayer la pauvreté : « *Queremos lograr que la palabra pobreza sea algo del siglo pasado* »²¹⁴. Ce parti, dirigé par un président, un secrétaire général, ainsi que huit vice-présidents, est composé de jeunes dont l'âge moyen est de vingt-sept ans. Une de leurs dernières batailles visait la participation juvénile aux élections et plus généralement, à la vie politique. Car si une bonne proportion de l'électorat chilien n'est pas inscrite sur les listes électorales, par exemple les membres du groupe Hijos Chile, l'optique visée est

²¹⁰ « Union Démocrate Indépendante Jeunesse et le Renouveau National Jeunesse ».

²¹¹ Voir Rodrigo Contreras Osorio, *Op. Cit.*, p.273.

²¹² *Ibid.*, p.274.

²¹³ Juventud UDI. *Juventud UDI 2009*, [En ligne], www.udi.cl/juventud/ (Page consultée le 22 mai 2009).

²¹⁴ « Nous voulons réussir à ce que le mot pauvreté soit quelque chose du siècle passé ». *Idem*.

celle du boycott. Ce geste de protestation découle de la non-application d'une justice, de la recherche de vérité et de la réparation par les gouvernements élus depuis la fin de la dictature²¹⁵. *Juventud UDI* cherche donc à charmer les jeunes désenchantés qui ont renoncé à la participation citoyenne selon leur slogan *No más Concertación*²¹⁶ : « *Hoy se habla mucho que hay entre 3 y 4 millones de chilenos que no están inscritos en los registros electorales y que reflejan el descontento que hay hacia la política* »²¹⁷.

L'Union Démocrate Indépendante Jeunesse pose également des actions de concert avec le Renouveau National Jeunesse; par exemple, les deux partis organisèrent une manifestation le 15 janvier dernier devant l'ambassade du Venezuela, en guise de protestation contre la réélection potentiellement éternelle d'Hugo Chávez à la présidence. Ils lui envoyèrent même une lettre ouverte afin de verbaliser officiellement leur opposition. Le mois suivant, c'est Raúl Castro qui reçut une lettre des deux partis jeunesse, lettre exprimant un profond mécontentement vis-à-vis de la dictature cubaine et de ses effets²¹⁸. Sur leur site, les membres de *Juventud Renovación Nacional* affichent quelques photos qui s'appliquent à démontrer la violence qui bat son plein dans les rues de Santiago, images qui introduisent leurs fondements idéologiques. Le titre se veut ironique : « Manifestation pacifique des professeurs à Santiago ». Nous pouvons y voir un militaire blessé par les manifestants qui saigne de la tête, des femmes enragées frappant un homme sans défense et des jeunes masqués qui lancent des projectiles. Ainsi, le parti utilise ces photos, qui se veulent accusatrices et dénonciatrices, afin d'appuyer leur ligne de pensée qui vante les mérites passés des Forces Armées :

« Renovación Nacional destaca el patriotismo y espíritu de servicio de las Fuerzas Armadas y Fuerzas de Orden, cuyo origen y gloriosas tradiciones, se identifican con el surgimiento y defensa de la chilenidad a través de toda su historia, incluida su acción libertadora del 11 de Septiembre de 1973, que salvó al país de la inminente amenaza de un totalitarismo irreversible y de la dominación extranjera, culminando así una valiente resistencia civil y

²¹⁵ Adriana Espinoza Soto, *Op. Cit.*, p.166.

²¹⁶ « Assez de Concertation ». Voir le site web de *Juventud UDI*, *Op. Cit.*, (Page consultée le 22 mai 2009).

²¹⁷ « Aujourd'hui on dit qu'il y a entre 3 et 4 millions de Chiliens qui ne sont pas inscrits sur les registres électoraux, ce qui témoigne du mécontentement des gens envers la politique. » *Idem*.

²¹⁸ Voir *Juventud Renovación Nacional*, *Juventud Renovación Nacional. Más jóvenes por Chile!*, [En ligne], <http://www.jrn.cl/> (Page consultée le 22 mai 2009).

*recogiendo un clamor popular abrumadoramente mayoritario*²¹⁹».

En plus d'appuyer les Forces Armées, le Renouveau National est en faveur de la démocratie, pour la liberté individuelle et contre la massification de la personne, pour la propriété privée comme base de l'économie, en faveur de la décentralisation de l'État et d'un rôle amoindri pour celui-ci, contre l'avortement et finalement, privilégie l'image de la femme comme mère, noyau de la famille et garante des valeurs morales à transmettre aux enfants²²⁰.

Ainsi, ces deux partis fondamentalement de droite comportent des sous-partis adressés aux jeunes et dirigés par ceux-ci qui, en tant que membres, s'engagent à défendre et à faire la promotion, dans la société, des principes hérités du gouvernement militaire de Pinochet. Puisque le trauma a eu lieu avant le coup d'État orchestré par les militaires et que ce dernier est perçu de façon très positive, les jeunes membres véhiculent donc la mémoire comme sauvetage national. La scène chilienne organisée en groupes, mouvements ou partis se trouve donc partagée par la deuxième génération qui est elle aussi divisée devant la question du passé récent. Bien que la transmission intergénérationnelle de la mémoire soit pauvre, quelques organisations demeurent ainsi le bastion gardé d'un certain discours.

Conclusion

Rappelons que notre étude de la transmission intergénérationnelle de la mémoire n'a pas la prétention de couvrir une théorie englobante et révélatrice de l'état d'une génération. Les conclusions que nous nous permettons de tirer se limitent à nos données, obtenues lors des entrevues, mais entrecourent les constats émis par Fanny Jedlicky et l'étude menée au sein de cinq universités chiliennes. De façon générale, les mémoires des

²¹⁹ « Le Renouveau National souligne le patriotisme et l'esprit de service des Forces Armées ainsi que des Forces de l'Ordre, dont l'origine et les traditions glorieuses s'identifient à l'émergence et à la défense de la « chilénitude » à travers toute son histoire, incluant son action libératrice du 11 septembre 1973, qui sauva le pays de la menace éminente du totalitarisme irréversible et de la domination étrangère, donnant ainsi lieu à une vaillante résistance civile et à une clameur populaire profondément majoritaire ». Voir *Renovación nacional, Para unir Chile : Renovación nacional*, [En ligne], www.rn.cl (Page consultée le 22 mai 2009).

²²⁰ Pour la liste complète des principes du Renouveau National, nous vous renvoyons à leur site web, *Idem*.

mémoires se trouvent dans un état fragmenté, qui permet des interprétations partielles, guidant nos informateurs vers une opinion défendue par rapport aux gouvernements d'Allende et de Pinochet. Si nous avons rattaché les participants aux mémoires emblématiques de Stern, notons que ces classifications ne sont pas hermétiques, puisque nous avons dénoté deux cas, soit ceux de Luis et de Quetzal, qui chevauchent ces cadres identificateurs. Fait plus intéressant encore, Carlos et Iker échappent à toute catégorisation, défendant une mémoire neutre au service d'une réconciliation nationale; ils possèdent ainsi une mémoire conciliante. Car si 90 % de nos informateurs sont optimistes sur cette question, la division semble tout de même se prolonger au-delà de la génération témoin de la dictature.

Bien que les lieux de mémoire, négociés entre les discours conflictuels, ne contribuent pas à la réconciliation, l'impact semble être moindre sur la deuxième génération, peu informée au sujet de la « mémorialisation » du passé récent. La majorité de nos informateurs maintient un regard tourné vers l'avenir, se sentant peu concernée par les débats de société liés à la dictature. Pourtant, des groupes composés de jeunes poursuivent la lutte pour l'établissement de leur mémoire, en faisant preuve d'*agency* dans la sphère publique. L'atomisation de la population refait donc sporadiquement surface, suite aux actions organisées par ces groupes particuliers. Il n'est par contre pas nécessaire d'être rattaché à une organisation politique pour prendre part à la lutte pour la mémoire : Quetzal a orienté son choix de travail vers des objectifs en lien avec l'histoire de sa famille, afin de servir cette cause.

Cette brève analyse des entrevues réalisées à Santiago nous offre un portrait non fixe de la transmission intergénérationnelle de la mémoire. En effet, nombreux sont les facteurs qui influencent sur les perceptions, les interprétations, les connaissances, ce qui mène indéniablement à la transformation des données. Le tableau monté à partir de nos dix entretiens est-il particulier au Chili ou se retrouve-t-il également chez la génération postmémoire chilienne du Québec? Nous tenterons donc de dégager l'état de la mémoire de la deuxième génération vivant à Montréal, sur une base élargie de dix-huit entrevues.

Chapitre III

La génération « postmémoire » chilienne au Québec

Introduction

La matérialisation de la mémoire n'est pas un enjeu exclusif du Chili, puisque de nombreux Chiliens s'activent présentement ici, à Montréal, à faire revivre Allende. En effet, la Fondation Salvador Allende Montréal a procédé à une collecte de fonds pour la réalisation d'un monument à la mémoire de l'ex-président socialiste. Cet objet commémoratif, dont l'inauguration a eu lieu le 11 septembre 2009, réside dans les jardins de Floralties du Parc Jean-Drapeau. C'est Michel Broin, un artiste québécois en arts visuels, qui signe l'œuvre de nature sculpturale. Symbole des idéaux de l'ex-président et de l'enracinement des exilés chiliens au Québec, la pièce d'art représente un arbre courbé en forme d'arc. « Ce monument se veut un hommage au Président Allende, qui est devenu une figure emblématique des peuples qui luttent pour la justice sociale et pour la défense des droits humains ²²¹».

Ce mouvement de récupération de la mémoire historique, principalement lancé et effectué à Montréal par la génération témoin de la dictature, s'effectue dans la mouvance des célébrations entourant le 100^e anniversaire de naissance de Salvador Allende. Car si

²²¹ Fondation Salvador Allende Montréal, *Michel de Broin remporte le concours d'art public à la mémoire de Salvador Allende*, 21 août 2009, [En ligne], <http://www.chilenos.qc.ca/Default.aspx?tabid=447&language=en-US> (Page consultée le 13 juillet 2009).

de nombreuses commémorations ont eu lieu au Chili, il en fut de même au Québec. Chaque 11 septembre, la communauté chilienne de Montréal, particulièrement celle issue d'une immigration politique, continue de rendre hommage à l'ex-président et témoigne cette année de sa mémoire tenace en érigeant une sculpture à son effigie. Si la deuxième génération semble moins intéressée à s'impliquer dans de telles commémorations, elle se montre tout de même intimement attachée à cette histoire qu'elle connaît profondément. Nous pouvons affirmer que la transmission intergénérationnelle de la mémoire du passé répressif est beaucoup plus forte à Montréal qu'à Santiago.

Nous avons récolté à Montréal plus de dix-huit témoignages de personnes de cette génération, afin d'analyser les connaissances qu'elles ont du passé récent chilien, leurs interprétations de celui-ci, ainsi que les vecteurs qui les ont mis en contact avec cette histoire. Afin de dresser un portrait de l'exil ou de l'immigration des familles de nos participants, nous avons cherché à connaître les raisons qui les ont poussés à quitter le Chili. Selon ces données, nous avons remarqué que les informateurs les plus âgés avaient participé à la lutte pour la chute de la dictature à partir de la société d'accueil et que, fait intéressant, plusieurs continuent aujourd'hui de se mobiliser pour la mémoire chilienne. Nous aborderons ces tendances et rattacherons les représentations qu'ont les participants du passé récent aux mémoires emblématiques de Stern.

I. Analyse des entrevues réalisées au Québec

Selon les participants interrogés, la division de la population chilienne par rapport au passé récent national se retrouve également à l'étranger, au sein de la diaspora. Nous avons pris soin d'élargir notre champ d'étude aux différentes cohortes d'immigration, afin d'établir les couleurs de la mémoire des mémoires, ainsi que la nature des vecteurs d'apprentissage. Les dix-huit entretiens ont été réalisés à Montréal à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009. Par respect pour les participants qui nous ont confié leur histoire d'un geste très généreux, nous avons préféré masquer leur identité en leur attribuant des pseudonymes. Voici un bref portrait des personnes interviewées.

- Ana, 31 ans, née à Winnipeg (Manitoba), elle a grandi à Montréal à partir de l'âge de cinq ans, pour ensuite vivre brièvement à New York et à Paris, et enfin retourner au Chili à l'âge de 8 ans. Elle est revenue seule à Montréal à l'âge de 21 ans et est maintenant éducatrice en petite enfance.
- Crissel, 32 ans, née à Angol (Chili), arrivée à l'âge de 2 ans à Montréal avec ses parents, étudiante au baccalauréat en psycholinguistique.
- Daniela, 38 ans, née à Santiago (Chili), arrivée à Montréal à l'âge de 9 ans avec sa famille, présentement en recherche d'emploi.
- David, 44 ans, né à Santiago (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 10 ans avec ses parents, conseiller pédagogique et coordinateur du programme de médias interactifs à l'Institut national de l'image et du son.
- Diego, 40 ans, né à Santiago (Chili), arrivé seul à Montréal à l'âge de 16 ans. Ses parents l'ont rejoint un an plus tard. Il est programmeur.
- Eduardo, 32 ans, né à Santiago (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 6 mois avec son père, il est présentement en recherche d'emploi.
- Ema, 27 ans, née à Montréal, candidate à la maîtrise en urbanisme.
- Emilio, 26 ans, né à Viña del Mar (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 4 ans avec sa famille. Emilio est le frère de Lilia et est professeur de français au cégep Lionel-Groulx.
- Enrique, 33 ans, né à Santiago (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 12 ans avec sa famille. Enrique est le frère de Joel et est consultant en informatique.
- Jerico, 39 ans, né à Santiago (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 5 ans avec ses parents, directeur et commissaire pour l'exportation pour la région des Laurentides chez Laurentides International.
- Joel, 27 ans, né à Santiago (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 4 ans avec sa famille, frère d'Enrique, soudeur.
- Lilia, 28 ans, née à Viña del Mar (Chili), arrivée à Montréal à l'âge de 7 ans avec sa famille, soeur d'Emilio, professeur de sociologie au cégep.
- Martha, 29 ans, née à Montréal, éducatrice en travail social.
- Mayra, 28 ans, née à Santiago (Chili), arrivée à Montréal à l'âge de 7 ans avec ses parents, psycho-éducatrice auprès des enfants abusés sexuellement.
- Roberto, 27 ans, né en Suède, arrivé seul à Montréal à l'âge de 24 ans, candidat au doctorat en physique.
- Rodrigo, 24 ans, né à Santiago (Chili), arrivé à Montréal à l'âge de 6 ans avec ses parents, il travaille au consulat du Venezuela à Montréal.
- Santiago, 41 ans, né à Santiago (Chili), arrivé en Saskatchewan à l'âge de 10 ans avec sa famille. Depuis, ils ont séjourné au Québec en 1978, puis dans l'ouest canadien en 1982, à Montréal en 1985, au Manitoba en 1987. Ils ont effectué un retour au Chili en 1991, retour qui se voulait définitif mais qui n'a duré que trois mois, pour ensuite retourner à Winnipeg (Manitoba) et s'établir pour de bon à St-Hubert au Québec en 1993. Il est agent de bureau pour le gouvernement du Québec.
- Yenisa, 25 ans, née à Santiago, arrivée à Montréal à l'âge de 19 ans pour rejoindre son père et compléter un baccalauréat en géographie environnementale.

1.1 Profils et perceptions des personnages-clés

Nous avons donc interviewé dix hommes et huit femmes, âgés entre 24 et 44 ans, dont la majorité se situe au début de la trentaine. Si la grande majorité d'entre eux a migré au Québec en bas âge, c'est-à-dire entre deux et douze ans, deux personnes sont arrivées au début de l'âge adulte pour des fins d'études, soit Roberto et Yenisa, et un individu a immigré seul à l'âge de 16 ans comme réfugié politique, soit Diego. Car si tous nos informateurs ont émigré avec leur famille nucléaire, Diego a quitté le Chili sans elle, dans le but la faire venir plus tard à Montréal. Un peu moins du tiers de nos participants n'a pas eu de contact direct avec la dictature, c'est-à-dire que la décision de leur famille de venir au Québec ne fut pas motivée par la répression du gouvernement militaire. Nous aborderons dans la seconde section de ce présent chapitre les différentes raisons qui ont poussé au départ.

Parmi les dix-huit participants, seul David n'a jamais remis les pieds au Chili et exprime une profonde obstination à ne jamais y retourner. Il garde un souvenir bien amer de ce pays, colère due à l'histoire subie par sa famille et par les nombreux héritages de la dictature qui marquent toujours la société chilienne. Tous les autres y sont allés minimalement une fois. Pour la grande majorité, le retour au Chili combine la visite familiale et les vacances. Ema, née à Montréal, est allée pour la première fois au pays de son père en 2006 dans le but d'essayer de comprendre ce qui s'était passé et de faire la paix avec cette histoire : « J'ai commencé à sentir que je voulais des enfants bientôt et je ne voulais pas transmettre à mon enfant toute la charge émotionnelle du deuil de la dictature et de toutes les souffrances qui ont été vécues ²²² ». Michelle Bachelet, lors de son passage à Montréal, a formulé l'idée d'accorder le droit de vote aux Chiliens vivant à l'extérieur du Chili. Interrogés à l'idée de voter lors des élections chiliennes, un peu plus de la moitié des participants se dit prête à user de son droit de vote, certains avouant qu'ils devraient s'informer davantage avant de prendre parti. Ceux qui renonceraient à ce droit soutiennent qu'il serait absurde de participer aux élections sans vivre la conséquence de ce vote : « Les gens qui n'habitent pas dans le pays ne peuvent pas décider du sort de

²²² Entretien réalisé avec Ema le 27 novembre 2008 à Montréal.

ceux qui habitent dans le pays en question. Ça ne tient pas la route ²²³». Si la plupart des personnes interrogées affirment qu'ils ne sont pas à l'affût de l'actualité chilienne, que savent-ils du passé récent? Nous avons ici aussi cherché à savoir quelle est leur perception des deux personnages clés antagonistes, Augusto Pinochet et Salvador Allende.

Onze personnes sur dix-huit perçoivent Pinochet de manière strictement négative. Représentant de la répression et de l'inégalité caractéristique de l'Amérique latine selon le dicton « *Cualquier sea el precio aunque el pueblo sufra* »²²⁴, il est également qualifié de dictateur, de militaire, de voleur, de traître, d'opportuniste, de criminel. Personnage gênant dans l'histoire du Chili par ses actions et par son héritage, il est d'autant plus largement perçu comme un être rustre dans sa façon d'être et de parler : un cancre. Directement responsable de la dictature et de la souffrance corollaire de la répression, Pinochet est aussi blâmé pour les séquelles qui ont marqué au fer rouge une partie de la deuxième génération : « Il a réussi à faire en sorte que j'ai eu peur en tant qu'enfant et en tant qu'adolescente ²²⁵ ». Bien que six autres participants rattachent à Pinochet une image de cruauté et de pouvoir, ils considèrent également qu'il fut un pion, une marionnette : « Il n'avait qu'à dire oui ou non et s'il avait dit non, on aurait mis quelqu'un d'autre à sa place. C'était déjà organisé ²²⁶ ». Joel se démarque des autres par son attitude d'indifférence par rapport à ce personnage : « Même quand il est mort, ça ne m'a pas fait plus chaud ni froid. La vie a continué et ça va rester dans les écrits ce qu'il a fait. Personne ne va changer ça. Je ne me fâcherai pas pour ça ²²⁷ ». Joel affiche également une indifférence basée sur la distance face à d'Allende, n'ayant pas vu de ses yeux ce qu'il a fait de bien.

Parallèlement à cette optique, neuf participants ont une perception entièrement

²²³ Entretien réalisé avec Enrique le 20 novembre 2008 à Montréal.

²²⁴ « À tout prix, même si le peuple souffre ». Entretien réalisé avec Roberto le 15 novembre 2008 à Montréal.

²²⁵ Entretien réalisé avec Ana le 10 février 2009 à Montréal.

²²⁶ Entretien réalisé avec Martha le 19 janvier 2009 à Montréal.

²²⁷ Entretien réalisé avec Joel le 20 janvier 2009 à Montréal.

positive de Salvador Allende : modèle politique, espoir, grand démocrate, pacifiste, leader charismatique, humain, intellectuel, cohérent, conséquent, les adjectifs d'admiration ne manquent pas. Désabusée devant le Chili d'aujourd'hui, Ema s'exprime avec regret : « Le Chili a manqué sa chance ²²⁸ ». Huit autres personnes interrogées mettent un bémol à l'image bienveillante d'Allende. En effet, bien qu'il soit largement respecté pour son intégrité, on lui reproche beaucoup sa naïveté et son idéalisme caractéristique. Maladroit peut-être, guidé par de bonnes intentions sans aucun doute, Allende aurait dû, selon certains, délier quelque peu la rigueur dont il usait en démocratie : « Il aurait fallu qu'il soit un peu moins démocratique dans un certain sens ²²⁹ ». Enfin, Diego accuse Allende d'avoir posé les conditions propices au coup d'État : « La cause de 1973 est dans la politique et Allende n'a pas vu les choses venir. Il n'a pas été capable de prévoir et ça c'est sa faute à lui. Beaucoup de gens sont morts et disparus et il est en partie responsable ²³⁰ ». Malgré les reproches à l'endroit d'Allende, la vaste majorité des personnes interviewées se dit en faveur de la statue à son effigie à la sortie de la Moneda.

En effet, plus de seize des dix-huit personnes interrogées considèrent la statue légitime, méritée et utile à la « mémorialisation » du passé récent, puisqu'elle est susceptible de provoquer des questionnements quant à l'identité de ce personnage et à son rôle dans l'histoire nationale. Pour certains comme Emilio, ce monument se situe bien au-delà de la division sociétale : « Allende est une figure extrêmement forte qui a fait l'histoire du Chili, qu'on soit d'accord ou pas d'accord. Il y a eu un moment où c'était lui qui était au pouvoir et il y eut un mouvement de renversement ²³¹ ». Rodrigo et Yenisa s'opposent à cette statue. Rodrigo préfère que l'honneur rendu à la mémoire d'Allende passe par l'application de son idéologie : le don d'argent aux hôpitaux, une réforme du système d'éducation, un cessez-le-feu sur les Mapuches, etc.²³². Yenisa, quant à elle, ne comprend pas qu'on ait construit cet objet commémoratif :

²²⁸ Entretien réalisé avec Ema le 27 novembre 2008 à Montréal.

²²⁹ Entretien réalisé avec David le 27 novembre 2008 à Montréal.

²³⁰ Entretien réalisé avec Diego le 17 décembre 2008 à Montréal.

²³¹ Entretien réalisé avec Emilio le 26 novembre 2008 à Montréal.

²³² Entretien réalisé avec Rodrigo le 18 novembre 2008 à Montréal.

« Si tu penses, Allende n'a rien fait. Ce n'est pas un héros comme O'Higgins qui s'est battu pour l'indépendance du pays. Il a été au pouvoir deux ans (*sic*) et tout ce qu'il a réussi à faire c'est briser toutes les relations internationales et créer la famine. Si tu penses comme ça, le gars, il n'a rien fait. Il a juste fait un gros dégât. C'est un martyr, c'est juste ça. »²³³

Notons que Yenisa a grandi à Santiago et est arrivée à Montréal il y a six ans seulement, à l'âge de 19 ans. Elle précise qu'elle n'apprécierait pas non plus qu'on érige une statue en l'honneur de Pinochet : « Ni l'un, ni l'autre. On passe à autre chose »²³⁴.

La nature conflictuelle de ce monument ne semble pas surprendre nos informateurs, tous conscients de l'absence de consensus de la société chilienne par rapport à l'interprétation de l'histoire nationale récente. Les représentations différentes liées à des tendances politiques antagonistes expliquent de manière évidente les débats autour de la présence du monument en question. Cette idée est exprimée par Crissel :

« Au Chili, il y a une grande partie de la population qui est convaincue qu'il n'y a pas eu de dictature, qui est convaincue qu'on allait envoyer les petits enfants à Cuba se faire bouffer par Castro et qu'on allait les envoyer en Russie (*sic*) aussi. Ils sont convaincus qu'il n'y a jamais eu de torture, de persécutions. Il y a des gens qui pensent qu'Allende fut une honte pour la nation, qu'il a foutu le bordel, qu'à cause de lui les gens faisaient la queue pour avoir du pain, que c'était n'importe quoi, que c'étaient les Soviétiques. [...] Il y a beaucoup de passions par rapport à ça. J'en ai vu des gens qui ne croient pas à ça la dictature et je ne vais pas leur dire le contraire parce qu'ils vont me sauter dans la face. Ils sont agressifs et méchants »²³⁵.

Bien que certains aient vécu une partie de leur enfance sous la dictature, tous ont dû plus tard s'informer sur ce qui s'était déroulé au Chili. Si quelques-uns parlent de faits historiques, d'autres sont imprégnés de ce passé. Simples connaissances ou essence même de l'être, nous avons cherché à établir la nature de leurs représentations.

1.2 Connaissances et canaux d'apprentissage

La grande majorité connaît en profondeur l'histoire chilienne à partir de 1970

²³³ Entretien réalisé avec Yenisa le 25 janvier 2009 à Montréal.

²³⁴ Entretien réalisé avec Yenisa le 25 janvier 2009 à Montréal.

²³⁵ Entretien réalisé avec Crissel le 18 décembre 2008 à Montréal.

jusqu'à 1990. Le programme politique d'Allende fut même lu par quelques-uns des participants. Le contexte de la Guerre froide, l'interventionnisme américain, la violence de la dictature, les composantes de la transition et l'héritage de dix-sept années de gouvernement militaire sont mentionnés avec maîtrise par la plupart des personnes interrogées. Plus de sept informateurs soutiennent que la dictature est toujours en vigueur au Chili, puisque les structures politiques et économiques sont toujours les mêmes. Crissel va plus loin en insistant sur le caractère éternel et stagnant de la transition, ce qui empêche la coupure de se réaliser. Bien que la ligne événementielle soit bien définie, elle semble prendre fin en 1990, avec le retour à la démocratie. En effet, seulement le quart de nos informateurs mentionne l'arrestation de Pinochet à Londres et sa mort dans l'impunité. Notons que Joel, Emilio et Eduardo affirment ne pas connaître dans le détail le passé récent chilien et n'ont donc pas su répondre à cette question.

Quelques-uns de ceux qui sont nés au Chili ont souvenir de leur enfance sous la dictature. Invités à nous faire part de l'histoire nationale, certains ont choisi d'orienter leur réponse suivant l'angle de leur propre expérience. Selon la classe sociale à laquelle ils appartiennent, le quartier de Santiago où ils ont grandi et la position idéologique de leurs parents, les participants ont vécu différemment leur enfance. Enrique se souvient :

« À 12 ans, je ne réalisais pas qu'on vivait dans une dictature. Mes parents n'étaient pas politisés. C'est en arrivant [à Montréal] que je me rends compte de la réalité chilienne. Les gens étaient contre le Chili. On est arrivés ici en 87 et j'ai vu que Pinochet quittait le pouvoir et j'ai appris pourquoi. Par la suite, j'ai appris pourquoi et comment Pinochet avait pris le pouvoir ²³⁶».

S'il vécut relativement bien sous la dictature, d'autres comme Ana ont eu un contact beaucoup plus direct avec la répression militaire :

« Le pays paraissait normal : il y avait des voitures, des lumières, etc. Sauf qu'il y avait des heures et des moments où tu voyais l'autre réalité. Après le couvre-feu. Tu voyais des tanks dans la rue, tu entendais des avions dans le ciel, ils entraient chez toi pour fouiller partout. Et c'est là que tu te rappelais : ah oui c'est la guerre. On oublie par moments mais c'est la guerre ²³⁷».

²³⁶ Entretien réalisé avec Enrique le 20 novembre 2008 à Montréal.

²³⁷ Entretien réalisé avec Ana le 10 février 2009 à Montréal.

Diego, lui, se rappelle qu'il allait faire des spectacles de musique avec son groupe dans des bidonvilles de la capitale. Les paroles des chansons véhiculaient un message de gauche, ce pourquoi ces tournées nocturnes se faisaient sous le sceau de la clandestinité. Parfois invités à jouer dans des endroits reculés où les rues portaient les noms de Víctor Jara et de Violeta Parra, ils devaient prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas devenir la cible des militaires : « Souvent on jouait et une voiture, le moteur en marche, nous attendait au cas où les militaires débarqueraient et qu'on devrait partir rapidement ²³⁸». Ces trois exemples reflètent les souvenirs de ceux qui ont vécu une grande partie de leur enfance au Chili. Ceux qui ont quitté très jeunes ou encore ceux qui sont nés à l'extérieur du pays ont dû emprunter d'autres canaux pour apprendre l'histoire de leur famille, de leur pays.

Il existe plusieurs vecteurs d'information qui ont mis cette génération en contact avec le passé : les livres constituent le canal d'apprentissage principal des participants, puisque treize d'entre eux soutiennent avoir appris l'histoire chilienne à travers la lecture. Daniela se souvient que son père, lorsqu'elle était adolescente, lui avait demandé de retranscrire à la dactylo ses mémoires de la dictature. « C'était des pages et des pages et je me rappelle c'est moi qui ai tout retranscrit ça à la dactylo...c'était dur...tout ce qu'il ressentait, tout...il parle de ses amis qui sont disparus, qui ne sont jamais revenus. Toutes sortes de choses comme ça ²³⁹».

Les conversations avec les parents servent ensuite de source de connaissances pour la majorité de nos informateurs. Eduardo soutient avoir eu des conversations avec son père sur ce thème dès l'âge de six ans²⁴⁰. Lilia et son frère Emilio reçurent également très jeunes, dès l'âge de sept ou huit ans, les premiers enseignements sur le Chili de la bouche de leur père²⁴¹. Jerico lui nous confie qu'il fut lui aussi éduqué très jeune au sujet de la dictature car ses parents, croyant être de passage à Montréal, ont voulu préparer leur fils à l'éventualité d'un retour au Chili. La plupart des participants qui ont appris l'histoire

²³⁸ Entretien réalisé avec Diego le 17 décembre 2008 à Montréal.

²³⁹ Entretien réalisé avec Daniela le 21 mars 2009 à Longueuil.

²⁴⁰ Entretien réalisé avec Eduardo le 12 décembre à Montréal.

²⁴¹ Entretiens réalisés avec Lilia le 18 novembre 2008 et avec Emilio le 26 novembre 2008 à Montréal.

du Chili à travers des conversations à la maison soutiennent qu'ils ont ressenti un profond respect pour leurs parents. En plus d'être vivement touchés, ils avancent que leurs esprits curieux se sont éveillés grâce à ces échanges avec leurs parents.

Les films et documentaires viennent également informer à ce sujet, principalement les films de Patricio Henríquez, ceux de Patricio Guzmán, le documentaire *La Spirale*, ainsi que *La Cueca sola*²⁴². Nous reviendrons plus tard sur ces films. Un autre canal emprunté par un peu plus de la moitié des personnes interrogées est l'écoute active lors des réunions politiques, des débats ou des soirées d'information à la maison. Crissel se souvient avoir joué « aux réunions » avec les autres enfants pendant que leurs parents discutaient politique. « Même si mes parents ne m'ont pas assise pour me dire ce qu'il se passait, on [les jeunes] le savait parce qu'on écoutait. [...] Mes parents faisaient attention mais je sais que j'ai été conscientisée très jeune ²⁴³».

Près du quart des participants n'a pas eu à fouiller pour apprendre le passé récent : ils l'ont vécu soit au Chili, ou au Québec, avec leurs parents militants. Ana ne sait pas à quel âge elle a pris conscience de la situation, puisque pour elle, ce ne sont pas des connaissances apprises, mais plutôt des éléments qui font partie d'elle : « C'est dans mes veines. C'est mon côté Mapuche qui vient de cette partie de l'histoire, mon côté *chilena de izquierda* qui a vécu ce qu'elle a vécu, ce que mes parents ont vécu et peut-être ce que mon enfant va vivre ²⁴⁴». L'internet et les conversations avec les amis chiliens servent ensuite de vecteurs de mise en contact avec le passé chilien. Dans une moindre mesure, les discussions avec la famille élargie, la musique et les journaux chiliens sont également des sources d'information. Enfin, bien qu'ayant vécu cette histoire, Ana a appris l'histoire de sa mère en détail en écoutant son témoignage devant la commission Rettig :

« J'avais de l'intérêt vraiment à savoir tout. Il y avait des choses peut-être que je n'osais pas demander à ma mère mais que je voulais savoir pareil. C'était tellement dur à écouter que je m'endormais, mais pas parce que j'avais

²⁴² Patricio Henríquez, *Imágenes de una dictadura*, [dvd], Montréal : Macumba International inc., 1999, 55 mn.; Armand Mattelart, *La Spirale*, [dvd], Paris : Galatée Films, 1975, 155 mn.; Marilú Mallot, *La cueca sola*, [dvd], Canada : ONF, 2003, 52 mn.

²⁴³ Entretien réalisé avec Crissel le 18 décembre 2008 à Montréal.

²⁴⁴ « Chilienne de gauche ». Entretien réalisé avec Ana le 10 février 2009 à Montréal.

sommeil. Je pense qu'à la fin je ne voulais pas l'entendre ou c'était trop fort à entendre, alors mon cerveau il se mettait à off ». ²⁴⁵

Assommée par le détail des souffrances de sa mère, Ana ne pouvait supporter d'entendre la totalité de cette histoire. En constante recherche de sens, Ana soutient qu'elle posait des questions à sa mère afin de replacer les pièces du casse-tête. Sa mère, sélective dans ses réponses, lui racontait ce qu'elle pouvait, ce pourquoi Ana apprit lors du témoignage de sa mère à la commission Rettig tout un pan de l'histoire qu'elle ignorait jusqu'alors. Elle y constata l'ampleur de la violence, puisqu'au témoignage de sa mère se sont ajoutées les histoires des autres survivants.

Si notre démarche visait à décortiquer comment la mémoire s'est transmise de manière intergénérationnelle, nous avons constaté qu'au sein de deux des familles des participants, l'apprentissage s'est fait vers le haut, c'est-à-dire que ce sont les enfants qui, à l'aide de livres et de films, ont informé leurs parents de ce qui s'était passé au Chili. Par exemple, Rodrigo, à l'aide de documentaires, a démontré la dictature à ses parents anti-Allende et ceux-ci se sont avérés davantage anti-pinochétistes : « [...] ils sont restés bouche bée. Ma mère a changé complètement. Elle est allée argumenter avec ses parents et ma grand-mère ne voit plus les choses de la même façon ²⁴⁶ ». Ainsi, l'apprentissage se fit donc des jeunes aux vieux, à travers trois générations. Ayant établi le portrait de nos participants via leurs perceptions et leurs connaissances au sujet du passé récent chilien, nous pouvons maintenant avancer quelques conclusions qui nous permettront de rattacher les personnes interrogées aux mémoires emblématiques.

1.3 Quelques conclusions menant aux mémoires emblématiques

Contrairement aux études de Kaiser, de Jedlicky et à celle menée dans les universités du Chili, nous constatons chez les participants une forte transmission intergénérationnelle de la mémoire du passé récent chilien. En effet, presque tous possèdent la capacité de rattacher les événements et les conséquences aux sources appropriées. Le contexte sous Allende, la dynamique mondiale de la Guerre froide,

²⁴⁵ *Idem.*

²⁴⁶ Entretien réalisé avec Rodrigo le 18 novembre 2008 à Montréal.

l'interventionnisme américain et la vieille atomisation sociale, économique et politique de la société chilienne sont des paramètres largement saisis et logiquement démontrés par la grande majorité de nos participants. Joel est l'unique personne qui semble indifférente face à ce sujet. Peu connaisseur du passé récent chilien, il ne ressent pas non plus le besoin de connaître l'histoire de ses parents : « J'ai jamais posé la question 'à cause de quoi vous êtes partis de là-bas'. [...] [ce sont] des choses que je pourrais demander mais en même temps, ça changerait quoi dans ma vie? Ça changerait peut-être rien ²⁴⁷ ». Si ce bagage est essentiel et déterminant pour la plupart des personnes interrogées, David affirme qu'il le fut davantage à un certain moment de sa vie, alors que Jerico l'utilise sporadiquement pour alimenter sa compréhension d'autres événements politiques : « Ça met juste les choses en perspective. Est-ce que ça m'aide au quotidien? Pas vraiment ²⁴⁸ ».

Le silence fut la norme au sein de quelques familles, que ce soit au Chili ou au Québec. Ema a appris l'histoire de son père une fois rendue au Chili, lorsque celui-ci a expliqué devant la famille élargie les raisons derrière sa décision de maintenir une distance avec son pays, avec eux. « C'est moi qui est allée chercher l'information parce que mon père, il n'en parle jamais, il n'en parle pas. [...] Je savais que si mon père ne parlait pas, c'est qu'il n'était pas capable de parler ²⁴⁹ ». Pour Ema, les lectures et les bribes d'événements sont préférables à l'exposition complète, puisque les miettes d'information l'ont mise en contact avec cette histoire à un rythme très lent, lui permettant d'absorber petit à petit la violence vécue. Le silence de son père était donc convenable et respecté à la maison. David non plus n'a jamais parlé de cette histoire avec son père, découvrant les expériences de son père de façon morcelée, par exemple en apprenant qu'il fut garde du corps de Letelier à Québec, ou encore en étant témoin de la visite de la Gendarmerie Royale du Canada à son domicile²⁵⁰. Diego n'a jamais parlé politique avec ses parents, chose inconcevable pour lui au Chili : « On dit que les murs ont des oreilles ²⁵¹ ». Ce tabou a été renforcé au Chili par la peur. Rodrigo, né à Santiago, se souvient avoir appris

²⁴⁷ Entretien réalisé avec Joel le 20 janvier 2009 à Montréal.

²⁴⁸ Entretiens réalisés avec David le 27 novembre 2008 et avec Jerico le 6 décembre 2008 à Montréal.

²⁴⁹ Entretien réalisé avec Ema le 27 novembre 2008 à Montréal.

²⁵⁰ Entretien réalisé avec David le 27 novembre 2008 à Montréal.

²⁵¹ Entretien réalisé avec Diego le 17 décembre 2008 à Montréal.

qu'il y avait eu un coup d'État à l'adolescence, parce que ses parents n'en avaient jamais parlé : « C'était tabou car celui qui en parlait pouvait être accusé d'être communiste ²⁵² ». Malgré ces quelques cas de silence normalisé, les autres participants semblent avoir été tenus au fait à partir de l'enfance. Martha reproche même à sa mère d'avoir répondu à toutes ses questions d'enfant : « Nous on a été en contact trop vite avec les détails. Tu n'as pas besoin de savoir qu'est-ce qui s'est passé dans la prison. Mais nous on savait tout ça ²⁵³ ». La plupart des autres informateurs ont appris le passé récent chilien à travers l'histoire de leurs parents. De plus, signe d'un intérêt marqué, ils ont presque tous cherché à valider ou à compléter leurs connaissances avec des livres et des films pendant leur adolescence.

Nombreux sont les participants qui ont visionné des documentaires sur le Chili. Les films de Patricio Henríquez, particulièrement *Images d'une dictature*, les ont informés du quotidien sous la dictature ²⁵⁴. Le film, sans narration aucune, repose sur la puissance des images. *La Spirale*, d'Armand Matellart, est également un des documentaires les plus populaires chez la deuxième génération chilienne de Montréal. Il démontre comment la droite, inspirée des États-Unis, a lancé une campagne de sabotage et de conspiration pour détruire le projet socialiste de Salvador Allende ²⁵⁵. Certains des participants ont également mentionné avoir vu *La cueca sola* de la Chilienne Marilú Mallet ²⁵⁶. Ce film est le récit de cinq femmes; certaines ont perdu leur père, d'autres leur mari, et une a été détenue et torturée à la Villa Grimaldi. Le titre, hautement symbolique, fait référence à la danse nationale, la *cueca*, aujourd'hui dansée en solo par nombre de femmes qui ont perdu leur partenaire aux mains de la dictature. Enfin, *La memoria obstinada* de Patricio Guzmán est un autre documentaire qui sert de source à certaines des personnes interviewées. Questionnant la mémoire, l'oubli et la manipulation de l'histoire, Guzmán s'attarde quelque peu à la deuxième génération au Chili. C'est en présentant à une classe restreinte d'étudiants son documentaire *La Batalla de Chile; la*

²⁵² Entretien réalisé avec Rodrigo le 18 novembre 2008 à Montréal.

²⁵³ Entretien réalisé avec Martha le 19 janvier 2009 à Montréal.

²⁵⁴ Patricio Henríquez, *Op. Cit.*

²⁵⁵ Armand Matellart, *Op. Cit.*

²⁵⁶ Marilú Mallet, *Op. Cit.*

lucha de un pueblo sin armas, jusqu'alors non projeté au Chili, qu'il ébranle les fondations de leurs opinions²⁵⁷.

Selon leurs perceptions, leur interprétation de l'histoire, leurs expériences et leur niveau d'intérêt, nous avons cherché à rattacher les participants aux mémoires emblématiques de Stern. Si la plupart d'entre eux s'identifient à une seule mémoire, Yenisa fait figure d'exception. En effet, née au Chili et ayant passé la majeure partie de son adolescence dans la capitale, sa mémoire se distingue de celle des autres. Le 11 septembre 1973 signifie pour elle la fin du chaos, alors que la dictature est empreinte de violence et de cruauté. Elle correspond donc à la mémoire comme sauvetage national, mais également à la mémoire comme rupture. Puisqu'elle ne comprend pas l'acharnement aux statues et aux commémorations et qu'elle souhaite tout simplement oublier ce passé qui nuit au présent, elle se rattache aussi à la mémoire comme boîte close. Les catégories ne semblent élastiques que dans ce cas précis. La mémoire comme rupture se retrouve chez sept des personnes interrogées, c'est-à-dire qu'elles considèrent la dictature comme un trauma profond, lié à un climat de peur et d'incertitude. Selon un portrait faiblement majoritaire, les autres participants s'identifient à la mémoire comme persécution et éveil. En effet, si certains furent actifs sur la scène militante au Chili, d'autres ont emboîté le pas à leurs parents au Québec. À Santiago, Diego a lutté contre la dictature au moyen de la musique, alors qu'Ana s'est jointe à des groupes activistes comme la Funa ou comme Hijos Chile pour dénoncer la répression. À Montréal, Ema, David, Jerico et Santiago ont tous participé à des soirées d'information, à des *peñas*²⁵⁸, à des levées de fonds pour la gauche chilienne. Évidemment, cette *agency* s'est déployée de façon très naturelle dans les années 70 et 80, au sein de groupes organisés dont faisaient partie leurs parents. Nous reviendrons en détail sur ce point à la fin de ce chapitre. Aujourd'hui, ces gens ne militent plus pour le Chili. Désabusés de l'état du pays, ou encore complètement désintéressés de la lutte à cause de la stagnation des choses, certains comme Rodrigo et Enrique se tournent vers d'autres pays pour appliquer leurs idéologies gauchistes. Par exemple,

²⁵⁷ Patricio Guzmán, *Chile : la memoria obstinada*, [dvd], Canada : Les Films d'Ici et ONF 1997, 58 mn.

²⁵⁸ Les *peñas* sont des événements socioculturels qui mêlent culture chilienne et projet politique. Voir Marita Eastmond, *The Dilemmas of exile*. Gothenburg : Acta Universitatis Gothoburgensis. 1997. p.82.

Rodrigo fait partie d'un groupe qui se penche sur des enjeux de l'Amérique latine, soit la société bolivarienne du Québec, préférant s'impliquer pour des pays qui sont davantage dans le momentum politique que le Chili d'aujourd'hui, notamment Cuba, le Vénézuéla, la Bolivie et l'Équateur.

L'intérêt pour le passé récent chilien et la profondeur des connaissances de nos participants soulève le questionnement de l'existence possible d'un lien entre l'exil ou la migration, les raisons qui les suscitent et les conséquences qui s'en suivent, et les pistes interrogatoires des enfants qui découlent de cette situation territoriale et identitaire.

II. Conjonctures immigrationnelles

Le sociologue Claudio Bolzman contextualise l'exil en situations de violence engendrées par des conflits sociopolitiques : « Nous considérons donc l'exil comme une situation définie par l'obligation de quitter son pays suite à un contexte de violence politique, et de chercher refuge dans un autre état pendant une période dont on ne peut prévenir la durée ²⁵⁹ ». L'exil massif chilien prend ainsi sa source dans le conflit né du coup d'État, instigateur du régime de terreur. Les migrations sont donc non volontaires, le déplacement étant poussé par un agent extérieur, soit la dictature militaire. L'auteur insiste sur l'importance de s'attarder à la notion de contexte sociopolitique, celle-ci étant fondamentale à la définition de l'exil.

2.1 Exil et immigration

Le 11 septembre 1973 marque le début d'une longue phase de peur, de marginalisation, de clandestinité et d'impuissance pour tous ceux qui se trouvent dans la mire de l'État totalitaire. La répression violente et aléatoire pousse de nombreux Chiliens à l'exil. Trois voies s'offrent à eux : ces individus ou familles se réfugient dans les ambassades qui peuvent servir de tremplin vers l'international, d'autres choisissent plutôt de traverser la frontière argentine ou péruvienne par leurs propres moyens, et enfin dans des cas plus rares, des personnes quittent en direction de l'Europe sans avoir recours aux

²⁵⁹ Claudio Bolzman, *Sociologie de l'exil : une approche dynamique*, Zürich : Éditions Seismo, 1996, p.30.

ambassades²⁶⁰. Bolzman souligne que pour la plupart, le départ s'inscrit dans une perspective à court terme : « Ils estiment que le régime militaire ne tiendra pas longtemps et pensent se joindre à la lutte extérieure afin d'accélérer sa chute ²⁶¹».

Selon les données du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, l'année 1974 marquant le plus grand nombre d'arrivants chiliens au Québec, soit 676²⁶². Bien que les réfugiés semblent avoir été admis massivement en 1978, ce n'est qu'à partir de cette date que le Canada ouvre cette catégorie d'immigration aux Chiliens alors qu'il les admettait auparavant sous la dénomination « désignés », c'est-à-dire personnes en détresse. Selon la convention de Genève, un réfugié se définit comme suit :

« Toute personne qui craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité, et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer la protection de ce pays ²⁶³».

Ainsi, plus de 63,8 % de réfugiés et 36,1 % de désignés sont reçus au Québec en 1978, ce qui signifie que tous les Chiliens ont été admis sous ces deux catégories. Les demandes d'immigration des années précédentes étaient majoritairement individuelles²⁶⁴. Soulignons que d'après le recensement de 1971, seulement 140 Chiliens vivaient au Québec à cette date. La province accueillit 1100 réfugiés chiliens entre les années 1980 et 1986, et plus de 2395 autres entre 1986 et 1991²⁶⁵.

Les motifs de l'immigration chilienne peuvent être de nature politique ou économique. Ceux qui ont quitté le Chili dans les dix premières années de la dictature sont de façon générale des immigrants politiques, alors que ceux qui sont arrivés au

²⁶⁰ Voir *Ibid.*, p.125.

²⁶¹ *Idem.*

²⁶² Ces données du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration se retrouvent dans le mémoire de maîtrise de Sonia Hamel, *Op. Cit.*, p.46.

²⁶³ Sonia Grmela, *Op. Cit.*, p.13.

²⁶⁴ *Ibid.*, p.46-47.

²⁶⁵ Roberto Hervas-Segovia, *Les organisations de solidarité avec le Chili*, Canada : Éditions les 5 Continents, 2001, p.45-46.

Québec dans les années 80 sont des immigrants économiques²⁶⁶. Il est évident qu'il existe quelques exceptions, dépendamment du parcours et des expériences personnelles. Nos participants, selon leur histoire et leur année d'arrivée à Montréal, sont majoritairement des enfants d'immigrants politiques. En effet, plus de treize personnes sur dix-huit ont des parents qui ont été directement en contact avec la dictature et qui ont dû quitter le Chili pour des raisons de survie et de protection de la famille. Seulement trois des personnes interviewées, Enrique, son frère Joel et Mayra sont enfants d'immigrants économiques. Rodrigo échappe à tout classement, puisque ses parents, bien qu'ils aient appartenu à la classe aisée, ont choisi de venir au Québec via une demande dénuée de motif politique ou économique. Yenisa est elle aussi exclue de ces catégories d'immigration puisqu'elle a grandi à Santiago jusqu'à l'âge de 19 ans, avant de venir rejoindre son père à Montréal pour des fins d'études universitaires. Que ce soit la situation politique ou économique qui soit à la base de la décision de lever l'ancre, les différents parcours de nos participants les ont tous menés au Québec.

2.2 Raisons du départ et regard vers le Chili

Bien que les familles des participants soient arrivées au Québec selon un parcours et une urgence variables, la majorité d'entre elles a quitté le Chili pour le fuir. L'histoire d'Eduardo se distingue du lot, puisque son père était soldat. Obligé de servir au sein de sa section la journée du 11 septembre 1973, il a confié à son fils qu'il avait reçu l'ordre d'ouvrir le feu sur les gens, sur les fenêtres. Incapable d'obéir à un tel commandement, il s'est contenté de viser les drapeaux sur les bâtiments. Ils ont quitté le Chili en 1976, lorsque Eduardo avait six mois. Ce dernier avoue connaître très peu l'histoire militaire de son père et ignore les raisons derrière leur départ du Chili. Au sein de l'échantillon, nous constatons que beaucoup de parents ou de grands-parents des participants ont été emprisonnés. De petits militants à « miristes », ils ont tous eu la chance d'échapper à la mort, bien que certains aient été torturés. Le MIR, ou *Movimiento de izquierda revolucionario*²⁶⁷, était le parti radical de gauche en faveur de l'option

²⁶⁶ Sonia Grmela, *Op. Cit.*, p.38.

²⁶⁷ « Mouvement de gauche révolutionnaire ».

violente, mouvement non gouvernemental qui fut mis de côté par Allende²⁶⁸. Les parents de Crissel et d'Ana militaient au sein du MIR pour faire tomber la dictature et pour venir en aide à leurs compagnons emprisonnés. Dans la mire du gouvernement militaire, les « miristes » ont souvent été les premiers détenus et le départ du Chili fut alors précipité par leur condition.

Les pères de David, Ema, Emilio et Lilia étaient tous membres du Parti socialiste et ont choisi de quitter le pays à la suite de la disparition d'amis militants ou la réception de menaces formelles ou encore parce qu'ils faisaient l'objet d'un mandat d'arrestation. David se souvient :

« J'avais dix ans et on a cogné tac tac tac chez nous et c'étaient les miliaires 'On cherche Juan Gutierrez'. Ils ont fouillé et on a dit 'On ne sait pas il est où'. Une semaine plus tard, un camion de poubelle est [arrivé] et mon père était caché dans ce camion de poubelle. Il est sorti, il a pris ses affaires et il a dit 'Il faut que je me cache'. Il est disparu ²⁶⁹».

Son père les a contactés par téléphone quatre mois plus tard à partir du Canada et ils l'ont rejoint six mois après cet appel. L'histoire de Diego, quant à elle, diffère car celui-ci, jeune adolescent sous la dictature, s'est impliqué dans la résistance. En effet, son groupe de musique était rattaché au Parti socialiste et à la Jeunesse communiste. Il ne parlait pas à ses parents de sa militance et adolescent, il prit seul la décision de migrer au Québec. La mère de Santiago militait au sein de la Jeunesse communiste au Chili, poursuivant la trace de ses parents à elle, membres du Parti communiste et emprisonnés pour leur lutte ouvrière. Ils ont quitté leur pays dans les premières années de dictature afin, entre autres, de démanteler l'organe militaire à partir de l'extérieur, soit du Québec.

Le grand-père de Martha était organisateur ouvrier dans son usine et pour cette raison, il fut caché, trouvé et torturé. Le départ du Chili lui fut proposé par le gouvernement canadien : « C'est l'ambassade du Canada qui lui a offert en premier [d'immigrer], parce que c'est comme ça que ça se passait ; les ambassades allaient aux

²⁶⁸ Rody Oñate et Thomas Wright, *Op. Cit.*, p.19.

²⁶⁹ Entretien réalisé avec David le 27 novembre 2008 à Montréal.

sorties de prison et disaient 'Ok, tu t'en viens'²⁷⁰». Le père de Jerico fut arrêté trois fois et selon les dires, il valait mieux quitter car la quatrième fois serait peut-être définitive. Le père de Daniela fut emprisonné un mois au stade national et libéré quinze minutes avant le début du couvre-feu. Il réussit à se cacher des militaires qui arpentaient les rues à la recherche d'ex-détenus du stade, sur le chemin du retour à la maison. Bien qu'elle connaisse quelques détails de l'histoire de son père, Daniela ignore tout de même la nature de son implication dans la résistance. Car si un jour elle trouva une photo de son père parlant à une foule debout derrière un micro, elle ne put obtenir de réponse claire de la part de sa mère et ne demanda jamais d'explication à son père. Elle se contente aujourd'hui de penser qu'il fut un dirigeant syndical²⁷¹. Enfin Roberto, lui, demeure très discret et évasif lorsqu'il aborde les expériences de ses parents. Mis en garde très jeune contre l'idée de parler de ce sujet, Roberto préfère détourner la conversation. Nous ne connaissons donc pas les raisons qui ont poussé ses parents à s'établir en Suède dès les premières années de dictature.

Ainsi, si la majorité des départs est liée au contexte répressif et a été précipitée dans certains cas par un statut de cible, nous nous sommes questionnée à savoir si nos participants croyaient qu'une réconciliation était possible pour la société chilienne. Majoritairement (presque unanimement) rattachés à la gauche, ils semblent fermement s'opposer à cette idée. En effet, douze des personnes interrogées ne croient pas qu'une réconciliation est possible. Selon eux, le conflit qui divise le Chili remonte à très loin dans le temps et repose sur une pyramide sociale inégalitaire à très large base. David, tout comme Rodrigo, s'exprime selon ce raisonnement : « Mais en ce moment comme il y a encore ce gap, il y a beaucoup de riches et beaucoup beaucoup de pauvres, je ne vois pas comment je pourrais...²⁷²». Yenisa poursuit cette idée : « Tant qu'il y aura cette tranchée entre les classes sociales, les gens vont continuer de se détester²⁷³». Santiago est lui aussi catégorique à l'égard de cette question : « Impossible. La droite ne s'est jamais excusée et

²⁷⁰ Entretien réalisé avec Martha le 19 janvier 2009 à Montréal.

²⁷¹ Entretien réalisé avec Daniela le 21 mars 2009 à Longueuil.

²⁷² Entretien réalisé avec David le 27 novembre 2008 à Montréal.

²⁷³ Entretien réalisé avec Yanisa le 25 janvier 2009 à Montréal.

si elle l'a fait, elle l'a fait très bas ²⁷⁴».

Face à cette position, quatre participants croient possible la réconciliation pour la société chilienne, mais prennent soin de mettre un bémol à leur optimisme. Car si Jerico est affirmatif, il insiste sur la condition temporelle réparatrice. Diego appuie cette vision, ajoutant qu'il faudra laisser s'écouler 80 ou 100 ans avant de parvenir à la vraie réconciliation. Enrique entérine en reposant son raisonnement sur la succession de générations et la dilution du caillot conflictuel. Crissel, elle, soutient que la justice et la vérité sont deux conditions essentielles à la réalisation de cet état social. Enfin, Daniela et Eduardo ne savent où se positionner par rapport à cette question. Daniela semble davantage positive à l'idée d'une coexistence pacifique, qu'à l'idée d'une réconciliation : « Je pense qu'ils pourraient tous être réunis, mais il ne faudrait jamais parler de politique ²⁷⁵».

Alors qu'un compromis de « vivre ensemble » soit davantage plausible pour certains et que d'autres voient la réconciliation possible dans de nombreuses années, la majorité ne peut s'imaginer cet état de grâce avec le maintien des fondations sociales, culturelles, politiques et économiques actuelles du Chili. Car si certains ont vécu directement ce passé en tant qu'enfant, presque tous vivent aujourd'hui les conséquences de cette histoire violente, que ce soit au niveau de l'exil, de l'identité ou de la charge émotive reliée à l'histoire de la famille. Beaucoup ont choisi de s'impliquer à plusieurs niveaux et selon différents moyens pour la mémoire chilienne à partir du Québec. Si certains continuent aujourd'hui de poser des actions en ce sens, d'autres considèrent qu'ils ont suffisamment donné au Chili lorsqu'ils étaient enfants et qu'ils suivaient leurs parents dans les actes de résistance organisés à Montréal.

III. Agency pour la mémoire depuis le Québec

Selon Igonet-Fatsinger, qui a mené une étude auprès de la communauté chilienne

²⁷⁴ Entretien réalisé avec Santiago le 3 décembre 2008 à St-Hubert.

²⁷⁵ Entretien réalisé avec Daniela le 21 mars 2009 à Longueuil.

du sud de la France,

« Les exilés politiques chiliens, ...par rapport aux communautés immigrées économiques...et par rapport à d'autres catégories de réfugiés, privilégient comme point symbolique le groupe politique qui, tel un cordon ombilical, relie de façon presque charnelle le passé, monde de la rupture, le présent monde de pratiques sociales différentes mais transitoires et le futur. La situation d'exil apparaît alors comme la continuation d'une lutte qui change de lieu, mais qui reste étroitement liée aux combats légaux ou clandestins de ceux qui ne sont pas partis. C'est par là que les exilés chiliens tentent de résoudre le conflit entre l'assimilation du passé et l'intégration du devenir par la justification de la condition sociale vécue dans le présent ²⁷⁶».

Ainsi les exilés chiliens issus d'une immigration politique restent profondément attachés au passé, qui rejaillit fortement dans le présent. L'idéologie de la résistance reste, la nature de la lutte est identique, ce n'est que le territoire qui change. Les premiers immigrants chiliens avaient tendance à vivre dans leurs valises, comme s'ils étaient seulement de passage au Québec. Le retour au Chili étant imminent, la vaste majorité s'est impliquée activement dans la lutte pour la chute du gouvernement répressif. Bien que l'*agency* déployée envers le Chili soit une initiative de la génération témoin de la dictature, les enfants ont très souvent suivi et même participé aux activités organisées dans ce contexte. Une trentaine d'années plus tard, certains continuent la lutte via différents vecteurs.

3.1 *L'agency il y a trente ans, hier*

L'anthropologue Marita Eastmond a réalisé une étude auprès des réfugiés chiliens des États-Unis. Elle parle du projet d'exil en termes d'obligation, d'engagement et de solidarité. En effet, selon l'auteur, les Chiliens exilés se considèrent comme des agents responsables de poursuivre la lutte pour la démocratie et les réformes sociales au Chili, mais à partir de l'étranger.

« The demobilization policy of the new regime had devastating effects on the organizational bases of the movement. As a consequence, heavy responsibility rested on the shoulders of the survivors, to defend and re-establish the historical project that began with the *Unidad Popular*, to return to a democratic order. Parties pinned much hope on their dispersed militants

²⁷⁶ Igonet-Fatsinger, 1984, p.234 dans Sonia Grmela, *Op. Cit.*, p.27-28. Igonet-Fatsinger a étudié la communauté chilienne du sud de la France.

in exile to provide impetus and resources in this struggle²⁷⁷».

Cette thèse s'observe également chez les premiers exilés chiliens qui arrivent à Montréal en 1974. En effet, les organisations de solidarité chilienne sont mises sur pied dès cette date :

« Néanmoins, les premiers gestes concrets de ces premiers réfugiés, sitôt l'installation minimale réalisée, furent de travailler à la solidarité avec le peuple du Chili. Pendant que les partis reconstituaient une Unité Populaire en exil, la communauté encore embryonnaire organisait meetings politiques, conférences de presse, danses, activités culturelles, toutes placées sous le signe de la résistance²⁷⁸».

Les participants les plus âgés du lot se sont tous impliqués dans la résistance chilienne dès leur arrivée. Très jeunes, ils étaient déjà sensibilisés à la cause, soit par leurs parents ou par leur écoute lors des réunions de cellules politiques à la maison. Santiago se souvient de l'obligation qui planait au-dessus de la participation des premiers Chiliens :

« Donc ici, on était quasiment obligés de se tenir avec le monde qui faisait partie de ce... et notre obligation en tant que Chilien, ce n'était pas de rester à la maison et de ramasser de l'argent comme plein d'autres exilés qui venaient d'autres pays. Nous, quand on travaillait ici, c'était pour dénoncer Pinochet, pour faire des marches, donner de l'argent pour appuyer la résistance, pour les camarades qui étaient en clandestinité au Chili. Ça c'était notre devoir ici. La conscience ici... il n'y avait pas de 'est-ce que je peux'...oublie ça²⁷⁹».

Santiago précise qu'ils avaient tous la certitude de n'être que de passage au Québec, ce qui alimentait peut-être l'effort solidaire déployé vers la terre d'origine. Le regard n'était pas porté vers la société d'accueil mais restait plutôt fixé sur le Chili, en attente, en espoir. Jerico se souvient avoir été très politisé et engagé dans la cause à un jeune âge : « On organisait des activités de solidarité envers le Chili. J'en ai vendu des *empanadas* pour le Chili! On sortait quand il y avait les fêtes de la St-Jean, on allait vendre des choses et c'était pour ramasser des fonds pour lutter contre Pinochet²⁸⁰». David lui, prétend avoir appris l'histoire du Chili en participant aux *peñas* lorsqu'il était enfant,

²⁷⁷ Marita Eastmond, *Op. Cit.*, p.59.

²⁷⁸ Roberto Hervas Segovia, *Op. Cit.*, p.77.

²⁷⁹ Entretien réalisé avec Santiago le 3 décembre 2008 à St-Hubert.

²⁸⁰ Entretien réalisé avec Jerico le 6 décembre 2008 à Montréal.

puisque son père est toujours demeuré muet sur le sujet.

Si Santiago, Jerico et David se sont impliqués jeunes dans des activités tournées vers le Chili, ils ont tous délaissé cet intérêt envers leur société d'origine. *L'agency* dont ils ont fait preuve est demeurée accrochée à leur enfance et à leur adolescence et aujourd'hui, ils considèrent avoir assez donné au Chili : devant ce pays qui n'a jamais accouché de justice et de vérité, et devant l'abîme d'oubli dans lequel il baigne, ils sont profondément déçus. Diego fait quelque peu figure d'exception, puisque musicien au Chili, il a continué à Montréal de chanter la résistance dans les années 80 et aujourd'hui, il fait toujours partie d'un groupe de musique. Car si certains ont refermé la porte sur la lutte pour le Chili, d'autres la poursuivent aujourd'hui et à Montréal à leur façon.

3.2 *L'agency* aujourd'hui : 4 tendances

La musique est la première tendance que nous relevons au sein des participants. Instrument politique fortement utilisé au Chili, il est repris au Québec par Diego et Crissel. Le groupe de Diego, très connu des milieux chiliens, roule sa bosse depuis plus de vingt ans. « On va tous les 11 septembre chanter pour Allende ²⁸¹ ». Crissel a elle aussi déjà fait partie de ce groupe de musique. Si les chansons étaient strictement politiques et à saveur de résistance au début de la formation, elles adoptent aujourd'hui d'autres couleurs. En effet, les membres du groupe ont élargi leur répertoire pour y inclure des thèmes qui ne les condamnent plus au passé, par exemple l'environnement. Par contre, invités dans des cercles politiques, ils ressortent leur matériel chilien d'origine. Diego fait donc toujours preuve d'*agency* pour la mémoire chilienne et ce, à travers la musique.

La deuxième tendance que nous notons est celle de l'implication au sein d'organismes militant pour des pays où le socialisme est davantage concret qu'au Chili. En effet, quelques-unes des personnes interrogées s'appliquent à concrétiser l'idéologie de gauche véhiculée jadis par Allende. Déçus de l'état du Chili actuel, ils préfèrent se tourner vers d'autres pays où la mise en marche de cette ligne de pensée est bien entamée.

²⁸¹ Entretien réalisé avec Diego le 17 décembre 2008 à Montréal.

Le Chili, douzième pays le plus inégalitaire de la planète à ce jour²⁸², est encore dirigé par les mécanismes hérités de la dictature. Présidé par un socialiste, le pays demeure contrôlé par une poignée de personnages influents de droite. Ainsi, désabusés devant cette stagnation, Rodrigo, Enrique, Santiago et Jerico s'intéressent alors à la situation politique, sociale et économique de Cuba, de l'Équateur, de la Bolivie et du Venezuela. Tel que mentionné précédemment, Rodrigo fait partie de la Société bolivarienne du Québec, organisme qui met en place entre autres des projets de solidarité envers les autochtones luttant pour la reconnaissance de leurs droits ancestraux, et qui dénonce les faits cachés par les médias qui orientent l'information. Inspiré de l'idéologie de Simón Bolívar, ce groupe promeut également l'autodétermination des nations latino-américaines et s'oppose à toute forme de néolibéralisme²⁸³. Enrique, Santiago et Jerico, pour leur part, se font agents de l'histoire en appliquant les principes de gauche à travers leur participation à la Brigade Québec-Cuba, qui milite pour l'autodétermination de l'île et qui souligne les bienfaits du système alternatif cubain²⁸⁴. Ces quatre participants continuent de lutter pour l'application des idées socialistes mais préfèrent se dédier à ces pays d'Amérique latine plutôt qu'au Chili, à l'écart du changement qui s'opère dans le cône sud et les caraïbes : « Le momentum politique n'est pas au Chili en ce moment²⁸⁵ ». Ils soutiennent qu'ils prolongent le processus qui fut renversé au Chili le 11 septembre 1973.

Une troisième tendance d'*agency* se retrouve chez les informateurs qui ont déjà milité activement pour la mémoire du passé récent chilien et qui aujourd'hui se contentent d'être des cyber-militants à partir du Québec. Ana et Martha font partie de ceux qui participent indirectement aux actions de solidarité mais qui en font la promotion à partir de la toile. Par exemple, Ana suit le débat qui entoure le lieu de mémoire Londres 38 et a dénoncé l'emprisonnement d'Elena Varela, documentariste chilienne qui fut détenue

²⁸² Marcelo Solerviciens, *Op. Cit.*, p.220.

²⁸³ Société Bolivarienne du Québec, *Hands off Venezuela*, [En ligne], <http://www.sbjqc.org/sbjqhov/index.php?section=20> (Page consultée le 15 mai 2009).

²⁸⁴ Brigade Québec-Cuba, *Travaux solidaires à Cuba. Du coeur à l'ouvrage!* [En ligne], <http://www.bqc.qc.ca/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=15> (Page consultée le 27 juin 2009).

²⁸⁵ Entretien réalisé avec Rodrigo le 18 novembre 2008 à Montréal.

durant deux mois pour avoir voulu exposer la réalité Mapuche dans le sud du pays²⁸⁶. Martha fait de même, ajoutant son grain militant via la toile. Si elles ne s'impliquent plus autant qu'avant à partir du Québec, elle font davantage preuve d'*agency* lorsqu'elles retournent au Chili. En effet, Ana y retrouve ses contacts dans les groupes Funa et Hijos Chile, alors que Martha s'implique pour la cause des femmes mapuches emprisonnées.

Enfin, une dernière tendance a été répertoriée, soit celle de l'*agency* au niveau individuel. Né à Viña del Mar et arrivé à Montréal à l'âge de quatre ans, Emilio a choisi d'écrire son mémoire de maîtrise sur la mémoire et l'exil. Il a ainsi emprunté le véhicule littéraire pour aborder ce sujet très personnel mais qui se retrouve à la fois chez la communauté chilienne frappée par la dictature. Emilio participe donc à la lutte pour la mémoire du passé récent chilien de façon individuelle et introspective. Bien qu'il ait manifesté son *agency* à travers un projet personnel, Emilio a tout de même soumis sa recherche à la critique de ses parents. Ceux-ci se sont montrés fort émus devant une telle démarche.

Si un peu moins de la moitié des participants continue aujourd'hui de poser des gestes pour l'établissement d'un discours et pour la réalisation d'une idéologie, nous nous questionnons à savoir s'ils sont familiers avec les projets qui vont dans ce sens au Chili, soit la matérialisation de la mémoire en des lieux et des monuments. La Moneda est le lieu de mémoire le plus connu de nos participants. En effet, plus de sept personnes y font référence, bien avant le stade national, qui ne fut mentionné que par quatre individus. La Villa Grimaldi est le troisième lieu le plus connu, tout juste devant Londres 38 et le mur des disparus au Cimetière Général de la capitale chilienne. Enfin, le bateau Esmeralda et l'ex-centre de détention Dawson sont nommés en dernier lieu. Notons que sept participants ne connaissent aucun monument ou lieu de mémoire au Chili. Bien que l'existence de ces endroits ou objets commémoratifs ne soit pas connue de tous, chaque personne interrogée a su leur attribuer une fonction. La plupart font mention de l'hommage rendu aux victimes et du rôle réparateur de la présence de tels lieux. Exposer

²⁸⁶ Voir l'entrevue Dailymotion, *Création et répression - Témoignage d'Elena Varela*, [En ligne], http://www.dailymotion.com/video/x7f4ke_creation-et-repression-temoignage-d_news (Page consultée le 21 juillet 2009).

le passé, vaincre le tabou qui le cache, créer un changement en favorisant la conscience politique, toutes ces raisons sont mises de l'avant pour expliquer l'acharnement discret de la matérialisation de la mémoire : « C'est aussi pour revendiquer un espace dans l'espace collectif et la mémoire collective ²⁸⁷ ». Certains soulignent également que l'importance de se souvenir se voit renforcée par les monuments, ce qui diminuerait les chances que la même histoire se reproduise. Enfin, Jerico avance que ces lieux de mémoire ont une fonction historique pour les jeunes générations, favorisant la transmission de ce passé, mais également pour la génération témoin de la dictature : « Toute une génération a appris l'histoire selon ce que Pinochet disait, parce que l'histoire est toujours écrite par les vainqueurs. Il y a un paquet de gens qui a appris ce qui s'était passé et pour eux, c'était une révélation ²⁸⁸ ». Ainsi, bien que la majorité des informateurs ne soit pas familière avec l'établissement de lieux de mémoire au Chili, tous saisissent le sens de telles constructions ou de telles préservations.

Conclusion

Contrairement aux études de Kaiser, de Jedlicky et de celle réalisée au sein des universités chiliennes, nous concluons à une forte transmission de la mémoire du passé récent chez la deuxième génération chilienne de Montréal. En effet, la majorité des participants démontre une connaissance approfondie du tableau historique et des mécanismes par lesquels le pays est d'abord passé des mains de Salvador Allende à celles d'Augusto Pinochet, pour enfin effectuer un retour à la démocratie. Si plusieurs affirment qu'ils ont appris l'histoire du Chili à partir des témoignages de leurs parents, ils ont tous cherché à valider ou à creuser ces versions personnelles au moyen de lectures et de visionnements de documentaires, signe d'un intérêt marqué pour le sujet.

Nous croyons que la situation d'exilé ou d'immigré en sol québécois, avec ses raisons et ses conséquences, favorise le questionnement chez la deuxième génération : au Québec, la question identitaire est un thème souvent débattu, ce qui a sans doute engagé

²⁸⁷ Entretien réalisé avec Ema le 27 novembre 2008 à Montréal.

²⁸⁸ Entretiens réalisés avec Jerico le 6 décembre 2008 à Montréal.

les jeunes dans une recherche de sens. De plus, la particularité de l'immigration chilienne, du moins celle des premiers arrivants dans les années 1970, fut de s'impliquer intensément dans la résistance, à partir de l'international. Cette situation a mis au fait plusieurs de nos participants, qui se sont vus inclus très jeunes dans les activités, les levées de fonds et les soirées d'information. Nous avons constaté que si cette *agency* s'est déployée dans la mouvance d'un sentiment de séjour temporaire au Québec, elle a marqué certains des informateurs qui aujourd'hui, continuent d'appliquer les principes idéologiques d'Allende via différents moyens.

Nous avons cherché à connaître la nature des mémoires des participants afin de les rattacher à la catégorisation de Stern. En lien direct avec les raisons du départ du Chili, les mémoires emblématiques se sont vues surtout divisées entre la mémoire comme persécution et éveil, et la mémoire comme rupture. Yenisa est la seule personne qui perçoit le 11 septembre 1973 comme un sauvetage national de la part des Forces Armées. Notons que son parcours est différent de celui des autres informateurs, car elle a grandi à Santiago et ne vit à Montréal que depuis six ans. Sa mémoire s'apparente donc davantage à celle des jeunes du Chili. Les différences notées entre les mémoires des mémoires au Chili et celles du Québec nous ont incitée à tenter une mise en perspective de nos données, afin de vérifier si les cadres emblématiques s'appliquent de manière transnationale et intergénérationnelle.

Chapitre IV

Le parallèle Chili-Québec

Introduction

Tel que mentionné précédemment, notre recherche visait au départ à l'analyse de la transmission intergénérationnelle de la mémoire au sein de la communauté chilienne de Montréal. Une fois au Chili, nous avons reçu quelques témoignages d'inconnus qui désiraient tout simplement partager l'histoire de leur famille, ou qui souhaitaient profondément se soulager du poids de ce tabou. Nous avons donc construit un canevas de questions pour ensuite entamer une série d'entrevues. Ce changement de cap précipité a, du coup, élargi nos horizons de recherche et de ce fait réorienté notre démarche. Comme nous nous sommes engagée dans cette nouvelle voie à un moment avancé de notre séjour de recherche, nous n'avons pu récolter un grand nombre d'entretiens et nous avons dû nous contenter d'un total de dix entrevues. Si notre étude semble de prime abord déséquilibrée de par le faible nombre d'entrevues réalisées au Chili, il est à noter que nos résultats d'analyse trouvent écho dans les recherches de grande envergure, dont une élaborée au sein de cinq universités chiliennes²⁸⁹. Nous pouvons ainsi nous fier à nos résultats.

²⁸⁹ Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards. *Op. Cit.*

Le second bémol sur notre collecte d'entretiens est que nos échantillons varient au niveau du genre. Car si une seule femme a participé à notre étude au Chili, plus de huit Chiliennes montréalaises nous ont fait part de leur interprétation et de leur histoire personnelle. Notons qu'un nombre presque égal d'hommes a été interrogé au Chili et au Québec. Il convient également de souligner la nature de nos échantillons, particulièrement en ce qui a trait à la notion de « gray zoners ». Rappelons que cette appellation se rapporte à l'absence de lien direct avec la dictature et la répression, écarte l'implication au sein d'organismes qui militent pour les droits de la personne et exclut le culte voué aux régimes militaires²⁹⁰. Au Chili, le nombre de participants dont la famille nucléaire et élargie n'a pas été touchée par la violence du gouvernement militaire est de sept sur un total de dix participants, alors qu'au Québec, nous n'en comptons que cinq sur un total de dix-huit personnes interrogées. Enfin, notons que les participants sont tous à la fin de la vingtaine ou à l'aube de la trentaine, et qu'ils appartiennent presque tous à une classe sociale élevée ou moyenne.

I. Comparaison de nos données

La mémoire intergénérationnelle chilienne sur le passé récent répressif semble s'être transmise de façon différente au Chili et au Québec. En effet, si les perceptions des deux personnages antagonistes (Salvador Allende et Augusto Pinochet) varient quelque peu, l'interprétation événementielle du passé, ainsi que les canaux d'apprentissage diffèrent dans leur nature. Les tableaux mêmes des connaissances sur cette histoire paraissent ici homogènes et là-bas hétérogènes. Nous avons relevé quelques facteurs qui pourraient expliquer les chemins divergents empruntés par la mémoire selon le territoire.

1.1 Perceptions, connaissances et canaux d'apprentissage : le parallèle

Les participants au Chili et au Québec perçoivent Allende de façon similaire, c'est-à-dire majoritairement comme un grand président charismatique qui se mit au service du peuple. Également, les quelques critiques formelles à son égard s'entrecourent

²⁹⁰ Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.13.

à travers les territoires : on lui reproche son idéalisme, sa naïveté et son manque d'autorité auprès des forces de l'ordre. Cependant, il est à souligner que la thèse du chaos engendré par une mauvaise gouvernance de la part d'Allende n'est défendue qu'au Chili, alors qu'au Québec, les personnes interrogées insistent sur le fait que cet état socioéconomique n'était qu'un artifice de l'oligarchie chilienne et des États-Unis. Notons qu'Allende est davantage admiré au sein des participants montréalais d'origine chilienne, puisque la moitié d'entre eux lui attribue uniquement des qualificatifs élogieux, comparativement à un peu moins du tiers des informateurs chiliens qui le couvrent d'adjectifs de grandeur. Cette observation se confirme lorsque l'on compare les opinions des deux groupes de participants face à la présence de la statue d'Allende à la sortie de la Moneda : au Chili, les opinions sur le sujet sont antagonistes alors qu'au Québec, elles sont quasi unanimes en sa faveur. Rodrigo voudrait voir l'application de l'idéologie d'Allende et non la multiplication des monuments à son égard, alors que Yenisá s'oppose catégoriquement à un tel hommage.

Pinochet, quant à lui, inspire des sentiments variés et ce, surtout au Chili. Si la moitié des personnes interrogées là-bas n'a aucun mot pour encenser le dictateur, l'autre moitié, dont Iker, mentionne qu'il fut l'artisan du retour à l'ordre et du miracle économique : « *Un hombre que bajo sus ideales intentó arreglar el caos que reinaba en Chile* ²⁹¹ ». Au Québec, les quelques perceptions nuancées ne vont pas dans ce sens, mais les personnes interviewées conçoivent Pinochet plutôt comme une marionnette téléguidée par de puissantes instances chiliennes et américaines : « Un pion. Si ça n'avait pas été lui, ça aurait été un autre ²⁹² ». Encore ici, on ne retrouve la thèse du chaos engendré par Allende et mis à terme par Pinochet que chez les participants interviewés au Chili. La reprise de l'économie est également perçue de façon fort négative par nos participants du Québec qui y voient la mise en place d'un laboratoire du néolibéralisme sauvage aux dépens du peuple qui reste exclu. Ce changement de cap économique est cependant apprécié de façon générale par les personnes interrogées au Chili.

²⁹¹ « Un homme qui, selon ses idéaux, a voulu régler le chaos qui régnait au Chili ». Entretien réalisé avec Iker en octobre 2008 à Santiago.

²⁹² Entretien réalisé avec Lilia le 18 novembre 2008 à Montréal.

Au niveau de l'interprétation du passé récent chilien, les pièces du tableau semblent davantage en place chez la deuxième génération au Québec. En effet, la plupart des informateurs démontrent une profonde compréhension des événements, qu'ils rattachent logiquement à leurs sources et connaissent les tenants et aboutissants de toute cette histoire. Trois participants font figure d'exception puisqu'ils maîtrisent difficilement ou ne maîtrisent pas du tout la ligne événementielle. Les représentations s'avèrent homogènes chez les Chiliens interrogés au Québec, alors qu'elles sont plutôt éclatées au Chili, en plus d'être réductrices. En effet, la moitié des personnes interrogées là-bas associe dictature et stabilité économique et la majorité impute au gouvernement militaire les violations des droits humains. Si certains mentionnent les succès du régime capitaliste implanté par la dictature ainsi que la satisfaction engendrée par la réappropriation des terres, d'autres s'expriment en termes de répression violente, de division sociale grandissante et d'exil sans retour. Ainsi, les personnes interrogées au Chili associent différentes représentations au passé récent, ce qui empêche l'existence d'un seul discours interprétatif. Au Québec, le propos est essentiellement le même, replaçant les événements dans le contexte de la Guerre froide, insistant sur les facteurs internes (soit l'oligarchie chilienne) et externes (soit l'interventionnisme américain) qui ont mené au coup d'État. Les participants font par la suite mention du début d'une tranche de l'histoire nationale empreinte de violence qui s'éternisa dix-sept ans, pour enfin se conclure, du moins dans une certaine mesure, avec la transition de 1990. Finalement, notons que si trois personnes interrogées au Chili imputent les causes de la dictature au gouvernement Allende, un seul participant du Québec épouse cette même thèse.

Susana Kaiser conclut à la victoire du discours militaire en Argentine, puisque les jeunes gens interviewés s'en remettent aux concepts de « coupables » versus « innocents » pour expliquer les fondements de la dictature. Ce discours simplifié sous-entend que les victimes de la répression étaient nécessairement impliquées dans une forme quelconque de résistance ou de militance, ce qui scellait leur destin. « The belief had been transmitted that the danger of disappearing was based on 'being involved in something' and the possibility of survival on 'not being involved in anything', implying

that the victims were to be blamed for their suffering²⁹³». Le gouvernement dictatorial s'est efforcé de véhiculer une telle représentation, afin que la mémoire collective s'accroche à cette justification de la violence. Au Chili, les violations des droits humains ne se trouvent pas blanchies par des arguments de cette nature.

Le discours militaire chilien soutient que le coup d'État du 11 septembre est un acte de sauvetage qui vint freiner la déroute du pays vers un abîme certain. Si quelques-uns des individus interrogés prétendent que le coup d'État était nécessaire pour mettre fin au chaos, tous condamnent la répression qui s'ensuivit : « *La intervención militar que a juicio mio debiese haber ocurrido solo para restituir el orden y llamar a elecciones generales al segundo dia de haber intervenido, duró 17 interminables años*²⁹⁴ ». Ainsi, bien que certains soutiennent le coup du 11 septembre 1973, ils conçoivent tout de même la dictature comme une période obscure de l'histoire nationale. Le propos dichotomique limité au bien et au mal n'a donc pas fait son chemin jusqu'à cette génération, qui n'excuse pas les violations des droits de la personne qui ont eu lieu sous Pinochet. Cette observation se confirme par les données de l'étude chilienne réalisée au sein de cinq universités. En effet, l'analyse démontre que ce ne sont que des voix minoritaires qui s'appliquent à justifier la violence²⁹⁵. À Montréal, le discours militaire n'a aucune empreinte sur les représentations de nos informateurs, sauf pour le cas de Yenisa. Car si elle croit que le coup d'État fut nécessaire, elle convient qu'il fut également fatal aux Chiliens. Cela dit, puisque les participants du Québec condamnent tous la dictature, nous concluons donc à l'échec du discours militaire chez la deuxième génération. Si les études de Kaiser et du groupe de chercheurs du Chili avancent que les jeunes argentins et chiliens connaissent peu le passé récent violent, ceux qui en connaissent des bribes ont fait eux-mêmes la démarche pour s'informer ou ont été exposés à un vecteur narratif quelconque.

²⁹³ Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.41.

²⁹⁴ « L'intervention militaire qui selon moi ne devait que restituer l'ordre et organiser des élections générales le second jour après avoir intervenu, dura 17 interminables années ». Entretien réalisé avec Luis au mois d'octobre 2008 à Santiago.

²⁹⁵ Voir Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*, p.71.

Les canaux d'apprentissage, bien qu'ils ne varient pas énormément dans leur nature, ont chacun une popularité qui diffère entre le Québec et le Chili. Nos participants du Chili puisent majoritairement leurs connaissances dans les conversations avec leur famille élargie, alors qu'au Québec, cette source se retrouve au septième rang en importance. Cela s'explique par le fait que seules les familles nucléaires ont immigré à Montréal, ce qui limite les contacts avec la famille élargie, demeurée au Chili. Les livres, les discussions avec les parents et les documentaires font partie des quatre premiers vecteurs informatifs transnationaux. Quelques sources sont particulières au Québec, puisqu'elles ne sont pas consultées par les personnes interrogées au Chili; il s'agit du web, de la musique, ainsi que des artistes chiliens. Par exemple, David et Ema n'ont jamais abordé le sujet de la dictature avec leur père respectif et ils ont cherché à comprendre cette histoire par les mots de *Quilapayún*, Violeta Para, Víctor Jara, *Inti-Illimani*, etc. Ces musiciens chiliens, dont *Quilapayún* et *Inti-Illimani* qui ont vécu en exil à partir de 1973, se sont tous engagés à dénoncer la dictature par la voie de la musique. Quelques sources sont également propres aux personnes interviewées au Chili, soit les documents classifiés de la CIA, le groupe Hijos Chile et le collègue. Ainsi, nos données varient quelque peu selon le territoire, ce qui nous incite à nous interroger sur la nature des facteurs qui ont une influence sur la différenciation des résultats recueillis au Chili et au Québec.

1.2 Facteurs explicatifs de la variation selon le territoire

La migration ou l'exil joue sans aucun doute un rôle dans la distinction que l'on retrouve entre la mémoire intergénérationnelle des participants interrogés au Chili et celle de ceux que nous avons interviewés au Québec. Car si Enrique soutient qu'à l'âge de 12, ans il ne savait pas qu'il vivait sous un régime dictatorial et que ce n'est qu'une fois à Montréal qu'il apprit la situation chilienne, c'est que le poids du tabou lié à la peur bloquait tout éveil à la réalité au Chili. Un second exemple du silence social au Chili sous la dictature est celui de Diego qui, une fois à Montréal, s'est enfermé à la bibliothèque nationale pour lire tout ce qui avait été censuré au Chili.

« Quand je suis sorti du Chili, la première chose que je voulais c'était lire. Alors je suis arrivé ici et je n'avais pas le droit de travailler, j'étais réfugié politique, alors je lisais ce que je n'avais pas le droit de lire. [...] je lisais en français avec un dictionnaire dans la main. Je voulais savoir toutes les choses

que je n'avais pas eu droit [de savoir]. Je lisais Neruda, je lisais des livres sur l'histoire du Chili, sur la dictature...²⁹⁶».

Notons également que la situation d'exil força souvent le questionnement identitaire, particulièrement au Québec où la question est au cœur de maints débats, ce qui favorisa l'apprentissage de l'histoire familiale ou du moins de l'histoire récente du Chili. De plus, comme l'exil ou la migration furent souvent forcés par une menace provenant de l'État, la lutte pour faire tomber Pinochet à partir de l'étranger fut un moteur de prise de conscience de la réalité répressive chilienne passablement efficace. Martha se souvient que sa mère se faisait un devoir de lui inculquer l'histoire récente chilienne : « Moi on m'a vraiment cassé les oreilles avec ça...je veux dire qu'on a été baigné là-dedans super jeunes, que c'est important la mémoire, se souvenir, pas de pardon, pas d'oubli. Ce sont des mots qui ont bercé mon enfance²⁹⁷ ». Nous ne rencontrons pas une telle uniformisation de l'obstination chez la deuxième génération au Chili.

Si deux participants du Chili soutiennent qu'ils ont appris les mécanismes de la dictature à l'école, soulignons qu'ils forment un cas isolé, puisque la majorité des personnes interrogées affirme que les professeurs ont su contourner plus ou moins habilement le sujet lors des cours sur l'histoire nationale. Ana, qui a passé son adolescence au Chili, se souvient, dans les années 90, avoir confronté un professeur dont le cours s'arrêtait à l'année 1969. « Puis, après ça? [...] Arrêtez de nous traiter comme des imbéciles! On sait tous ce qui s'est passé. On peut le nier mais on sait tous ce qui s'est passé²⁹⁸ ». Ayant tenté le coup avec plusieurs professeurs, Ana a été marquée par la réponse de l'un d'eux qui lui avoua vouloir continuer le cours au-delà de 1969 mais qu'il désirait avant tout conserver son travail. Ainsi, le cadre d'enseignement demeurait rigide et unidirectionnel dans les établissements scolaires et ce, même sous le régime démocratique. Une étude réalisée par Leonora Reyes Jedlicky a d'ailleurs pris le pouls de la réforme des cours d'histoire et de sciences sociales au Chili entre les années 1990 et

²⁹⁶ Entretien réalisé avec Diego le 17 décembre 2008 à Montréal.

²⁹⁷ Entretien réalisé avec Martha le 19 janvier 2009 à Montréal.

²⁹⁸ Entretien réalisé avec Ana le 10 février 2009 à Montréal.

2003²⁹⁹.

En effet, le nouveau contexte politique qui émerge en 1990 ouvre la porte à une réforme du programme d'enseignement de l'histoire et des sciences sociales à l'école primaire et secondaire. L'idée, à la base du désir de restructuration, prend sa source dans la politique de réconciliation nationale mise de l'avant par le gouvernement Aylwin. Les cours doivent donc inculquer à l'élève, dès son plus jeune âge, un sentiment d'appartenance qui forge l'identité nationale, ce qui favoriserait une certaine cohésion, du moins une coexistence sociale³⁰⁰. La difficulté de l'exercice se trouve nécessairement dans l'élaboration du contenu et dans le choix de l'interprétation des trente dernières années. Nous nous permettons d'insister à nouveau sur l'atomisation de la société chilienne par rapport au passé récent afin de mieux démontrer la complexité de la chose. Dès 1992, une proposition qui définit le contenu minimal obligatoire des cours d'histoire est mise de l'avant par la Commission du Ministère de l'Éducation. De vives critiques fusent des secteurs de la droite politique et de certaines autorités ecclésiastiques, ce qui stoppe le processus d'intégration du 11 septembre dans les cours d'histoire. Car non seulement le programme doit faire consensus au sein de l'équipe de travail chargée de sa construction, mais il doit également gagner l'approbation de l'Église et des Forces Armées³⁰¹.

Un événement vient compliquer le procédé : la publication à Londres, en 1998, de la « *Carta a los Chilenos* » par Pinochet, en collaboration avec l'historien Gonzalo Vial³⁰². Dans ce document, Pinochet définit trois points centraux de son gouvernement, soit son inévitabilité, les mérites de l'implantation du système d'économie de marché, ainsi que son souhait d'établir d'une réconciliation nationale post gouvernement socialiste responsable de l'éclatement politique, social et économique. Ce discours militaire provoque l'ire de onze historiens qui répliquent en publiant le *Manifiesto de los*

²⁹⁹ Leonora Reyes Jedlicky, « Actores, conflictos y memoria : Reforma curricular de Historia y Ciencias Sociales en Chile, 1990-2003 » dans Elizabeth Jelin et Fredericó Guillermo Lorenz, *Educación y memoria. La escuela elabora el pasado*, España : Siglo XXI, 2004.

³⁰⁰ *Ibid.*, p.66.

³⁰¹ *Ibid.*, p.73.

³⁰² « Carte aux Chiliens ».

*Historiadores*³⁰³, ouvrage qui cerne les manipulations justificatives de l'ex-dictateur quant à sa version officielle du passé³⁰⁴.

En 1999, la Table de Dialogue réunie par Eduardo Frei Ruiz-Tagle doit définir le 11 septembre 1973. Il faudra sept mois à ce regroupement de camps opposés (représentants militaires, ecclésiastiques, civils, avocats de victimes de violations des droits de la personne) pour aboutir à une définition qui s'apparente énormément à celle qui avait été élaborée dix ans plus tôt par la Commission Rettig. Résultat : le 11 septembre est l'aboutissement d'une spirale de violence politique qui prend racine dans les années 60 et qui provoque toujours différents courants d'opinions dans la société chilienne³⁰⁵. L'enseignement de la dictature, qui se fait auprès des élèves de 6^e année du primaire et de la deuxième année du secondaire, a comme objet de souligner les différentes interprétations en proposant la vision respective de quatre auteurs. Dans son ouvrage scolaire obligatoire intitulé *Estudio y comprensión de la sociedad 6° básico*, le Ministère de l'Éducation définit le 11 septembre de la façon suivante :

« A fines de 1972 y comienzos de 1973, en las calles de las principales ciudades de Chile se producían casi a diario violentas manifestaciones tanto a favor como en contra del gobierno. Los dirigentes políticos demostraban su incapacidad de lograr entendimientos para resolver el grave conflicto que afectaba a toda la sociedad [...]. Hacia 1973 el país vivía una profunda crisis política, social y económica... El 11 de septiembre 1973 las tres ramas de las Fuerzas Armadas, a las que se sumó Carabineros, exigieron por la fuerza el abandono del poder al mandatario elegido democráticamente. Este camino de revolución extremo significó el derrocamiento de Salvador Allende, quien se suicidó en el Palacio de La Moneda luego de que éste fuera bombardeado por la Fuerza Aérea. Con la intervención militar se produjo un quiebre profundo en el desarrollo de la vida democrática que por largas décadas había tenido lugar en Chile ³⁰⁶».

³⁰³ « Manifeste des Historiens ».

³⁰⁴ *Ibid.*, p.74.

³⁰⁵ *Informe Final de la Mesa de Diálogo*, Santiago, 13 juin 2000 dans *Ibid.*, p.76.

³⁰⁶ « À la fin de l'année 1972 et au début de 1973, les rues des principales villes du Chili furent le théâtre quotidien de violentes manifestations des opposants, comme des supporters, du gouvernement. Les dirigeants politiques démontrèrent une incapacité à résoudre ce grave conflit qui affectait la société [...]. Jusqu'à 1973, le pays vivait une profonde crise politique, sociale et économique... Le 11 septembre 1973, les trois branches des Forces Armées, auxquelles se sont ajoutés les Carabiniers, exigèrent par la force l'abandon du pouvoir par le mandataire élu démocratiquement. Salvador Allende fut renversé par cette voie révolutionnaire extrême et se suicida à l'intérieur de La Moneda alors que celle-ci était bombardée par les Forces Aériennes. Cette intervention militaire produisit une profonde rupture au développement de la vie

Ainsi, nous pouvons relever le champ lexical qui évite les termes « coup d'État » et « dictature militaire », pour plutôt faire état d'une « intervention militaire ». Les causes explicatives du 11 septembre sont également mises de côté, tout comme l'est l'analyse de son impact sur la société chilienne. Le flou qui entoure cette définition créa toute une vague de réaction chez les membres de la Fondation Jaime Guzmán, qui s'offusquèrent devant les « erreurs méthodologiques » de l'interprétation officielle. Cette opposition, jumelée à des manifestations dans les quartiers huppés Providencia et Las Condes de la capitale, poussèrent le Ministère à remplacer ledit livre³⁰⁷. Le tir fut corrigé de façon à ce que le coup d'État soit perçu comme inévitable, état dû au conflit « insoluble » opposant deux camps politiques. L'œuvre sociale de l'Unité populaire est passée sous silence, tout comme la résistance sous la dictature et les effets pervers de l'adoption du modèle économique néolibéral³⁰⁸.

Les participants interrogés au Chili ont donc appris une version fortement diluée de leur histoire récente nationale au collège et notons que cette observation ne s'applique que pour ceux qui ont vu cette matière en classe. Cette parenthèse sur le programme d'enseignement de l'histoire et des sciences sociales au Chili nous permet de constater encore ici l'état de pacte dans lequel se réalisa la transition : les oppositions et les confrontations semblent l'emporter sur la véracité des faits enseignés. Les mécanismes et leurs engrenages qui permettent de comprendre les conflits d'hier et d'aujourd'hui sont simplifiés et sagement sélectionnés, ce qui crée une mémoire biaisée chez les jeunes de la deuxième génération. Car, pendant qu'au Québec Jerico faisait des exposés oraux sur des enjeux tels le capitalisme et le socialisme en 6^e année du primaire et qu'il participait à des conférences sur le Chili au début de ses études secondaires, les jeunes au Chili recevaient un enseignement négocié du passé récent lorsque enseignement sur ce thème il y avait. Nous croyons ainsi que l'enseignement de l'histoire et des sciences sociales à l'école, ou le poids politique engendré par le simple désir d'aborder ce sujet, eut un impact considérable sur les connaissances de la deuxième génération au Chili. Au Québec, bien

démocratique, qui fut ébranlée durant de longues décennies au Chili ». Voir Leonora Reyes Jedlicky, *Op. Cit.*, p.77.

³⁰⁷ *Ibid.*, p.82-83.

³⁰⁸ *Idem.*

que l'école n'aborde pas ce pan de l'histoire, les jeunes étaient libérés du tabou et avaient la liberté de s'exprimer sur le sujet et de soulever les débats que l'on associe généralement à la première génération au Chili. À la suite de cette brève revue des facteurs qui agissent sur l'état de nos données, il convient de vérifier si les cadres sociaux regroupant les mémoires emblématiques sont valides à travers le territoire et les générations.

II. Une théorie transnationale et intergénérationnelle?

Nous avons tenté d'appliquer la catégorisation des mémoires emblématiques de Steve J. Stern aux deuxièmes générations au Chili et au Québec. Les cadres sociaux de la mémoire se sont avérés élastiques, c'est-à-dire non hermétiques. En effet, quelques participants chevauchent les mémoires emblématiques puisqu'ils en possèdent plus d'une à la fois. Nous allons maintenant vérifier l'étendue des possibilités de cette théorie, ainsi que ses limites. Dans ce dessein, nous revisiterons nos classifications des mémoires intergénérationnelles selon le territoire et nous tirerons quelques conclusions quant à l'application des cadres sociaux de la mémoire aux générations postmémoire.

2.1 Les mémoires emblématiques : applications et limites

Rappelons que Steve J. Stern a regroupé sous une théorie de cadres sociaux les dizaines de témoignages récoltés au Chili en 1996-1997. Au nombre de quatre, les mémoires emblématiques appellent à l'identification et font le lien entre les mémoires personnelles et collectives. Cette catégorisation est le fruit d'un travail de recherche effectué auprès de la génération témoin de la dictature par l'auteur. Nous avons cherché à l'appliquer à la deuxième génération et nous avons fait quelques constats, d'abord avec nos données recueillies au Chili. En effet, les mémoires emblématiques ne sont pas des catégories exclusives, puisque Luis et Quetzal soutiennent que le coup d'État fut nécessaire, mais associent la dictature à un sentiment de trauma. Quetzal fut marqué par l'autoritarisme de Pinochet au point qu'il a canalisé cette blessure dans le choix de son travail. Tous deux possèdent donc la mémoire comme salut national, Luis se rattachant également à la mémoire comme rupture et Quetzal à la mémoire comme persécution et éveil. Aussi, en plus de remarquer le caractère élastique des mémoires emblématiques, il

nous fut impossible de lier Iker et Carlos à un cadre social de la mémoire. Issus de familles pinochétistes ou partiellement pinochétistes, ils se montrent conciliants en prônant le rapprochement des deux camps antagonistes et se posent en faveur d'une réconciliation nationale. Loin d'être indifférents et hors cadres, leurs cas nous incitent à mettre un bémol à la théorie de Stern, du moins en ce qui a trait à la deuxième génération.

Car si Stern a répertorié quatre mémoires emblématiques au sein de la première génération, nous en proposons une cinquième à laquelle se rattacheraient ceux qui s'opposent à l'oubli et à l'indifférence, et qui luttent pour une conciliation entre les deux camps politiques. Iker n'a de bons mots ni pour Allende ni pour Pinochet ; les deux dirigeants lui rappellent la période la plus obscure du Chili. Il lui importe avant tout d'arriver à affronter et à comprendre le passé sans parti pris et sans idées reçues : « *Más importante [...] es poder llegar a tener una mirada histórica, apolítica, donde se cuente la verdad de los hechos* ³⁰⁹ ». Carlos, lui, désire fortement éviter les conflits qui sont provoqués par les discussions politiques. Il ne peut supporter ceux qui s'enflamment continuellement (ce qui peut déchirer des familles) et qui considèrent comme ennemis les sympathisants du camp politique opposé. « *En una familia, es estúpido pelear por política. Creo que ese fue una enseñanza que nos dejó el Golpe. Los ignorantes son los que seguirán eternamente peleando y considerando a los demás 'enemigos' en lugar de 'adversarios' con los cuales confrontarse constructivamente* ³¹⁰ ». De plus, conciliant, Carlos aimerait voir la statue d'Allende remplacée par un monument pour la paix entre les Chiliens. Ainsi, Iker et Carlos ne s'identifient à aucune des mémoires emblématiques de Stern. Ils appartiennent à ce que l'on pourrait nommer la mémoire conciliante.

Au Québec, Yenisa représente le seul cas de chevauchement entre les mémoires emblématiques. Elle considère le coup d'État dans son inévitabilité mais associe la

³⁰⁹ « Le plus important [...] est de pouvoir arriver à avoir un regard historique, apolitique, d'où émerge alors la vérité des faits ». Entretien réalisé avec Iker à Santiago de Chile, octobre 2008.

³¹⁰ « Il est stupide que les membres d'une famille se chicanent à cause de la politique. Les ignorants sont ceux qui continueront à se battre éternellement, considérant les autres comme des ennemis au lieu d'adversaires avec qui ils pourraient argumenter de façon constructive ». Entretien réalisé avec Carlos à Santiago de Chile, octobre 2008.

dictature à une période de répression. Elle possède donc la mémoire comme salut national et comme rupture. Interrogée sur sa perception de la statue d'Allende sise à la sortie de la Moneda, Yenisa se montre catégorique : ni Allende, ni Pinochet ne devraient recevoir d'hommage ou de monument. Clamant le commun « passons à autre chose », attitude rencontrée abondamment chez les jeunes au Chili, elle s'associe également à la mémoire comme boîte close. Ainsi, Yenisa, de par ses multiples interprétations non contradictoires du passé récent chilien, possède trois des quatre mémoires emblématiques élaborées par Stern. Notons que, au Québec, nous ne retrouvons pas de cas qui débordent des cadres sociaux de la mémoire préalablement établis.

Les mémoires emblématiques sont relativement de même nature sur les deux territoires. En effet, près de la moitié des participants du Chili et du Québec possède la mémoire comme rupture et seulement deux personnes se rattachent à la mémoire comme boîte close, soit un participant dans chaque pays. La seule exception et non la moindre se trouve au Québec avec le nombre imposant d'informateurs dont la mémoire correspond à la persécution et à l'éveil. Plus de neuf personnes interrogées ont fait ou font toujours preuve d'*agency* suite à la mise en contact avec cette histoire, alors qu'au Chili, seulement Gerardo et Quetzal se sont impliqués à différents niveaux pour la mémoire de la violence. Rappelons que l'exil ou la migration, et les raisons qu'elles impliquent, ont souvent fait que des parents sont devenus militants dans la lutte pour la chute de Pinochet à partir du Québec, ce qui a fait en sorte que les enfants ont participé très jeunes aux actions organisées par les adultes. Aujourd'hui, rares sont ceux qui poursuivent la lutte pour la mémoire à partir d'ici, bien que quelques-uns le fassent avec une certaine discrétion ou encore adoptent d'autres causes selon l'héritage de Salvador Allende.

Nous concluons donc que la théorie des cadres sociaux de la mémoire de Stern s'applique au-delà de la génération témoin de la dictature et trouve écho chez les Chiliens vivant au Québec. Nous avons constaté que deux cas échappaient à tous les cadres, ce qui nous a incités à créer une cinquième mémoire emblématique, qui regroupe les Chiliens conscientisés et conciliants. Cependant, les mémoires ne se sont pas transmises de la même façon au Chili et au Québec, et il nous suffit d'aborder brièvement la question de la

réconciliation pour appuyer notre propos. Dans neuf des dix entrevues réalisées au Chili, les personnes affirment croire à la possibilité d'une réconciliation nationale, soit presque l'unanimité. Le tableau est totalement différent au Québec, puisque les deux tiers des participants prétendent qu'une réconciliation est impossible entre les Chiliens. Quatre personnes soutiennent qu'elle est possible mais ce, après avoir refoulé une réponse négative insistante et cherché la dose d'optimisme nécessaire pour croire en cet état de guérison sociale. Alors qu'au Chili la deuxième génération se détache volontairement de cette histoire de répression et qu'elle désire oublier afin de céder la place à un futur prometteur et unificateur, les jeunes Chiliens du Québec sont très sensibles sur cette question et déçus de l'amnésie sociale qui embrase le Chili, certains cachent une rancœur à l'égard du pays de leurs parents. Si nous prenons le pouls de l'héritage de la dictature au Chili et au Québec, nous remarquons que celui-ci est considérable et qu'il a su traverser les territoires et les générations.

2.2 Les héritages de la dictature pinochétiste au Chili comme au Québec

La peur est un des nombreux instruments qui furent utilisés par les militaires afin d'asseoir leur autoritarisme. Bien que la dictature prît fin officiellement en 1990 avec l'élection de Patricio Aylwin, les corps policier et militaire continuent d'appliquer certains de ses mécanismes, ce qui prolonge officieusement la répression qui eut lieu sous Pinochet. Un exemple de l'entretien de la peur est celui qui fut pratiqué auprès de la famille Vergara Toledo, de la Villa Francia à Santiago. Daniela a passé son enfance dans ce quartier et les trois frères Vergara étaient ses amis. Le 29 mars 1985, Rafael et Eduardo, respectivement âgés de 18 et 20 ans, meurent dans ce qui serait un affrontement armé, selon les médias et la police de l'époque. Le 30 septembre 2003, la Cour Suprême livre une toute autre version de l'affaire, stipulant que les frères Vergara furent assassinés pour des raisons politiques, puisqu'ils militaient au sein du MIR³¹¹. Car, puisque les tirs meurtriers ont atteint les frères dans le dos et la nuque, la thèse de l'affrontement se

³¹¹ MIR est le Mouvement de gauche révolutionnaire. Francisco [Ramírez, Hermanos Vergara Toledo fueron asesinados por móviles políticos, 2006 \[En ligne\].](http://www.lanacion.cl/prontus_noticias/site/artic/20060331/pags/20060331184147.html) http://www.lanacion.cl/prontus_noticias/site/artic/20060331/pags/20060331184147.html (Page consultée le 22 juillet 2009).

trouve invalidée³¹². Daniela se souvient de ses amis comme des militants universitaires :

« Les frères Vergara étaient très impliqués politiquement. C'étaient des universitaires qui participaient à toutes sortes de regroupements, de manifestations. Ils voulaient avoir le droit de parler, de s'exprimer, de dire qu'ils étaient contre ce qu'il se passait. C'étaient des leaders. Ils ont été assassinés et ils sont morts en défendant les droits de leur pays³¹³».

La famille Vergara Toledo fut longtemps surveillée par les militaires, puisque non seulement Rafael et Eduardo étaient des militants politiques, mais leurs parents travaillaient pour le Vicariat de la Solidarité. Suite à l'assassinat des deux jeunes hommes, Pablo, le troisième frère Vergara se lança dans la lutte armée et périt lui aussi en novembre 1988 dans des conditions nébuleuses. Les parents dénoncèrent ces meurtres politiques et reçurent un solide appui des habitants du quartier. Daniela soutient que l'histoire des frères Vergara est toujours très présente dans le quartier, puisque, d'une part un monument a été érigé à leur honneur, et d'autre part, les parents des Vergara ont dit en entrevue, il y a deux ans (selon son souvenir), recevoir encore des menaces à chaque anniversaire de la mort de leurs fils. Ces menaces, sous forme d'appels téléphoniques anonymes, se voulaient une forme d'avertissement, rappelant à la famille Vergara qu'elle était toujours surveillée. Daniela est soulagée de voir que le gouvernement de Bachelet a agi en faveur des Vergara : « Avec le nouveau gouvernement, au moins, quelque chose a été fait. Ils ont été capables de retracer les appels qui provenaient du commissariat pas de loin de chez eux³¹⁴». Elle affirme que ce sont des militaires enrôlés très jeunes durant la dictature, qui continuent encore aujourd'hui de menacer les familles. Enfin, Daniela prétend que les gens ont moins peur de nos jours, ce qui brise parfois l'intimidation par voie de dénonciation publique.

Si les gens au Chili ont moins peur aujourd'hui malgré l'entretien du spectre, certains des enfants d'exilés vivant au Québec manifestent encore ce sentiment devant des situations particulières. Par exemple, Daniela a développé au Chili une réelle peur des policiers, peur qu'elle retrouve lorsqu'elle retourne là-bas. Ana ressent de nouveau ce

³¹² *Idem.*

³¹³ Entretien réalisé avec Daniela le 21 mars 2008 à Longueuil.

³¹⁴ *Idem.*

sentiment lorsqu'elle est appelée à parler de l'histoire de sa mère, marquée par la résistance, la clandestinité et la détention. Car le refus d'aborder certains thèmes démontre dans ce cas précis une crainte du danger, d'un dévoilement qui exposerait un être cher. Roberto s'est lui aussi montré rigide devant certaines de nos questions, pesant même longuement les implications de sa signature sur le formulaire de consentement. Susana Kaiser soutient qu'en Argentine, les parents ont transmis dans une mesure non négligeable un sentiment de peur à leurs enfants : « When you live in fear, you transmit it to your children ³¹⁵ ». Bien qu'aujourd'hui les gens ne vivent plus sous le joug dictatorial au Chili, nous considérons qu'une certaine couche sociale de la population (soit la classe ouvrière, jadis dans la mire des militaires) retrouve parfois encore le sentiment de peur finement entretenu par le gouvernement pinochétiste et ce, particulièrement chez les exilés politiques.

Le discours militaire préconisant l'oubli est un deuxième héritage légué aux nouvelles générations. Car si nous croyions à prime abord nous buter à plusieurs refus de participation au Chili, c'est au Québec que nous avons rencontré quelque résistance de cette nature. En effet, quelques personnes, référées par des contacts soucieux de nous aider dans notre échantillonnage, refusèrent de s'impliquer dans cette étude sous prétexte d'un puissant désir d'oublier cette histoire. Ainsi, l'oubli aurait fait son chemin jusqu'à la deuxième génération et jusqu'au Québec. Mentionnons également que, si le désir d'oublier n'a pas empêché certaines personnes de participer, le regret d'avoir accepté notre invitation s'est quelques fois manifesté chez des informateurs. En effet, l'idée d'avoir à ressasser des souvenirs douloureux et à rebaigner dans une vague d'émotions a parfois freiné des débuts d'entretiens. Enfin, notons que plusieurs de nos demandes auprès de Chiliens enfants d'exilés ou d'immigrants sont demeurées pendantes.

L'atomisation de la société chilienne devant son passé constitue en un troisième héritage de la dictature. Bien que la division sociale et économique des Chiliens prenne racine dans des rapports de force établis durant l'époque coloniale, l'imposant fossé qui divise le pays quant à son histoire nationale récente fut creusé par la dictature. Le

³¹⁵ Voir Susana Kaiser, *Op. Cit.*, p.56.

véritable nœud de mémoire que représente la statue d'Allende est un exemple de cet éclatement du discours au Chili. Au Québec, l'interprétation du passé est davantage homogène, bien que variable selon les cohortes d'immigration. Si l'affrontement des mémoires se manifeste dans la sphère publique au Chili, soulignons qu'il se retrouve également sur la toile, ce qui offre une dimension internationale au propos. Afin d'exemplifier ce phénomène, revenons au cas de la famille Vergara. Un court film anonyme intitulé « Sarabande por los Hermanos Vergara Toledo »³¹⁶ est le théâtre d'un affrontement cyber-verbal impressionnant. En effet, des commentaires sympathisants pour la cause de cette famille partagent la page avec des condamnations catégoriques. Un internaute s'exprime en ces mots :

« ¿Desde cuándo un par de asaltantes de bancos son 'héroes nacionales'? Me da pena que un país tenga que sufrir cada 29 de marzo porque una manga de fracasados y drogadictos destruyan e impongan el miedo entre quienes TRABAJAN. ¿Qué perdió Chile con el ajusticiamiento de los hermanitos verga-ra? Respuesta...¡NADA! ¡Viva Pin8! »³¹⁷

Le web est un immense espace où s'entrechoquent les mémoires antagonistes. Pinochet y a même un cyber-acronyme : Pin8 (Pin-ochó). Si le site *YouTube* renferme une mine de renseignements, d'exemples d'affrontements des discours, une pléthore d'autres groupes, pages et mouvements sont de véritables nœuds de mémoire. Cette avenue que propose le web offre d'immenses possibilités d'études que nous n'aborderons pas ici mais qu'il est important de souligner. Nous reviendrons toutefois sur ce point dans la conclusion finale de notre étude.

Enfin, nous concluons en effleurant un dernier héritage de la dictature, soit le désintérêt du passé au profit de l'installation du futur. Notons que cette attitude a été davantage répertoriée au Chili et ne s'est retrouvée que chez Joel au Québec. En effet, la deuxième génération au Chili associe beaucoup le passé aux parents et le fait souvent

³¹⁶ « Sarabande pour les frères Vergara Toledo ». -----, *Sarabande por los Hermanos Vergara Toledo*, 2007, [En ligne], <http://www.youtube.com/watch?v=uMSgC7u3vSw> (Page consultée le 22 juillet 2009).

³¹⁷ « Depuis quand une poignée voleurs de banque sont-ils des héros nationaux? Cela me fait de la peine qu'un pays ait à souffrir chaque 29 mars parce qu'une bande de vandales et de drogués détruisent et imposent la peur chez ceux qui TRAVAILLENT. Qu'a perdu le Chili avec l'exécution des frères Vergara (jeux de mots avec *verga* qui est la version vulgaire de « pénis » en espagnol)? La réponse...RIEN! Vive Pinochet! » *Idem*.

rimer avec conflit. Ils tendent donc à s'en détacher, puisque selon eux un pays ne gagne rien à s'obstiner dans son passé. L'étude réalisée au sein de cinq universités chiliennes conclut à cette distance maintenue par les jeunes, ce qui engendre le détachement, voire l'indifférence : « *Los jóvenes no se sienten productos de una historia ; no reconocen en ellos influencias de lo que ocurrió en el pasado* ³¹⁸ ». Ce détournement de regard sur le passé n'est presque pas présent au Québec, où la deuxième génération tend davantage à demeurer attachée à l'histoire récente chilienne. Ce fait est relié aux paramètres déclenchés par la situation d'exil ou de migration et par l'établissement au Québec, où la société favorise le questionnement identitaire.

Conclusion

Mettre en perspective nos analyses des mémoires recueillies au Chili et au Québec nous a permis d'évaluer l'état de la mémoire intergénérationnelle selon le territoire. Nous avons constaté que la nature de cette mémoire varie selon plusieurs facteurs explicatifs, en commençant par le territoire. Celui-ci sous-tend la situation d'exil ou de migration en sol québécois qui, comme nous l'avons mentionné précédemment, joue un rôle important dans l'acharnement à la mémoire historique. Liée à cela se trouve l'histoire familiale ou la raison du départ, ce qui démontre souvent le lien direct qui a existé entre la famille et la dictature (notion de « gray zoner »). Le départ souvent précipité, et non le fruit d'une décision volontaire, a poussé les premiers arrivants chiliens à travailler pour la chute de la dictature, ce qui explique la grande proportion de mémoires comme persécution et éveil chez la deuxième génération à Montréal. Le déracinement est aussi moteur de questionnements identitaires pour les Chiliens arrivés au Québec alors qu'ils étaient encore enfants et pour ceux qui y sont nés, ce qui peut forcer les discussions et les recherches sur le Chili. Enfin, le Québec offrait, pour les exilés chiliens, la liberté d'information et d'expression, ce qui permit à certains, notamment Diego et Enrique, de saisir les mécanismes de la dictature, son ampleur et sa violence.

³¹⁸ « Les jeunes ne se considèrent pas produits d'une histoire ; ils ne reconnaissent pas les influences du passé sur eux aujourd'hui ». Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*, p.69.

Nous avons vu que l'interprétation du passé récent varie selon que les participants résident au Chili et au Québec. Un des facteurs proposés pour expliquer cette observation est celui des programmes d'enseignement de l'histoire et des sciences sociales au Chili. Nous avons constaté que celui-ci reflète le caractère négocié de la transition démocratique, puisque le discours dut recevoir le sceau de plusieurs instances, dont l'Église et les Forces Armées. Alors que les jeunes au Chili apprenaient une histoire tissée de compromis (et ne manquons pas de souligner que l'enseignement dépend des professeurs et des institutions, ce qui signifie qu'il n'est pas uniformisé), au Québec beaucoup de jeunes Chiliens multipliaient les travaux et exposés oraux sur la dictature. La nature du propos, du « que s'est-il passé » peut donc différer en partie à cause de l'enseignement de l'histoire et des sciences sociales à l'école.

Enfin, nous avons relevé une poignée d'héritages de la dictature chez la deuxième génération, dont certains sont caractéristiques d'un territoire en particulier. La peur ou la crainte se rencontrent chez certains participants interrogés au Québec, alors que ceux interrogés au Chili sont dépourvus de tels sentiments. En effet, au Québec, quelques-uns se sont montrés hésitants à l'idée d'aborder certains thèmes ou de signer un formulaire de consentement. Quant à l'oubli, c'est un héritage qui a fait son chemin à travers les hémisphères, puisque certains, au Québec, ont refusé de prendre part à notre recherche sous prétexte qu'ils essayaient d'oublier cette histoire, et au Chili, nombreux sont ceux qui, chez les jeunes, désirent tourner la page pour clore ce chapitre obscur. Relié à ce désir de se détacher du passé se trouve le maintien de la distance, voire l'indifférence, deux états que nous avons relevés au Chili (exception faite du cas de Joel au Québec). En terminant, nous nous permettons d'insister sur l'atomisation des mémoires, largement repérée au Chili et sur le web. La nouvelle avenue offerte par le web mérite une attention particulière, et nous ne pouvons malheureusement que la mentionner tant elle renferme de potentiel de recherche. L'utilisation de ce média pour l'affrontement ou le regroupement des mémoires devra faire l'objet d'une autre étude. Nous nous permettons d'exposer quelques points sur ce sujet dans notre conclusion globale.

Conclusion

La mémoire et ses noeuds

I. Retour sur nos observations

Afin de mener à bien une étude sur la mémoire chilienne, il importe de conserver en permanence à l'esprit la violence de sa dictature, les mécanismes qui ont permis d'asseoir un tel pouvoir aussi longtemps et de couvrir ses arrières après sa sortie fortement négociée, ainsi que l'état atomisé de cette société laissé par le passage du gouvernement militaire. Car si la population fragmentée maintient des discours opposés quant aux réalisations de Salvador Allende et d'Augusto Pinochet, ce sont donc les mémoires de cette époque qui continuent de s'affronter. Au Chili, la politique de réconciliation nationale mise de l'avant par le premier gouvernement élu suite à la dictature a normalisé le silence et a installé l'oubli général. On parle d'amnésie sociale. Ce climat d'engourdissement eut sans contredit un impact sur la transmission intergénérationnelle de la mémoire de la répression, d'autant plus dans un contexte de négociation permanente entre les camps politiques opposés.

Deux outils méthodologiques proposés par Stern nous ont servi tout au long de notre recherche afin de mieux analyser et regrouper les mémoires extirpées des témoignages : les mémoires emblématiques (ou cadres sociaux de la mémoire) et les noeuds de mémoire. Ceux-ci témoignent d'un certain malaise social, reflet des multiples mémoires incompatibles qui déchirent la société. Nous avons remarqué que les lieux de

mémoire, exemple de nœuds, n'ont pas ou très peu d'impact sur la deuxième génération, puisqu'ils n'en connaissent presque pas l'existence. Les mémoires emblématiques nous ont servi de phare, puisqu'elles furent établies suite à une recension des mémoires de la génération témoin de la dictature. Nous avons constaté que ces cadres, qui font le lien entre les mémoires personnelles et collectives, sont aptes à l'analyse de la mémoire intergénérationnelle, du moins de celle de la deuxième génération. Cependant, nous leur avons mis quelques bémols, afin de les rendre complètement adéquats à nos analyses.

À Santiago, l'apprentissage fragmenté des sciences sociales et de l'histoire mêlé au tabou qui pèse sur le passé récent ont donné lieu à une génération peu informée et/ou complètement désintéressée. L'interprétation des événements est partielle et vague, bien que l'information existe. La génération postmémoire semble porter son regard vers un futur dépourvu du poids du passé, laissé au souvenir de leurs parents. Alors que beaucoup baignent dans l'indifférence, certains (moins nombreux) font preuve d'*agency* pour la mémoire, comme Gerardo et Quetzal. Bien que les connaissances du passé récent soient limitées, les participants soutiennent tous une opinion quant à l'histoire nationale, ce qui traduit une transmission de la division. Nous avons observé que certaines mémoires chevauchaient les cadres sociaux de Stern, puisqu'elles approuvaient le coup d'État mais condamnaient la répression qui s'en suivit. Fait intéressant : nous avons dû ajouter une mémoire emblématique aux quatre déjà proposées par Stern, soit la mémoire conciliante, trouvée notamment chez ceux dont les parents s'opposaient idéologiquement. Malgré cet état de confrontation toujours présent au sein de cette génération, la grande majorité des personnes interviewées croit qu'une réconciliation est possible pour le Chili, ce qui n'est pas le cas pour les Chiliens montréalais.

En effet, la mémoire de la deuxième génération à Montréal diffère largement de celle répertoriée à Santiago. Car si nous avons perçu une pauvre transmission de la mémoire là-bas, nous concluons, au contraire, à une forte transmission intergénérationnelle de la mémoire de la dictature au Québec. La plupart des participants ont même fait preuve d'un intérêt marqué pour le sujet puisqu'ils ont cherché à valider les propos de leur famille via des lectures ou des documentaires. Nous soutenons que le

phénomène de l'exil et de la migration, ainsi que l'établissement au Québec, ont eu un important rôle dans la transmission de la mémoire. En effet, nous avançons que le déracinement des participants ou de leurs parents fut moteur de questionnements et de recherche de sens, ce qui ouvrit nécessairement la porte aux discussions sur la dictature. Au niveau des cadres sociaux, nous avons noté à Montréal une plus large présence de la mémoire comme persécution et éveil. Cela s'explique par l'implication de nombreux parents dans la résistance à partir du Québec. Aujourd'hui, certains continuent d'appliquer les principes d'Allende à différents niveaux.

Mis à part l'exil et la migration, nous avons relevé une série de facteurs qui, nous croyons, ont joué un rôle dans l'apprentissage du passé récent selon le territoire. La notion de « gray zoner » se montre fort importante à nos yeux, puisqu'elle distingue les participants militants, ou ayant eu un lien direct avec la dictature ou encensant les actions des militaires, des autres qui ne furent pas touchés par le gouvernement militaire. Ainsi, les « gray zoner » ont tendance à être moins informés et moins émotifs que les autres. L'histoire familiale, qui découle de cette notion de « gray zoner », ainsi que les raisons du départ du Chili sont tous deux des facteurs explicatifs non négligeables dans la variation de la mémoire. Enfin, la liberté de s'informer et de s'exprimer au Québec a permis à certains de comprendre la situation au Chili et de la transmettre de façon intragénérationnelle, à l'école par exemple. Car alors qu'au Chili les jeunes ont appris une histoire nationale diluée par les compromis issus de la transition négociée, les jeunes avaient à Montréal la liberté de présenter la situation chilienne lors d'exposés oraux ou de travaux scolaires.

La dictature a légué plusieurs héritages au Chili et à la diaspora chilienne. On les perçoit dans la crainte des enfants d'exilés devant nos questions ou notre intérêt soutenu sur le sujet, dans l'oubli qui enrobe tout un pan de l'histoire, dans la distanciation voire même l'indifférence d'une génération au Chili par rapport au passé récent répressif, dans l'atomisation de la société devant son histoire. Cet éclatement des représentations utilise aujourd'hui le support web pour afficher ses couleurs. La confrontation des mémoires chez cette génération se poursuit donc sur ce média, où s'affrontent les groupes opposés.

Car s'il fut établi que les jeunes au Chili ne détiennent qu'une connaissance superficielle du passé récent et qu'ils se montrent distants de cette histoire, nous notons qu'ils défendent tout de même des positions (peu fondées) par rapport aux événements des années 70-80. Un participant de l'étude menée au sein des cinq universités chiliennes en 2007 soutient d'ailleurs que les jeunes, bien qu'ils semblent d'actifs protestants défendant une position claire, ne connaissent pas vraiment le fond de leur argumentation et sont peu intéressés à le connaître : « *Cuando alguien ve la juventud de lejos parece que la juventud tiene mucha motivación y conocimiento acerca de los temas que afectan Chile socialmente. En la realidad la juventud sabe poco acerca que lo están protestando. No nos interesa mucho* ³¹⁹ ». Nous terminerons donc notre étude en jetant un bref regard sur ce phénomène nouveau particulièrement présent sur le site internet *facebook*, soit l'affrontement des mémoires sur la toile, phénomène qui mériterait qu'on s'y attarde davantage.

II. La toile, nœud de mémoire virtuel

Facebook est un site d'échange qui comprend quelques 250 millions de membres sur la planète³²⁰. Ces derniers sont libres de joindre des groupes, dont la fondation peut être orchestrée par n'importe quelle personne qui détient un compte *Facebook*. On y retrouve des forums de discussion, des albums photos, parfois des vidéos et souvent, de la confrontation. En effet, il arrive fréquemment que certaines personnes rejoignent des groupes qui prônent une position idéologique, si nous nous limitons à notre sujet de recherche, opposée à la leur. Une fois membres du groupe en question, elles sont libres de s'exprimer sur le mur de la page, c'est-à-dire sur une page publique, afin de provoquer une confrontation virtuelle. Par exemple, lorsque le groupe « *14.999.999 de chilenos que Apoyan a Allende* » fut fondé, on ne tarda pas à lancer « *14.999.999 de chilenos que*

³¹⁹ « Lorsque quelqu'un observe de loin les jeunes, ceux-ci apparaissent être très motivés et semblent détenir une connaissance approfondie des thèmes sociaux qui affectent le Chili. En réalité, les jeunes connaissent très peu les raisons et le fond de leurs protestations. Ça ne nous intéresse pas beaucoup ». Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards, *Op. Cit.*, p.62.

³²⁰ Jim Bronskill, « Facebook s'entendrait avec le Commissariat à la protection de la vie privée ». *Le Devoir* (Montréal), vol.C No.185 (le mardi 18 août 2009), cahier B (2009), p.7.

opinan que Allende no es el personaje más grande »³²¹. Le premier groupe, qui comporte 5915 membres à ce jour (comparativement au deuxième groupe qui en compte 216 083), affiche le résultat d'un sondage mené auprès de la population chilienne à savoir qui était leur héros national. Allende l'emporta cette année, pour la première fois et de justesse, avec 38,81 % du vote, devant Arturo Prat. Javier est un de ces « faux membres » qui profita de cette opportunité d'expression pour planter son commentaire anti-Allende : « *Son wness este viejo no hizo ni una waa buenaaa. Me uni pa postiar en esta mierda. Chhaaoo* »³²². Edu, lui, a voulu secouer les membres de ce groupe avec le message suivant : « *La única intención de ingresar a este grupo, no es para insultar [...] sinon que simplemente, para darles a conocer que ESTAMOS EN EL SIGLO XXI!!! Año 2008, lo cual lo permite, creo yo, que dejemos de vivir del pasado [...]. Vivan del futuro y no del pasado* »³²³. Il représente la saturation de cette génération vis-à-vis du passé récent, la distanciation.

Il existe maints et maints exemples de cet affrontement des mémoires sur ce site d'échange, notamment les groupes antagonistes « *NO AL MONUMENTO DE PINOCHET!!!!* » et « *EXIGIMOS monumento para el General Pinochet!!!* »³²⁴. Les 108 750 membres du premier groupe s'opposent aux 38 084 membres du second, qui eux

³²¹ « 14 999 999 Chiliens qui appuient Allende » versus « 14 999 999 Chiliens qui croient qu'Allende n'est pas le plus grand personnage ».

14.999.999 de chilenos que Apoyan a Allende [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=14.999.999+de+chilenos+que+apoyan+a+allende#/group.php?gid=32153905988&ref=search&sid=686891188.1054027086..1> (Page consultée le 23 août 2009).

14.999.999 de chilenos que opinan que Allende no es el personaje más grande [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=14.999.999+de+chilenos+que+opinan#/group.php?gid=27149033858&ref=search&sid=686891188.2188577783..1> (Page consultée le 23 août 2009).

³²² « Vous êtes des cons. Ce gars n'a rien fait de bien. Je me suis joint [au groupe] pour pouvoir m'exprimer sur cette merde. Ciao ». Voir « 14.999.999 de chilenos que Apoyan a Allende, *Op. Cit.*

³²³ « Mon unique intention, en joignant ce groupe, n'est pas d'insulter, [...] mais simplement pour vous dire que NOUS SOMMES AU 21e SIÈCLE!!! L'année 2008 nous permet, selon moi, de cesser de vivre du passé [...]. Vivez du futur et non du passé », *Idem.*

³²⁴ « NON AU MONUMENT POUR PINOCHET!!!! » et « NOUS EXIGEONS un monument pour le Général Pinochet!!! » NO AL MONUMENTO DE PINOCHET!!!! [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=no+al+monumento+de+pinochet#/group.php?gid=41801550128&ref=search&sid=686891188.826324921..1> (Page consultée le 23 août 2009). EXIGIMOS monumento para el General Pinochet!!! [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=exigimos+un+monumento+para+el+general#/group.php?gid=67080095696&ref=search&sid=686891188.375731121..1> (Page consultée le 23 août 2009).

demandent une statue complète d'Augusto Pinochet sur la Place de la Constitution. Ils précisent qu'ils n'exigent pas le retrait du monument à l'effigie d'Allende mais qu'ils somment l'État de se doter de mémoire, car ils avertissent les Chiliens : « *Un país sin memoria es a la vez un país sin historia* »³²⁵. Un dernier exemple du conflit mémoriel virtuel est celui qui se trouve sur la page du groupe miriste « *Movimiento de Izquierda Revolucionaria de Chile* » (133 membres)³²⁶. Luis demande aux autres membres où peut-il trouver des livres sur l'idéologie « miriste ». Une seule réponse figure sur le mur, celle de Katty : « *Luis Andrés yo te recomiendo el El libro blanco. Hay muestra la verdad de las verdades. Es un libro excelente. Haber si lo podi pillar! Jajaja! Comunista de mierda!!* »³²⁷ Beaucoup d'autres groupes antagonistes ont été fondés en vue d'afficher la mémoire qu'ils défendent, nommons « *Te apuesto que existe + de 1.000.000 de personas que no les gusta Pinochet* », « *Apuesto que encuentro más de 1 millón de personas que apoyan a Pinochet* », « *YO NO OLVIDO. Justicia a los detenidos desaparecidos* », « *Más de 15.000.000 de chilenos hartos de los FACHOS que adoran a Pinochet* », « *Augusto Pinochet Fan Club* », etc.³²⁸.

³²⁵ « Un pays sans passé est également un pays sans histoire », *Idem*.

³²⁶ « Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili » Movimiento de la izquierda revolucionaria de Chile [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=movimiento+de+izquierda+revolucionaria+de+chile#/group.php?gid=22276457022&ref=search&sid=686891188.1973287874..1> (Page consulté le 23 août 2009).

³²⁷ « Luis Andres, je te recommande *Le livre blanc*. On y démontre la vérité des vérités. C'est un excellent ouvrage. On verra si tu pourras le trouver! Hahaha! Communiste de merde!! », *Idem*.

³²⁸ « Je te gage qu'il existe plus d'un million de personnes qui n'aiment pas Pinochet », « Je te gage que je peux trouver plus d'un million de personnes qui appuient Pinochet », « JE N'OUBLIE PAS. Justice aux détenus disparus », « Plus de 15 000 000 de Chiliens saturés des FASCISTES qui adorent Pinochet », « Fan Club d'Augusto Pinochet ».

Apuesto que existe + de 1.000.000 de personas que no les gusta Pinochet [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=pinochet#/group.php?gid=11331407247&ref=search&sid=686891188.3732218315..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Apuesto que encuentro más de 1 millón de personas que apoyan a Pinochet [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=pinochet#/group.php?gid=47743300192&ref=search&sid=686891188.3732218315..1> (Page consultée le 23 août 2009).

YO NO OLVIDO. justicia a los detenidos desaparecidos [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=69&q=yo+no+olvido#/group.php?gid=23948505943&ref=search&sid=686891188.1816016863..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Más de 15.000.000 de chilenos hartos de los FACHOS que adoran a Pinochet [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=69&q=mas+de+15.000.000+chilenos#/group.php?gid=34043818223&ref=search&sid=686891188.638041451..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Fan Club d'Augusto Pinochet [En ligne], <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=69&q=fan+club+pinochet#/group.php?gid=2216400371&ref=search&sid=686891188.362735879..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Ces quelques observations ne représentent qu'une goutte dans la mer d'autres exemples que l'on retrouve sur d'autres sites web. L'histoire chilienne semble marquée au fer rouge par le caractère négocié de la transition, selon lequel chaque concession à gauche doit être équilibrée à droite. Si les mémoires de la deuxième génération à Santiago ne font pas autant preuve d'obstination dans la sphère publique que celle de leurs parents, elles se manifestent néanmoins solidement sur le support web. Alors que de nombreux participants de Santiago et de Montréal croient que la réconciliation des mémoires passe par le musellement du sujet politique, d'autres comme Ana condamnent cette avenue et défendent le travail de la mémoire. Elle se souvient qu'au Chili, les étudiants tentaient toujours d'arrêter ses élans politiques : « Tu m'emmerdes avec la politique, on s'en fout! C'est fini là! » Et elle leur répondait : « Je ne veux pas oublier et je ne veux pas que tu oublies. La politique est dans tout. On se parle, c'est de la politique. Alors n'aie pas peur! N'aie pas peur que je sorte le mot « gauche » ou « droite ». C'est moi, c'est nous, c'est le tout. Même si on ne veut pas, c'est comme ça ³²⁹ ». Mémoires obstinées, mémoires saturées, mémoires conciliantes, le thème du passé continue néanmoins d'être tirailé par les camps antagonistes, par les générations.

³²⁹ Entretien réalisé avec Ana à Montréal, le 10 février 2009.

Bibliographie

Sources

Sources orales (sous couvert de pseudonymes)

Entretiens réalisés par Tuong-Vi Nguyen à l'automne 2008, Santiago, Chili.

Quetzal. Septembre 2008.

Ileana. Septembre 2008.

Mauricio. Septembre 2008.

Mario. Octobre 2008.

Carlos. Octobre 2008.

Gerardo. Octobre 2008.

Antoño. Octobre 2008.

Iker. Octobre 2008.

Hazael. Octobre 2008.

Luis. Octobre 2008.

Entretiens réalisés par Tuong-Vi Nguyen à l'automne 2008 et à l'hiver 2009. Région de Montréal, Québec.

Roberto. 15 novembre 2008.

Lilia. 18 novembre 2008.

Rodrigo. 18 novembre 2008.

Mayra. 20 novembre 2008.

Enrique. 20 novembre 2008.

Emilio. 26 novembre 2008.

Ema. 27 novembre 2008.

David. 27 novembre 2008.

Santiago. 3 décembre 2008.

Jerico. 6 décembre 2008.

Eduardo. 12 décembre 2008.

Diego. 17 décembre 2008.

Crissel. 18 décembre 2008.

Martha. 19 janvier 2009.

Joel. 20 janvier 2009.

Yenissa. 25 janvier 2009.

Ana, 10 février 2009.

Daniela. 21 mars 2009.

Études

Monographies

Actuel Marx Intervenciones. *Memorias en busca de historia*. Santiago : Lom ed., 2008.

Arce, Luz. *The Inferno : a story of survival in Chile*. Madison: University of Wisconsin Press, 2004.

Bolzman, Claudio. *Sociologie de l'exil : une approche dynamique*. Zürich : Éditions Seismo, 1996.

Collins, Cath. « ICTJ paper/contribution to Memory and Justice project, on file with Louis Bickford », 2008.

Collins, Cath. « The Moral Economy of Memory : Public and Private Commorative space in Post-Pinochet Chile », à paraître dans Payne, Leigh and Ksenija Bilbija (eds.). *The Memory Market in Latin America*. États-Unis : Duke University Press, chapitre 8, P.2.

Contreras Osorio, Rodrigo. *La dictature de Pinochet en perspective. Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*. Paris : L'Harmattan, 2007.

Cruz, María Angélica. *Iglesia, represión y memoria. El caso chileno*. España : Siglo XXI, 2004.

Del Pozo, José et Jacob, André. *Le Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après-Pinochet*. Montréal : vlb éditeur, 1994.

Del Pozo, José. *Le Chili contemporain. Quelle démocratie?* Montréal : Éditions Nota bene, 2000.

Dinges, John. *Les années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*. Paris : La Découverte, 2004.

Dove, P. « Narrativas de justicia y duelo : testimonio y literatura del terrorismo de estado en el cono sur », dans : Jelin E. y Longoni A. *Escrituras, imagenes y escenarios ante la repression*. Madrid : Siglo XXI de España Editores : Social Science Research Council, 2005, P.131-166.

Eastmond, Marita. *The Dilemmas of exile. Chilean refugees in the USA*. Gothengurg : Acta Universitatis Gothoburgensis, 1997.

Elizabeth Lira K. et Brian Loveman. *Los ardientes cenizas del olvido*. Santiago : Lom ed., 2000.

Elizabeth Lira K. et Brian Loveman. *El espejismo de la reconciliación política. Chile 1990-2002*. Santiago : Lom ed., 2002.

Espinoza Soto, Adriana. « The body as a site of resistance and enactment of collective memories and trauma : an exploratory study in Chile ». (Thèse de doctorat - University of British Columbia) 2007.

F. Zerán, M.A. Garretón, S. Campo, C. Garretón. *Encuentros con la memoria*. Santiago : Lom ed., 2004.

FLACSO Chile et le Ministère des Biens nationaux. *Memoriales en Chile. Homenaje a las víctimas de violaciones a los derechos humanos*. Santiago : Ocho Libros Editores, 2007.

Garcia Castro, A. *La mort lente des disparus au Chili : sous la négociation civils-militaires, 1973-2002*. Paris : Maisonneuve et Larose, 2002.

Grez, Sergio et Salazar, Gabriel (comps.). *Manifiesto de historiadores*. Santiago : Lom Ediciones, 1999.

Grmela, Sonia. « Les réfugiés chiliens à Montréal, niveau d'intégration et de rupture ». (Mémoire de maîtrise - Université de Montréal) 1989.

Habermas, Jürgen. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constructive de la société bourgeoise*. Paris : Édition Payot, 1993.

Halbwachs, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Mouton Éditeur, 1976.

Hamel, Sonia. « La socialisation politique des réfugiés chiliens de la première vague à Montréal ». (Mémoire de maîtrise - Université de Montréal) 2000.

Hayner, Priscilla B. *Unspeakable truths. Facing the challenge of Truth Commissions*. New York et Londres : Routledge, 2002.

Hervas Segovia, Roberto. *Les organisations de solidarité avec le Chili*. Canada : Éditions

les 5 Continents, 2001.

Hite, Katherine. « El monumento a Salvador Allende en el debate político chileno », dans Jelin, Elizabeth y Langland, Victoria (comps.). *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*. España : Siglo XXI, 2003. P.19-55.

Jelin, Elizabeth. *Los trabajos de la memoria*. Madrid : Siglo XXI de España Editores: Social Science Research Council, 2002.

Jensen, Silvina. « Del viaje no deseado al viaje de retorno, Representaciones del exilio en Libros de Navios y Borrascas y Tango », dans : Jelin E. y Longoni A. *Escrituras, imagines y escenarios ante la represión*. Madrid : Siglo XXI de España Editores : Social Science Research Council, 2005. P.162-202.

Kaiser, Susana. *Postmemories of terror*. New York : Palgrave Macmillan, 2005.

LaCapra, Dominick. *Writing History Writing Trauma*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2001.

Lechner N. y Güell P. « Construcción social de la memoria en la transición chilena », dans : Jelin E. y Kaufman S.G. *Subjetividad y figuras de la memoria*. Madrid : Siglo XXI de España Editores : Social Science Research Council, 2006. P.17-46.

León, Carlos H. *Le contrôle de l'information chez la famille chilienne en exil*. Mémoire de maîtrise, département de communication. Montréal. Université de Montréal, 1988.

Meintel, Deirdre et Le Gall, Josiane. *Les jeunes d'origine immigrée -Rapports familiaux et les transitions de vie- Le cas des jeunes chiliens, grecs, portugais, salvadoriens et vietnamiens*. Québec : Direction des communications du Ministère des Affaires internationales, de l'immigration et des communautés culturelles, 1995.

Mongeau, Serge. *Le rêve écrasé. Québec-Chili 1973*. Montréal : Éditions Québec/Amérique, 1990.

Oñate, Rody et Wright, Thomas. *La diáspora chilena a 31 años del golpe militar*. México : Ediciones Urdimbre, 2002.

Painchaud, Paul (ed.). *De Mackenzie King à Pierre Trudeau. Quarante ans de diplomatie canadienne. 1945-1985*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1989.

Politzer, Patricia. *Miedo en Chile*. Chile : Chile Ameri. 1985.

Reyes Jedlicky, Leonora. « Actores, conflictos y memoria : Reforma curricular de Historia y Ciencias Sociales en Chile, 1990-2003 », dans : Jelin, Elizabeth et Lorenz, Frederico Guillermo (comps.). *Educación y memoria. La escuela elabora el pasado*. España : Siglo XXI, 2004. P.65-93.

Richard, Nelly. *Políticas y estéticas de la memoria*. Chile : Editorial Cuarto Propio, 2000.

Richard, Nelly (éditeur). *Revisar el pasado, criticar el presente, imaginar el futuro. Utopía(s) 1973-2003*. Chili : Universidad ARCIS, 2004.

Ricoeur, Paul. « La lectura del tiempo pasado : memoria y olvido ». Madrid : Arrecife Universidad Autónoma de Madrid, 1999. P.19, dans Jelin, Elizabeth. *State repression and the labor of memory*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003. P.12.

Rody Oñate, Thomas Wright, Carolina Espinoza, Andrea Soto, Ximena Galleguillos. *Exilio y retorno*. Santiago : Lom ed., Colección Septiembre, 2005.

Roth-Arriaza, Naomi. *The Pinochet Effect. Transitional Justice in the Age of Human Rights*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2005.

Salinas Urrejola, Isidora. « Contrapunto : El rostro juvenil de la memoria pinochetista », dans : Jelin E. y Sempol D. *El pasado en el futuro : los movimientos juveniles*. Madrid : Siglo XXI de España Editores : Social Science Research Council, 2006. P.137-141.

Sempol, Diego et Jelin, Elizabeth. *El pasado en el futuro : los movimientos juveniles*. Buenos Aires : Siglo XXI Editora Iberoamericana S.A., 2006.

Silva Galdames, Osvaldo. *Breve historia contemporánea de Chile*. México : Fondo de cultura económica, 1995.

Stern, Steve. « Between Tragedy and Promise : The Politics of Writing Latin American History in the Late Twentieth Century », dans *Reclaiming the Political in Latin American History. Essays from the North*, edited by Gilbert M. Joseph. Durham and London : Duke University Press, 2001. P.32-77.

Stern, Steve J. *Remembering Pinochet's Chile. On the Eve of London 1998*. Los Angeles : Duke University Press, 2006.

Stern, Steve J. *Battling for Hearts and Minds. Memory Struggles in Pinochet's Chile, 1973-1988*. Los Angeles : Duke University Press, 2006.

Todorov, Tzvetan. *Mémoire du mal, tentation du bien*. Paris : Robert Laffont, 2000.

Verónica Romo López, Patricia Albornoz Guzmán, Eliana Bronfman Weinstein, Luisa Johnson Edwards. *Jóvenes, derechos humanos y memoria*. Amnistía Internacional, 2007.

W. Pereira, Anthony. *Political (in)justice. Authoritarianism and the Rule of Law in Brazil, Chile, and Argentina*. Pittsburg : University of Pittsburg Press, 2005.

Articles de périodiques

Gugelberger G. et Kearney M. « Voices of the Voiceless : Testimonial literature in Latin America ». *Latin American Perspectives*. Vol.18, No.3 (1991). P.3-14.

Igonet-Fatsinger. « Approches socio-anthropologiques et socio-historiques de l'identité ». *Recherches sociologiques*. Vol.15 (2-3) (1984). P.233-240.

Jaksic, Ivan. 1992. « Oral history in the Americas ». *The Journal of American History*. Vol.79, No.2 (1992). P.590-600.

Jedlicki, Fanny. « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire ». *Cahiers de l'Urmis*. No.7 (2001). 20 p.

Logen, Kathleen. « Personal Testimony : Latin American Women telling their lives ». *Latin American Research Review* : vol.32, Issue 1 (1997). P.199-212.

Mallon, Florencia E. « The Promise and Dilemma of Subaltern Studies : Perspectives from Latin American History. » *The American Historical Review*, Vol.99, No.5 (Déc. 1994), P.1491-1515.

Matear, Ann. « Coming to terms with the past : Chile ». *History Today*. Vol. 54, Issue 4 (2004). P.27-29.

Meade, T. « Holding the junta accountable : Chile's sitios de memoria and the history of torture, disappearance, and death ». *Radical History Review*, 79 (2001). P.123-139.

Prognon, Nicolas. « La mémoire de l'exil chilien en France ». *Cahier d'histoire immédiate*. No.34 (automne 2008). P.203-221.

Solervicens, Marcelo. « Perte de légitimité de la gauche au Chili ». *Alternatives*. 15:4 (décembre 2008). P.219-221.

Wilde, Alexander. « Irruptions of Memory : Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy ». *Journal of Latin American Studies*. Vol.31, No.2 (Mai 1999). P.473-500.

Wright, Thomas C. « Legacy of dictatorship : works on the Chilean diaspora ». *Latin American Research Review*. Vol.30, issue 3 (1995). P.198-210.

Yúdice, George. 1991. « Testimonio and Postmodernism ». *Latin American Perspectives* : Vol.18, No.3 (1991). P.15-31.

Conférenciers *El efecto Pinochet*

Garretón, Roberto. « Londres 1998 : hitos, causas y consecuencias », présenté dans le cadre de la conférence « El efecto Pinochet. A diez años de la detención de Pinochet en Londres », Universidad Diego Portales, Santiago, Chili, 8 octobre 2008.

Politzer, Patricia. « Justicia transicional en la política chilena desde 1998 », présenté dans le cadre de la conférence « El efecto Pinochet. A diez años de la detención de Pinochet en Londres », Universidad Diego Portales, Santiago, Chili, 8 octobre 2008.

Sites Internet

Apuesto que encuentro más de 1 millón de personas que apoyan a Pinochet [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=pinochet#/group.php?gid=47743300192&ref=search&sid=686891188.3732218315..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Apuesto que existe + de 1.000.000 de personas que no les gusta Pinochet [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=pinochet#/group.php?gid=11331407247&ref=search&sid=686891188.3732218315..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Brigade Québec-Cuba, *Travaux solidaires à Cuba. Du coeur à l'ouvrage!* [En ligne]. <http://www.bqc.qc.ca/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=15> (Page consultée le 27 juin 2009).

Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, *Informe Final*. [En ligne]. http://www.gobiernodechile.cl/comision_rettig/ (Page consultée le 12 mai 2009).

Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura, *Informe Final*. [En ligne]. http://www.gobiernodechile.cl/comision_valech/ (Page consultée le 12 mai 2009).

Dailymotion, *Création et répression -Témoignage d'Elena Varela*. [En ligne]. http://www.dailymotion.com/video/x7f4ke_creation-et-repression-temoignage-d_news (Page consultée le 21 juillet 2009).

EXIGIMOS monumento para el General Pinochet!!! [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=exigimos+un+monumento+para+el+general#/group.php?gid=67080095696&ref=search&sid=686891188.375731121..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Fan Club d'Augusto Pinochet [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=69&q=fan+club+pinochet#/group.php?gid=2216400371&ref=search&sid=686891188.362735879..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Funa Chile, *Si no hay justicia hay funa*. [En ligne]. <http://www.funachile.cl/> (Page

consultée le 20 février 2009).

Fondation Salvador Allende Montréal, *Michel de Broin remporte le concours d'art public à la mémoire de Salvador Allende*, 21 août 2009. [En ligne].

<http://www.chilenos.qc.ca/Default.aspx?tabid=447&language=en-US> (Page consultée le 13 juillet 2009).

Hijos Chile, *Hijos Chile*. [En ligne]. <http://hijoschile.blogspot.com/> (Page consultée le 20 février 2009).

Juventud UDI. *Juventud UDI 2009*. [En ligne]. www.juventududi.cl (Page consultée le 22 mai 2009).

Juventud Renovación Nacional. *Juventud Renovación Nacional. Más jóvenes por Chile!*, [En ligne]. <http://www.jrn.cl/> (Page consultée le 22 mai 2009).

Más de 15.000.000 de chilenos hartos de los FACHOS que adoran a Pinochet [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=69&q=mas+de+15.000.000+chilenos#/group.php?gid=34043818223&ref=search&sid=686891188.638041451..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Ministerio del Interior de Chile, *Programa de derechos humanos*. [En ligne]. <http://www.ddhh.gov.cl/> (Page consultée le 20 février 2009).

Movimiento de la izquierda revolucionaria de Chile [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=movimiento+de+izquierda+revolucionaria+de+chile#/group.php?gid=22276457022&ref=search&sid=686891188.1973287874..1> (Page consulté le 23 août 2009).

NO AL MONUMENTO DE PINOCHET!!!! [En ligne]. <http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=no+al+monumento+de+pinocchet#/group.php?gid=41801550128&ref=search&sid=686891188.826324921..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Ramírez, Francisco. *Hermanos Vergara Toledo fueron asesinados por móviles políticos, 2006*. [En ligne] http://www.lanacion.cl/prontus_noticias/site/artic/20060331/pags/20060331184147.html (Page consultée le 22 juillet 2009).

Société Bolivarienne du Québec, *Hands off Venezuela*. [En ligne]. <http://www.sbcq.org/sbqhov/index.php?section=20> (Page consultée le 15 mai 2009).

-----, *Sarabande por los Hermanos Vergara Toledo*, 2007. [En ligne]. <http://www.youtube.com/watch?v=uMSgC7u3vSw> (Page consultée le 22 juillet 2009).

YO NO OLVIDO. justicia a los detenidos desaparecidos [En ligne].
<http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=69&q=yo+no+olvido#/group.php?gid=23948505943&ref=search&sid=686891188.1816016863..1> (Page consultée le 23 août 2009).

14.999.999 de chilenos que Apoyan a Allende [En ligne].
<http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=14.999.999+de+chilenos+que+apoyan+a+allende#/group.php?gid=32153905988&ref=search&sid=686891188.1054027086..1> (Page consultée le 23 août 2009).

14.999.999 de chilenos que opinan que Allende no es el personaje más grande [En ligne].
<http://www.facebook.com/search/?init=srp&sfxp=&o=&q=14.999.999+de+chilenos+que+opinan#/group.php?gid=27149033858&ref=search&sid=686891188.2188577783..1> (Page consultée le 23 août 2009).

Documentaires

Caiozzi, Silvio, *Fernando ha vuelto*. [dvd]. Chile : Caiozzi y Garcia Ltda., 1998, 31 mn.
 Castillo, Carmen, *Calle Santa Fe*. [dvd]. France/Chili : Les Films d'ici, 2007, 103 mn.
 Farnsworth, Elizabeth et Lanfranco, Patricio, *The judge and the general*. [dvd]. États-Unis : PBS Home Video, 2008, 83 mn.

Funa Chile. *Funa al asasinato de Víctor Jara*. [dvd]. Chili : Comisión Funa, 2006, 30 mn.

Guzmán, Patricio. *Chile : la memoria obstinada*. [dvd]. Canada : Les Films d'Ici et ONF 1997, 58 mn.

Henriquez, Patricio. *Imágenes de una dictadura*. [dvd]. Montréal : Macumba International inc., 1999, 55 mn.

Luz Parot, Carmen. *El Estadio Nacional*. [dvd]. Chili : Producción Independiente, 2001, 90 mn.

Mallot, Marilú. *La cueca sola*. [dvd]. Canada : ONF, 2003, 52 mn.

Mattelart, Armand. *La Spirale*. [dvd]. Paris : Galatée Films, 1975, 155 mn.
 Moreno, Sebastián. *La ciudad de los fotógrafos*. [dvd]. Chile : Las películas del pez, 2006, 80mn.

Pacull, Emilio. *Los Heroes Frágiles*. [dvd]. France/Chili : Éditions Montparnasse, 2006, 87 mn.

Annexe A

Questionnaire pour les entrevues réalisées à Santiago

Septembre et octobre 2008, Santiago de Chile

Perfil

- 1) ¿Qué edad tiene?
- 2) ¿A que se dedica?
- 3) ¿Dónde nació?
- 4) ¿Dónde vive?

Interpretación del pasado reciente

- 1) ¿Me puede decir que paso en Chile entre los años 1970 y 2000?
- 2) ¿Cuál es su percepción de Allende?
- 3) ¿En el año 2000, inauguraron una estatua de Allende frente al Palacio de la Moneda.Cuál es su opinión sobre esto? Sabe usted por qué hay gente que no está de acuerdo con la presencia de esta estatua?
- 4) ¿Cuál es su percepción de Pinochet?
- 5) ¿Según usted, por qué hubo un golpe de estado en Chile?

Transmisión de la memoria

- 1) ¿Cómo aprendió usted sobre el pasado pinochista?
- 2) ¿Sus papas le hablarón de esta historia? ¿Qué edad tenía cuando empezaron a compartir con usted este pasado? ¿De que le hablaban? ¿Cuál fue su reacción?
- 3) ¿Es importante para usted tener este conocimiento sobre el pasado pinochetista?
- 4) Hay una gran división en Chile sobre su pasado : ¿piensa usted que una reconciliación sería posible?

Lugares de memoria

- 1) ¿Conoce lugares históricos que tratan de este pasado (monumentos, ex-centros de detención, etc.)?

- 2) ¿Ya ha ido a alguno de esos lugares? ¿Tuvo algún sentimiento o una reacción al visitar estos lugares?

- 3) ¿Cuál es la función de estos lugares memoriales según usted?

Annexe B

Questionnaire pour les entrevues réalisées à Montréal

Novembre 2008 à mars 2009, région de Montréal, Québec

Profil

- 1) Quel âge avez-vous?
- 2) Où êtes-vous né? Quel âge aviez-vous lorsque vous êtes arrivé au Québec? (s'il y a lieu) Avez-vous quitté le Chili seul ou avec votre famille?
- 3) Quel est votre domaine d'étude ou de travail?
- 4) Dans quelle ville habitez-vous?

L'exil/la migration

- 3 1) Êtes-vous déjà allé au Chili? Quand? Quel âge aviez-vous lors de votre/vos séjour(s) au Chili? Quel était le but du/des voyage(s)?
- 4 2) Vous considérez-vous Chilien, Québécois, Montréalais, Canadien, Latino?
- 5 3) Michelle Bachelet, lors d'une conférence tenue à l'université de Montréal au printemps 2009, annonçait son intention de donner le droit de vote aux Chiliens vivant à l'extérieur du Chili. Si vous aviez ce droit, voteriez-vous?

Interprétation du passé récent

- 1) Pouvez-vous me dire ce qu'il s'est passé au Chili entre 1970 et aujourd'hui?
- 2) Quelle est votre perception de Salvador Allende?
- 3) En 2000, on a inauguré une statue de Salvador Allende devant le Palais de la Moneda. Avez-vous entendu parler de cette commémoration? Qu'en pensez-vous? Cette statue est objet de contestation au Chili; pourquoi selon vous?
- 4) Quelle est votre perception d'Augusto Pinochet?

* Vous avez ici différentes photos d'Allende et de Pinochet. Avez-vous déjà vu ces

photos? Où avez-vous vu ces photos? Pourquoi pensez-vous que ces clichés ont été pris?
Pourquoi selon vous continue-t-on de voir ces photos aujourd'hui?

5) Environ 40 % de la population au Chili pense aujourd'hui que Pinochet a sauvé le pays d'un abîme certain lorsqu'il a orchestré le coup d'État du 11 septembre, alors que l'autre moitié des Chiliens considère que Pinochet est un criminel, un dictateur. Pensez-vous qu'une réconciliation est possible pour le Chili?

Le 11 septembre 1973

- 1) Pourquoi, selon vous, y a-t-il eu un coup d'État au Chili?
- 2) Avez-vous déjà vu des images de ce coup d'État?

* Avez-vous déjà vu certaines de ces photos? Où? Pourquoi selon ces photos continuent aujourd'hui de circuler?

Canaux d'apprentissage

- 1) D'où tenez-vous vos connaissances sur cette période de l'histoire chilienne?
- 2) Est-ce important pour vous d'avoir ces connaissances?
- 3) Transmettez-vous ce bagage? À qui? Comment?
- 4) Pourquoi pensez-vous que vos parents vous parlent de l'histoire chilienne?
- 5) De quelle période vous parlent-ils? De quelles expériences?
- 6) Quelle est votre attitude lors de telles conversations?

Lieux de mémoire

- 1) Quels sites historiques importants me conseillez-vous de visiter au Chili si je

cherche à bien comprendre le passé chilien?

2) Quelle est la fonction de ces sites historiques selon vous?

3) Êtes-vous déjà allé voir ces lieux historiques? Quand? Quel âge aviez-vous?

Quel fut l'impact sur vous de telles visites?

